

سكنا من الفصل

Manifestations antisoviétiques en Afghanistan

LIBRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2,00 ; Tunisie, 2,00 ;
Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 1,30 Sch. ; Belgique,
17 F ; Canada, 6,25 ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ;
Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce,
200 dr. ; Irlande, 120 Ir. ; Italie, 125 li. ;
Japon, 200 Y. ; Liban, 275 L. ; Luxembourg, 17 F ;
Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal,
20 esc. ; Royaume-Uni, 90 p. ; Suède, 2,20 kr. ;
Suisse, 1,20 Fr. ; U.S.A., 60 cts ; Venezuela, 20 bs.

Tarif des abonnements page 31

5, RUE DES ÉTALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C. C. P. 6397-23 PARIS
Tél. Paris n° 636572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le verdict de Tunis

A peine connu, le verdict de la Cour de sûreté de l'État tunisienne contre les membres du commando de Gafsa a provoqué une vive émotion et suscité diverses réactions en raison de sa sévérité : le procureur de la République avait requis la peine capitale contre quelques trente inculpés ayant directement pris les armes, et le tribunal en a condamné la moitié. Certes, l'attaque contre la ville minière a fait quarante-cinq morts parmi les civils et les militaires, mais les inculpés, après être passés aux aveux, ont fait appel à la clémence. On aurait pu penser que la justice se serait montrée rigoureuse à l'égard des deux seuls chefs du commando. Il est vrai que la procédure judiciaire n'est pas encore arrivée à son terme.

L'État, devant la persistance des menaces libyennes depuis la fusion avertie entre Tunis et Tripoli en janvier 1974, a sans doute voulu faire un exemple pour décourager la subversion. Toutefois, sans minimiser les responsabilités de la Libye, qui a aidé et entraîné des membres du commando, et certaines complicités algériennes, force est de constater que l'attaque de Gafsa a été entreprise par des Tunisiens qui ont bénéficié de la passivité d'une partie des habitants de la ville.

Survenant deux ans après les émeutes du 26 janvier 1978, cette affaire reflète le malaise qui existe dans ce pays : la population se montre exigeante à l'égard du pouvoir précisément parce que beaucoup a été entrepris depuis l'indépendance, mais aussi parce que, depuis des années, l'écart s'est creusé entre riches et pauvres, que certaines régions désertiques ont été négligées et que l'ouverture espérée et souhaitée par un peuple qui corrompt de nombreuses élites n'a pas eu lieu.

Sans doute l'affaire de Gafsa revêt-elle certains particularismes. La ville est située dans une région pauvre : zone traditionnelle de contrebande, ancien fief de l'opposition youssefiste à la colonisation nationaliste arabe, elle a toujours été remuante sur le plan social et était connue pour avoir tenté de contester le pouvoir central dès avant le protectorat. Cependant, on a pu constater que, sur le plan national, les grands courants de l'opposition — Mouvement de l'unité populaire, Mouvement des démocrates socialistes, parti communiste, activistes musulmans — ont été unanimes à condamner les interventions étrangères et à soutenir le pouvoir face aux attaques extérieures, mais en soulignant aussi ses responsabilités dans la crise politique et sociale que connaît le pays.

La maladie et l'immobilisation du premier ministre, M. Hedi Nouira, ont contribué à compliquer une situation déjà complexe. La crise va-t-elle obliger toutes les parties concernées à prendre conscience de leurs responsabilités et les obliger à trouver des solutions pour sortir de l'impasse ? Manifestement, le peuple tunisien, qui s'est soulevé autour du combat suprême pour affronter les volontés hégémoniques extérieures, attend l'ouverture d'un dialogue sincère entre le pouvoir et les différents courants de l'opposition.

Des mesures d'apaisement ne pourraient que favoriser une solution politique. Nombreux sont ceux qui espèrent que, quand la Cour de cassation se sera prononcée, le président Bourguiba, soucieux de l'avenir, usera de son droit de grâce pour éviter que les condamnations à mort ne soient exécutées.

LES ENTRETIENS ANGLO-ALLEMANDS DE LONDRES

« Mme Thatcher paraît disposée à faire des concessions pour régler la crise communautaire », estime-t-on dans l'entourage de M. Schmidt. (Lire page 3.)

● CAMBODGE

Les Khmers de nouveau menacés par la famine

Les organisations humanitaires lancent un cri d'alarme

Plusieurs millions de Cambodgiens sont menacés de famine et une assistance — semences, engrais, denrées alimentaires — ne leur parvient pas très rapidement. Plusieurs organisations internationales engagées dans les opérations de secours lancent un cri d'alarme. L'acheminement de l'aide à ces populations se heurte à des difficultés qui ne sont pas seulement d'ordre technique, mais également politique.

De notre correspondant

Bangkok. — Plusieurs millions de Cambodgiens, tous ceux qui ont survécu à dix années de famines intérieures, sont une nouvelle fois menacés de famine au cours des prochains mois, et il n'est pas du tout certain que l'on puisse y remédier à temps. Cette prévision alarmante résulte des rapports établis par diverses organisations internationales au terme des six premiers mois de leur mission de sauvetage du Cambodge.

Ce constat d'échec devrait susciter un effort international accru. Or c'est précisément à ce stade crucial pour la survie d'un nombre incalculable d'hommes, de femmes et d'enfants cambodgiens que certains gouvernements qui financent les opérations d'aide viennent de décider, au cours de la réunion de New-York de la semaine dernière, de temporiser : ils attendent, pour renouveler éventuellement leurs contributions financières et en nature un complément d'information sur la situation au Cambodge.

« Il faut savoir, indique l'un des experts soumis aux participants à la réunion de New-York, que si une quantité substantielle de semences de riz n'est pas fournie aux paysans cambodgiens dans un délai de trois semaines, non seulement la situation alimentaire précaire se prolongera en 1981, mais cela nécessitera également une augmentation des opérations de secours si l'on veut éviter le retour d'une situation de famine. »

Ce texte date déjà d'une semaine, et certains délégués s'estiment quasiment impossibles de faire parvenir à temps les quantités de semences nécessaires tout en maintenant le niveau des échanges.

vois de l'aide alimentaire, déjà insuffisants. En plus de celui du financement, qui est évidemment le plus important, les organisations internationales se heurtent, en effet, à toute une série de problèmes majeurs.

Pour relancer la production, indispensable à la reconstitution d'une agriculture de subsistance, la F.A.O. prévoit de fournir quelque 30 000 tonnes de semences de riz et 4 000 tonnes d'engrais à six provinces, 10 000 tonnes ont été promises, à titre de don, par le Vietnam, 3 000 tonnes doivent être achetées aux Philippines et 15 000 tonnes en Thaïlande.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

● ÉTATS-UNIS

Une étape décisive pour la politique énergétique

Le Sénat adopte la taxe sur les « super-profits » des compagnies pétrolières

Le Sénat américain a adopté, le 27 mars, en dernier ressort, le projet de loi sur l'imposition des bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières du fait de la levée progressive du contrôle des prix du brut produit aux États-Unis. Il aura fallu onze mois pour que ce projet soit voté dans des termes quelque peu différents de ceux souhaités par le président Carter.

C'est une grande nouvelle pour le pays et pour le monde, a affirmé le président Carter après le vote le 27 mars par le Sénat de la taxe sur « les bénéfices tombés du ciel » (« Wind-fall profits ») des compagnies pétrolières.

Par 66 voix contre 31, le Sénat a adopté, dans les mêmes termes que la Chambre des représentants, ce texte qui a été envoyé au président pour signature.

Cette taxation était rendue nécessaire par les importants bénéfices que vont tirer les compagnies pétrolières de la levée progressive (du 1^{er} juin 1979 au 30 septembre 1981) du contrôle qui limite les prix du pétrole brut produit aux États-Unis.

Les deux tiers environ de la production pétrolière américaine étaient ainsi soumis à un contrôle

qui maintenait le prix du brut découvert et mis en exploitation avant 1973 à la moitié environ du cours mondial.

Toute politique américaine passait donc par l'alignement progressif des prix américains sur les cours de l'OPEP afin de décourager une consommation qui est la plus importante du monde par habitant. Mais cette levée du contrôle n'était tolérable pour l'opinion publique américaine qu'à la condition que tout le bénéfice n'en aille pas aux compagnies pétrolières.

Les profits supplémentaires réalisés par les grandes compagnies sur le pétrole découvert avant 1979 et vendu au-dessus de 13 dollars le baril seront donc taxés à 70 %.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 35.)

La catastrophe en mer du Nord

Vingt-huit morts quatre-vingt-dix-sept disparus

Les opérations de sauvetage, entreprises après l'accident de la plate-forme Alexander-Kielland, qui a chaviré jeudi 27 mars, en mer du Nord, avaient permis, vendredi en fin de matinée, de sauver cent vingt-huit hommes. Il y a vingt-huit morts et quatre-vingt-dix-sept disparus.

C'est à 18 h. 33, jeudi, que la plate-forme semi-submersible Alexander-Kielland (appelée Pentagone-89 pendant sa construction en France), utilisée comme hôtel pour le personnel du champ pétrolifère Edda (un satellite d'Ekofisk), en zone norvégienne de la mer du Nord, a brusquement chaviré. Deux cent cinquante personnes se trouvaient à bord, la plupart de nationalité norvégienne ; mais il y avait, semble-t-il, trente-cinq Britanniques, trois Finlandais, un Espagnol et un Portugais. A 12 heures, ce 28 mars, une centaine d'hommes avaient été sauvés par des hélicoptères et des navires norvégiens et britanniques, trente autres, qui avaient pu s'entasser dans un canal de sauvetage, ont pu être rapatriés par des hélicoptères. Le gouvernement norvégien devait se réunir ce 28 mars à 9 heures pour faire le point sur cet accident. Les opérations de sauvetage, ralenties pendant la nuit, ont repris ce vendredi matin pour retrouver d'éventuels survivants. Les conditions météorologiques se sont un peu améliorées. Au moment de la catastrophe, le vent soufflait de 75 à 90 kilomètres à l'heure et les vagues étaient de 6 mètres (de crête à creux).

(Lire page 32)

l'article d'YVONNE REBEYROL et nos autres informations.)

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

Les combats à N'Djamena auraient déjà fait plus de mille morts (Lire page 4.)

Les divisions de l'islam en Iran

Moudjahidin contre clergé chiite

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, a adressé jeudi 27 mars une mise en garde aux autorités iraniennes à propos des otages détenus à l'ambassade de Téhéran.

« Le peuple américain et le gouvernement, a-t-il dit, ont été remarquablement patients face aux difficultés intérieures en Iran. Mais chaque jour qui passe accroît la culpabilité des autorités iraniennes qui doivent se rappeler que les États-

Unis n'ont fermé la porte à aucune des options dont ils disposent en vertu de la loi internationale ».

D'autre part, M. Cyrus Vance a approuvé une suggestion de la commission des affaires étrangères du Sénat américain de publier un Livre blanc sur les relations entre les États-Unis et l'Iran sous le régime du chah, pour contribuer à une solution de la crise.

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Téhéran. — L'un des « heppings » de Téhéran a ne pas rater est le cours de philosophie comparée que donne tous les vendredis après-midi M. Massoud Rajavi. Quel que dix mille personnes, munies de cartes d'admission, se rassemblent sur les pelouses de l'université Chérif pour écouter, trois heures durant, le chef des Moudjahidin Khalfi (les combattants du peuple).

M. Rajavi, avec son éloquence dialectique et son physique de jeune premier (il est âgé de trente-deux ans) fait recette. Les réunions politiques qu'il tient dans la capitale ou en province attirent des foules de cent mille, deux cent mille, et parfois trois cent mille personnes. Sa notoriété ne date pas d'aujourd'hui. Arrivé avec les neuf autres membres du comité central des moudjahidin en 1971, peu avant les fastueuses festivités de Persépolis qui marquèrent le vingt-cinquième centenaire de l'empire perse, il avait, au cours de son procès, dénoncé avec une témérité suicidaire le despotisme du régime impérial et le marxisme américain sur son pays. Il est condamné à la peine capitale. Une exception-

nelle campagne internationale se déclenche en sa faveur. Amnesty International, diverses organisations européennes des droits de l'homme, des associations de juristes, d'écrivains, des hommes politiques français, notamment M. François Mitterrand et le président Pompidou, ont appelé à l'indulgence du chah. Celui-ci finit par céder six mois plus tard et commença en détention perpétuelle la peine de mort prononcée à l'encontre de M. Rajavi, qui continua néanmoins à être soumis à d'atroces tortures jusqu'à sa libération en janvier 1979, deux semaines avant l'effondrement de la monarchie.

Essentiellement organisation de guérilla, les moudjahidin se sont alors progressivement en partie politisés, dont l'ambition est de défendre « la contenu révolutionnaire de l'islam ». Dans ses conférences

AU JOUR LE JOUR Amicalement votre

Pour resserrer les liens entre les hommes qui pourraient être appelés un jour à diriger ce pays, quelques hurburberies auraient, dit-on, mais c'est sûrement inexact, voulu créer une association amicale. Mais M. Giscard d'Estaing aurait refusé d'y adhérer, pour ne pas y reconnaître M. Chirac, lequel aurait décliné cet honneur, car, depuis l'éclat de Satai-Raphaël, il ne veut plus voir M. Debré, qui, lui, entend d'avoir aucun contact avec M. Marchais, lequel ne souhaite pas même apercevoir M. Mitterrand, qui lui, refuse de croiser M. Rocard.

Si l'amitié existe, ses promoteurs, c'est visible, ne l'ont pas rencontrée, et on leur prête maintenant l'intention, certes moins académique mais plus réaliste, de créer un mouvement pour le développement du close-combat.

MICHEL CASTE.

Force 10 à l'échelle Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier



FRED
Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e, Tél. 260.30.05, Le Carillon, 74, Champs-Élysées, Hôtel Lutetia, Hôtel Carlton, Hôtel Bylandt, Saxe-Trocadero, Aéroport d'Orly, Beverly Hills.

LA RÉFORME DU MARCHÉ DE L'ART

Paris voudrait concurrencer Londres

Le gouvernement français prépare une réforme de l'organisation du marché de l'art et de la profession de commissaire-priseur qui a l'ambition de « développer le rôle de Paris » dans ce domaine face à la prééminence actuelle de Londres.

La communication faite par le garde des sceaux au dernier conseil des ministres (« le Monde » du 27 mars) comporte un ensemble de propositions qui se traduiront par un projet de loi.

Pour ce que l'on en connaît, ce projet, élaboré par la direction des affaires civiles à la chancellerie, s'inspire en partie des travaux d'une commission de la chambre nationale des commissaires-priseurs, dite « Avenir de la profession », qui, depuis trois ans, avait formulé des propositions destinées à lutter contre la concurrence des maisons de ventes britanniques. Le projet a suivi la profession sur deux points importants : le maintien du monopole des commissaires-priseurs

pour l'organisation des ventes et la réduction progressive (pour Paris) de la Bourse commune de résidence, considérée comme une entrave au développement des études les plus actives.

Mais, d'autre part, le projet de réforme apporte deux innovations importantes qui, dans la mesure où elles tendent à libéraliser la profession, risquent d'être vivement contestées par la majorité des commissaires-priseurs : la création de sociétés en commandite et la possibilité de garantir au vendeur un prix minimum.

FRANÇOIS GERSAINT.

(Lire page 30.)

Demain

LE MONDE DIMANCHE Les mille fleurs de la loi de 1901

Une enquête de Michel Heurteaux

GRASSET

LES ENTRETIENS ANGLO-ALLEMANDS DE LONDRES

Mme Thatcher paraît disposée à faire des concessions pour régler la crise communautaire, estime-t-on dans l'entourage de M. Schmidt

Le chancelier Helmut Schmidt est arrivé, jeudi soir 27 mars, à Londres, où il s'entretient, ce vendredi, avec Mme Thatcher. Cette rencontre fait partie des sommets semestriels anglo-allemands ; mais la crise que traverse la Communauté, notamment du fait des exigences budgétaires britanniques, lui donne une importance exceptionnelle. Avant de quitter Bonn, nous signalons notre correspondant, Jean Wetz, le chancelier s'est entretenu avec son ministre

de l'Agriculture, M. Ertl, ainsi qu'avec le porte-parole des organisations paysannes ouest-allemandes, M. Heereman, et leur a redit sa volonté de voir corriger les dérogations des marchés agricoles européens.

On reconnaît d'autre part à Bonn, ajoute notre correspondant, que la situation financière de la Grande-Bretagne est délicate, et appelle une certaine compréhension de la part des partenaires

européens de Londres. Mais le chancelier Schmidt demeure attaché, estime-t-on dans la capitale fédérale allemande, à la thèse selon laquelle un allègement de la contribution britannique au budget communautaire ne serait possible que si la Grande-Bretagne acceptait un ensemble de mesures portant notamment sur le régime des droits de pêche, les importations de viande de mouton et la livraison de pétrole de la mer du Nord aux autres États membres.

De notre correspondant

Londres. — Les conversations entre le chancelier Schmidt et Mme Thatcher à la résidence du premier ministre à Chequers se déroulent dans un climat d'optimisme, entretenu par les porte-paroles des deux partenaires européens. Des indications données sur les premières entretiens se dégagent l'impression que Mme Thatcher a assoupli ses positions pour favoriser un règlement du problème de la contribution budgétaire britannique avant le prochain conseil européen de la fin avril. Le premier ministre, abandonnant la tactique du tout ou rien, serait prêt à accepter une transaction sur la base du document de la Commission de Bruxelles présenté aux Communautés par M. Laxson, secrétaire au Trésor, comme « un important pas en avant ».

De source ouest-allemande, on indique que les déclarations de M. Laxson, dénoncées par l'opposition travailliste comme abusives, n'ont pas seulement été déterminées par un souci tactique de bloquer l'offensive des députés anti-européens, mais reflètent aussi une réelle volonté de compromis de la part du gouvernement de Londres. Des points importants restent naturellement à éclaircir, concernant notamment les projets que la Communauté serait prête à financer en Grande-Bretagne, le montant des sommes que Londres pourrait espérer en obtenir, et surtout la durée de cette aide indirecte. Mais les milieux diplomatiques britanniques soulignent que Mme Thatcher a maintenant renoncé à la formule de l'équilibre global, inacceptable pour ses partenaires de la Communauté. Ils notent également qu'une suspension des contributions versées au titre de la T.V.A. à la Communauté n'est plus guère envisagée qu'en tout dernier ressort, en cas d'échec définitif de la négociation.

Le chancelier Schmidt semble ainsi avoir trouvé Mme Thatcher dans une disposition d'esprit conciliante, relativement réceptive à la suggestion d'une négociation globale (« package deal »), liant la question de la contribution britannique aux autres problèmes en suspens. Tout en se défendant de vouloir jouer un rôle de médiateur, le chancelier aurait travaillé au rapprochement

des vues entre Londres et Paris. En tout cas, il a insisté auprès de Mme Thatcher sur le fait que le problème de la contribution britannique ne pouvait être résolu séparément. Pour sa part, l'Allemagne fédérale serait prête à faire l'effort financier nécessaire pour favoriser un règlement d'ensemble, à condition que Londres accepte et respecte les règles de la Communauté, que les officiels britanniques appellent souvent par dérision la « théologie ».

M. Schmidt aurait indiqué que l'atmosphère des négociations serait bien améliorée si les Britanniques présentaient leur intention ultérieurement dans le S.M.E. et prenaient des engagements plus précis sur des livraisons prioritaires de pétrole de la mer du Nord à ses partenaires en cas d'urgence. Les réactions de Mme Thatcher aux suggestions ouest-allemandes ne sont pas encore connues, mais les milieux britanniques affirment maintenant un optimisme relatif sur l'issue du prochain sommet.

Mettre un terme à la « querelle de famille »

Bien que l'ajournement du sommet de Bruxelles lui ait fait perdre un peu de son urgence, la rencontre anglo-allemande de Londres justifie donc dès à présent l'importance particulière qu'on lui accorde ici. Du côté britannique, on déclare partager entièrement le point de vue ouest-allemand selon lequel la conjonction internationale, notamment la crise en Afghanistan et ses conséquences, et exige que les partenaires européens mettent rapidement un terme à leur « querelle de famille ».

Il est évident que la « dame de fer » estime le chancelier plus compréhensif que M. Giscard d'Estaing à l'égard des demandes britanniques et plus sensible aux graves conséquences internationales d'un éventuel échec au prochain sommet. En même temps, elle voudrait s'assurer que le chancelier est aussi soucieux qu'elle-même de démontrer sa solidarité atlantique, ainsi que d'améliorer et d'accélérer les

consultations entre les pays membres de la Communauté et les États-Unis. A cet égard, le Times note dans son éditorial que, si « la France est aujourd'hui plus importante pour l'Allemagne que la Grande-Bretagne », en fin de compte, les États-Unis sont pour elle un allié plus important que la France.

D'autre part, les dirigeants britanniques escomptent que les partenaires de la Communauté aideront Mme Thatcher dans son opposition aux éléments britanniques anti-européens qui réclament le retrait de la Grande-Bretagne de la C.E.E. Certes, le premier ministre, exprimant avec impatience le sentiment de la Grande-Bretagne « profonde », porte la responsabilité de l'intense vague nationaliste et anti-communautaire de l'opinion. Néanmoins, il se fait fort de la maîtriser.

La tâche n'est pas facile, compte tenu de la surenchère travailliste, correspondant, comme le disait en privé un officiel britannique, à celle de M. Chirac en France. En outre, le danger se précise de voir le parti travailliste faire du retrait de la Grande-Bretagne le thème principal de son opposition. Les travaillistes pro-européens représentent une espèce en voie de disparition : trente seulement sur les soixante-neuf députés du Labour qui avaient voté, contre les instructions de leur parti, pour l'adhésion au Marché commun en 1971 ont survécu politiquement. Les deux tiers environ des élus travaillistes, associés aux cent trente députés conservateurs anti-européens, gênent donc la liberté de manœuvre de Mme Thatcher. C'est pourquoi, dans les milieux officiels, on souhaite que les Européens n'encouragent pas le poussaie anti-communautaire dans le pays.

Tension modérée avec Paris

En ce qui concerne les relations franco-britanniques, il faut bien constater que, en dehors des outrances du Daily Express, l'irritation de Londres reste modérée. Certes, le refus des Français

d'accepter un tarif aérien réduit entre Paris et Londres, les querelles sur les expositions de biémathématique font dire à bien des Britanniques que les Français sont décidément des empêchements de danser en rond. A coup sûr, les images de l'Union Jack brûlée à Strasbourg ou de touristes anglais empêchés de débarquer à Calais par des agriculteurs français, agacent le public auquel la presse populaire offre une image des Français « rapaces », « chahuteurs de l'Europe », « sans scrupules, poursuivant leurs intérêts nationaux, au robinet positif », attachés aux textes des traités et dédaignant la simple équité (en fait, dans l'affaire du mouton, ce sont les Français qui invoquent l'équité, alors que les Britanniques insistent sur le strict respect de la loi).

Néanmoins, la tension franco-britannique n'atteint pas l'ampleur ni l'intensité de celle qui avait suivi le rejet, par le général de Gaulle, de la candidature de France à la présidence de la Communauté. Certes, ici et là, on peut lire quelques lettres de lecteurs indignés. Mais l'ambassade de France n'est pas assaillie de courriers de réprobation et les anciens combattants ne rendent pas leurs décorations françaises. Enfin, on n'enregistre pas d'annulation de projets de voyage en France, ni une diminution des ventes de parfums, vins, automobiles et autres produits français. En dépit des déclarations de M. Nott, le ministre britannique du Commerce, qui avait annoncé publiquement « Je ne boirai plus de vin français, trop cher et surfait ».

■ M. Tahir Belkhouja ambassadeur à Bonn. L'ancien ministre de l'Intérieur tunisien, dont le limogeage, au mois de décembre 1977, avait provoqué la démission de cinq membres du gouvernement tunisien, vient d'être nommé ambassadeur à Bonn.

La réhabilitation de M. Belkhouja, qui a milité ces dernières années pour une certaine libéralisation du régime, constitue un geste d'apaisement du président Bourguiba. — (A.F.P.)

M. STIRN A CUBA

M. Castro assure que La Havane n'intervient pas en Martinique

La Havane (A.F.P.). — M. Fidel Castro a assuré à M. Stirn que Cuba « n'interviendrait en rien » dans les affaires intérieures de la France. Le chef de l'État cubain se référait ainsi à la situation dans le département de la Martinique, au cours d'un entretien qu'il a eu jeudi 27 mars à La Havane avec le secrétaire d'État français aux affaires étrangères.

La rencontre, d'une durée de deux heures, s'est déroulée dans un « très bon climat de confiance et de compréhension », selon une source française. M. Stirn avait présidé la cinquième réunion de la commission mixte économique bilatérale.

L'entretien avec M. Castro a eu lieu quelques jours après des déclarations assez vives de M. Paul Dijoud, le secrétaire d'État français aux départements et territoires d'outre-mer s'élevant contre « l'oppression financière et politique de Fidel Castro aux indépendances de la Martinique ». Après que M. Stirn eût rappelé au chef de l'État cubain « les principes d'autodétermination et de non-ingérence » défendus par la France, M. Fidel Castro a déclaré que « ces principes étaient les siens ».

M. Castro et Stirn ont également abordé le problème de l'Afghanistan. La visite-surprise au Pakistan du ministre cubain des affaires étrangères, M. Isidoro Malmierca, n'a pas été évoquée. Mais M. Castro a rendu « hommage à la position d'indépendance et d'incertitude de la France » sur cette question.

M. Fidel Castro et Olivier Stirn ont aussi évoqué les problèmes de l'Afrique, des non-alignés, du dialogue Nord-Sud, ainsi que les rapports de Cuba

avec les pays socialistes et les États-Unis. S'agissant des aspects économiques bilatéraux, il a été décidé que des firmes françaises pourraient prospecter et exploiter des gisements d'or et de pétrole. L'Aquitaine prospectera, explorera et exploitera des gisements de pétrole off shore sur le plateau continental de l'île.

Quatre anciens projets non encore réalisés (des usines d'engrais azotés, de laminage d'aciers spéciaux, de résine et une centrale thermique) sont rappelés. Ils figurent aux côtés d'une quinzaine de nouveaux. Outre celui concernant le pétrole et l'or, ces accords prévoient l'exploitation de gisements de plomb et de zinc, la construction d'un hôtel à Varadero — plage située à 140 kilomètres à l'est de La Havane, — ainsi que d'une centrale hydro-accumulatrice.

L'accord prévoit également le renouvellement de la convention de financement des achats cubains de produits agro-alimentaires français, d'un montant de 70 millions de francs, signée en septembre 1978. Avec un volume de 360 millions de francs en 1979, le commerce bilatéral ne place Cuba qu'au dixième rang des fournisseurs de la France et au neuvième rang de ses clients en Amérique latine. La principale exportation cubaine restera la langue (40 %), suivie de la mélasse, de l'oxyde de nickel, du naphte et du thon frais. Quant aux cigares, une incertitude demeure sur la réalisation de la décision de Cuba de suspendre ses ventes à l'étranger cette année par suite de la destruction de 90 % de la récolte de tabac par la maladie du moïso seul.

LE ROI HASSAN II A PARIS

Les États-Unis vont livrer des missiles air-sol à Rabat

Une soixantaine de personnes du monde politique et culturel ont assisté jeudi 27 mars à l'Élysée à un dîner privé offert par M. Giscard d'Estaing en l'honneur du roi Hassan II du Maroc. Une dizaine de ministres français, parmi lesquels M. Raymond Barre, deux membres du gouvernement marocain, MM. Abdech-wad Belkhouja et Ahmed Bou-cetta, ministres de l'Information et des affaires étrangères, ont participé à ce dîner aux côtés de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et Roger Frey, président du Conseil constitutionnel.

Le souverain marocain, en visite en France depuis dimanche dernier, avait déjà rencontré M. Giscard d'Estaing lundi et mercredi au cours de réceptions. Il doit assister, dimanche prochain, avec le chef de l'État, au Grand Prix du président de la République à Antioch. On indique également, du côté marocain, que le souverain conviera le chef de l'État à un dîner en famille dans son château de Béja. Pour le moment, les deux parties font preuve de la plus grande discrétion sur le contenu des entretiens qui ont porté aussi bien sur le conflit israélo-arabe que sur les problèmes d'Afghanistan et d'Iran, la situation en Afrique et évidemment la crise du Sahara occidental.

Par ailleurs, on annonçait que le chef de l'État-major de l'Armée de l'air américaine, le général Lew Allen, effectuera une visite au Maroc, du 30 mars au 2 avril, avant de se rendre en Égypte, en Arabie Saoudite, au Kenya, au Nigeria et au Zaïre, en compagnie d'un groupe d'officiers.

On annonce également de Washington que les États-Unis vont fournir au Maroc des missiles air-sol « Maverick », qui équipent les avions « F-4 » qui doivent recevoir les armes aériennes marocaines dans quelques mois.

Un responsable du département d'État, qui a demandé à garder l'anonymat, précise qu'en raison du principallement de leur prix — 50 000 dollars pièce — ces missiles perfectionnés, antichars et antiradars, ne seraient probablement pas utilisés au Sahara occidental. — (A.F.P.)

On annonce également de Washington que les États-Unis vont fournir au Maroc des missiles air-sol « Maverick », qui équipent les avions « F-4 » qui doivent recevoir les armes aériennes marocaines dans quelques mois.

Un responsable du département d'État, qui a demandé à garder l'anonymat, précise qu'en raison du principallement de leur prix — 50 000 dollars pièce — ces missiles perfectionnés, antichars et antiradars, ne seraient probablement pas utilisés au Sahara occidental. — (A.F.P.)

LE PRÉSIDENT DACKO EN FRANCE

Paris réaffirme son « appui exceptionnel » aux nouvelles autorités de Bangui

Le président Dacko de Centrafrique regagne Bangui, ce vendredi 28 mars, à l'issue d'une « visite officielle de travail » de trois jours à Paris. Après la séance qui a réuni, jeudi après-midi, les deux chefs d'État et plusieurs de leurs collaborateurs, un communiqué conjoint a réaffirmé l'« appui exceptionnel » du gouvernement français aux nouvelles autorités centrafricaines et estimé que cette visite du successeur de Bokassa I^{er} « symbolisait la liberté et la démocratie de la République centrafricaine ».

L'« effort sans précédent » accompli par Paris depuis le début de l'année, notamment dans le domaine des transports, va s'élargir à des projets jugés prioritaires dans les domaines du développement rural, des télécommunications et de la santé. La France, indique en outre le communiqué, appuiera auprès des organismes internationaux intéressés les projets de développement centrafricains susceptibles de bénéficier d'un financement international, notamment celui concernant la relance de la production de coton.

M. David Dacko, qui avait été reçu jeudi matin à Matignon par M. Raymond Barre, a rendu hommage à l'action de la France et de M. Giscard d'Estaing qui ont permis de rétablir en Centrafrique, une « République humaine et libre » et d'engager le processus de « reconstruction d'institutions démocratiques ».

Intervenant six mois après le renversement de l'Empire Centrafraïn par des militaires français et cinq mois après le

début de l'affaire des diamants, la visite de M. Dacko s'est placée sous le signe de la discrétion. Prudent, le président centrafricain a évité de rencontrer la presse. L'accent a été mis, en permanence, sur les problèmes de reconstruction d'un État ruiné par « un régime devenu brutal et méprisant », pour reprendre la formule de M. Giscard d'Estaing. En dehors de ses contacts avec les officiels français et les milieux d'affaires, le président Dacko n'a assisté à aucune manifestation publique. La formule d'une « visite officielle de travail » — et non d'une « visite d'État » — a sans doute été retenue à cet effet.

Même si elles n'ont pas été mentionnées dans le discours et le communiqué final, les questions de sécurité ont sûrement dû être abordées, puisque le contingent français stationné en Centrafrique contribue à assurer la sécurité du régime. L'ambition de mener à bien la « reconstruction des institutions démocratiques », qui figure dans le communiqué final, laisse penser que Français et Centrafraïnais sont conscients que la mise à l'écart de certaines personnalités centrafricaines, la démission de M. Ange-Estase, et d'un petit groupe de ses partisans, et la constitution récente d'un parti unique de fait, ne contribuent pas forcément au prestige d'un régime qui affirme avoir mis fin à l'arbitraire et aux brutalités de l'ex-empereur, dont M. Dacko avait été le conseiller de 1976 à 1978. — J.-C. F.

ATHÈNES ET BONN SONT D'ACCORD SUR LA NÉCESSITÉ D'AIDER LA TURQUIE « DANS L'INTÉRÊT DE TOUS ».

Athènes (A.F.P.). — La Grèce et la République fédérale d'Allemagne sont tombées d'accord, jeudi 27 mars, pour reconnaître la nécessité d'aider la Turquie à « maintenir dans la paix sa stabilité économique et politique, dans l'intérêt de tous », a déclaré le ministre des finances ouest-allemand, M. Hans Matthöffer, à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants grecs. Il a également dit que les pays qui aideront la Turquie veilleront à ce que cette assistance soit utilisée par Ankara à des fins pacifiques, et non militaires.

Au sommaire de supplément

EUROPA
publié dans
Le Monde
de lundi
(daté 1^{er} avril)

- Un entretien avec M. Fan-dou, président par intérim du comité des ministres du Fonds monétaire international.
- Un dossier sur le thème : « Malgré la crise, des raisons d'espérer ».
- Un article sur le dialogue euro-musulman par Edward Mortimer.
- Une enquête sur la fraude fiscale dans les pays d'Europe, par Alain Verhulst.

Le supplément est préparé en collaboration avec « le Stampa », « The Times » et « le Welt ».

LA RECHERCHE

Le génie génétique
Les détecteurs de l'astronomie optique
La biochimie de la bière
La turbulence
Lascaux redécouvert
Dossier : L'épidémiologie

N° 110 - 15 F

OFFRE D'ABONNEMENT
Un an : 130 F (au lieu de 165 F)
Etranger 1 an : 150 FF * Prix de vente au numéro

Je souscris un abonnement d'un an (11 nos) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F)

Nom Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)
Profession ☐ chèque bancaire
Adresse ☐ chèque postal (3 volets)
Code postal ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris
Abonnement Belgique : Soumillion S.P.A. avenue Massenet 28 - 1180 Bruxelles

DI A
OPHES
rice
Ajam
be

PROCHE-ORIENT

Israéliens et Égyptiens s'en remettent à Washington pour relancer la négociation sur l'autonomie palestinienne

De notre envoyé spécial

Alexandrie. — La tempête qui soufflait le jeudi 27 mars dans le golfe d'Alexandrie n'a pas donné le ton à la dixième session des pourparlers égypto-israéliens. Ils devaient se poursuivre durant deux jours, mais n'ont finalement duré qu'une heure. Pour la forme, les négociateurs des deux pays, qui se rencontrent en vain régulièrement depuis dix mois, étaient moins que jamais encouragés à entrer dans le vif du sujet. L'autonomie palestinienne, dans la version de M. Sadat et Begin, n'est plus qu'un slogan. Les deux camps se rendent à la Maison Blanche, respectivement le 8 et le 15 avril, afin d'essayer de trouver un moyen d'appliquer enfin le vœu palestinien d'un traité de paix signé il y a un an à Washington.

Malgré la semi-paralyse de la diplomatie américaine jusqu'en novembre prochain, pour cause de campagne présidentielle, nombreux sont les responsables israéliens et égyptiens qui s'efforcent de convaincre qu'une formule sera trouvée pour prolonger au-delà de la date limite du 26 mai les conversations sur l'autonomie. «Après tout, les pourparlers de paix qui, après la conférence de Camp David, devaient seulement durer trois mois, ont été prolongés d'un an et demi, et ont abouti à la signature d'un accord», a souligné un membre de la délégation israélienne à Alexandrie.

À l'origine, Le Caire voulait que la réunion tienne dans le grand

(Suite de la première page.)

Ses cours, enregistrés sur vidéo-cassettes, sont diffusés dans cinquante villes de province et, éditées en livre de poche, sont vendus au rythme de cent mille exemplaires chacun.

Parti de masse, l'un des mieux structurés du pays, le moudjahidin occupe depuis trois ou quatre mois une position de choix sur la scène politique iranienne. Si l'imam Khomeiny n'avait pas écarté sa candidature à l'élection présidentielle en janvier dernier, M. Rajavi aurait recueilli, selon diverses estimations, plusieurs millions de voix. Il était, en effet, assuré du soutien des minorités ethniques et religieuses — dont il défend le droit à l'égalité et à l'autonomie — d'une bonne partie de l'électorat iranien, qui aspire à l'émancipation, des jeunes, qui rejettent le tchellé du «clergé réactionnaire». Candidat aux élections législatives de la semaine dernière, M. Rajavi sera vraisemblablement battu.

Les élections contestées

Les moudjahidin n'ont cessé de dénoncer, documents à l'appui, les irrégularités, les pressions, les fraudes, les violences, qui ont entaché le premier tour des élections. Deux mille cinq cents de leurs partisans avaient été blessés, dont cinquante grièvement, par des bandes armées de «nazbolé» (mystérieuse organisation d'intégristes musulmans) au cours de la campagne électorale. La consultation s'est déroulée à

l'ombre des fusils des miliciens islamiques, de mollahs et d'activistes du parti républicain islamique, qui ont eu recours, rapporte encore M. Rajavi, à «le ruse», à la diffamation et au chantage pour amener les électeurs, surtout illettrés, à ne pas voter pour les «kouffars» (infidèles). Les observateurs désignés par les moudjahidin, qui s'évertuent à protester, étaient pour la plupart expulsés des bureaux de vote, battus, parfois arrêtés. M. Rajavi émettait dans nombre de localités, des bulletins de vote, et cela malgré un «système électoral unique» à deux tours, «conçu pour éliminer les formations révolutionnaires».

Sur le requête des moudjahidin, notamment — qui exigent l'annulation des élections à Téhéran, — le Conseil de la révolution a chargé une commission d'enquête de soumettre son rapport dans un délai d'un mois. «Ce serait dommage», nous déclare M. Rajavi, si l'Assemblée devait ne pas rejeter le verdict populaire. Nous avons joué loyalement le jeu démocratique parce que nous sommes des partisans convaincus de la coexistence pacifique des diverses forces politiques. Si l'on parvient à fausser le jeu, nous aurons du mal à combler la colère de nos partisans, déjà profondément choqués par l'exclusion de la course présidentielle. Un parlement corrompu ne ferait qu'exaspérer les contradictions, plongerait notre pays dans de redoutables conflits.

Ces menaces implicites n'impressionnent guère le parti républicain islamique, dont la quotidienn

Jomhuri Islami consacre des pages entières à vilipender les moudjahidin et son chef. A la veille des élections, un pamphlet diffusé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires désignait M. Rajavi comme un «agent de la SAVAK». De toute évidence, le clergé intégriste considère ces musulmans de gauche comme étant plus dangereux que les formations marxistes, dont «l'athéisme» sort de repoussoir à la majeure partie de la population. Les mollahs réactionnaires, nous déclare M. Rajavi, cherchent à susciter un climat de type maccarthyste. Quiconque n'est pas avec eux est considéré automatiquement comme étant un communiste. Ils ont repris à leur compte la mensonge du «chah», celui que nous négure le chah, à savoir que nous sommes des marxistes déguisés en musulmans. Ils nous accusent encore d'être pro-soviétiques alors que nous défendons la slogan «ni Est ni Ouest», la conception moudjahidiste de «l'équilibre négatif», qui consiste à refuser aux deux Super-Grands un traitement privilégié en Iran. Nous sommes les défenseurs intransigeants de l'indépendance nationale. Nous gérons la réaction nationale à cet égard, car ce qu'ils souhaitent en réalité, c'est que nous renoncions à la lutte anti-impérialiste, que nous cessions le combat auquel nous convie l'imam Khomeiny contre notre principal ennemi, les États-Unis, dont l'influence économique, politique et culturelle demeure prépondérante en Iran.

Pas de lutte sur deux fronts

M. Rajavi estime encore que la lutte simultanée sur les deux fronts (contre les États-Unis et l'I.R.S.S.) que certains préconisent conduit inéluctablement, bon gré mal gré, à un compromis avec l'impérialisme américain. «Si les alliés, au cours de la deuxième guerre mondiale, avaient décidé de se battre tout autant contre le Russie de Staline que contre l'Allemagne hitlérienne, ils auraient eu coup sûr favorisé le triomphe du nazisme», s'exclame le chef des moudjahidin.

L'effaire d'Afghanistan sert à illustrer le propos de M. Rajavi. «En tant que révolutionnaire, déclare-t-il, nous ne pouvons pas admettre la présence de troupes étrangères sur le sol national d'un peuple, qu'il soit musulman ou non. Nous estimons encore qu'un gouvernement révolutionnaire à Kaboul ou ailleurs, jouissant d'un soutien populaire, devrait être capable de se défendre contre les complots intérieurs et extérieurs tentés par les impérialistes, sans avoir besoin de faire appel à l'aide étrangère. C'est dit, nous sommes

décidés, en tant que révolutionnaires anti-impérialistes, de ne pas permettre que la crise éthiopo-érythréenne soit exploitée par les réactionnaires algériens et ceux de la région pour consolider la domination américaine sur l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient.

Les moudjahidin ne sont pas les seuls à soutenir ce point de vue. Les étudiants islamiques, qui occupent l'ambassade américaine, les professeurs et les étudiants de l'influente école théologique de Qom, l'Association du clergé militant, et le Mouvement des musulmans (du docteur Sami) et le mouvement des musulmans militants (du docteur Peyman) estiment également que l'effaire d'Afghanistan est de «diversion» aux «révolutions iraniennes». Le Conseil de la révolution est, à ce propos, profondément divisé et, comme nous le rapportait une haute personnalité, empêche le président Bani Sadr et son ministre des affaires étrangères, M. Ghotbzadeh, de fournir une aide militaire substantielle aux insurgés éthiopiens, dont le pluriel ne seraient rien d'autre, selon certains dirigeants, que des «réacteurs à la solde des États-Unis».

ERIC ROULEAU.

Irak

M. SADDAM HUSSEIN : nous ne renouons pas avec Washington, car l'Amérique est l'ennemie des Arabes.

Bagdad (U.P.I.). — Le président irakien, M. Saddam Hussein, a déclaré jeudi 27 mars, au cours d'une réunion publique, que son pays refusait de renouer avec les États-Unis les liens diplomatiques rompus à la suite de la guerre de juin 1967.

«Nous n'avons jamais versé des armes et n'avons jamais supplié les États-Unis de nous envoyer des représentants diplomatiques, contrairement à d'autres. C'est Washington qui nous demande sans cesse de normaliser nos relations. Nous refusons, car nous considérons que l'Amérique est l'ennemie de la nation arabe, de l'Irak, et nos relations avec elle sont fondées sur cette appréciation».

Evocant ensuite les relations de Bagdad avec Moscou, M. Saddam Hussein a déclaré : «Nos rapports avec l'U.R.S.S. ne sont pas des liens de soumission. Lorsque nous voyons que celle-ci essaye de soumettre des pays arabes à son pouvoir, nous la traitons comme nous traitons les États-Unis. Lorsque nous avons rendu publique notre position contre les ingérences étrangères dans notre région, nous n'avons pas eu peur de la colère de l'U.R.S.S., qui est notre unique source d'armements. Jusqu'à présent, nous considérons l'U.R.S.S. comme notre amie et nous continuerons à le faire tant que nous estimons que nos relations avec Moscou sont dans l'intérêt du monde arabe».

Trois ministres pour protester à mettre

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

Les membres du cabinet irakien ont protesté contre la décision de M. Saddam Hussein de ne pas renouer les liens diplomatiques avec les États-Unis. Trois ministres ont démissionné.

AFRIQUE

Tchad

Les combats à N'Djamena auraient déjà fait plus de mille morts

Après une semaine de combats qui ont en partie détruit la capitale tchadienne et qui auraient fait plus de mille morts, aucun signe d'accalmie ne s'était manifesté, vendredi 28 mars dans la matinée, entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei. Dès l'aube, des tirs de mortiers, de mitrailleurs lourds et d'armes automatiques se faisaient de nouveau entendre dans le centre de la ville.

Étant donné l'ampleur du nombre des blessés, la France envoie, ce vendredi après-midi, à bord de deux Transall, des hôpitaux de campagne à N'Djamena. Le Comité international de la Croix-Rouge a demandé que les combattants observent un cessez-le-feu pour que les populations civiles puissent être évacuées.

La vie à N'Djamena est désormais réglée au rythme des affrontements : combats de jour, de nuit, seules quelques explosions d'obus viennent troubler le peu de repos d'une population durablement épuisée. De vingt mille à trente mille Tchadiens seraient déjà fuyés la guerre pour se réfugier soit en Libye, soit au sud, vers la zone de la frontière entre le Tchad et le Cameroun.

La commission technique chargée d'élaborer les modalités d'un cessez-le-feu entre les FAN et les FAP — qui comprend les ambassadeurs de France et d'Égypte, le chargé d'affaires d'Arabie Saoudite ainsi que l'imam Moussa, chef de la communauté musulmane — n'avait pas réussi à tenir sa quatrième séance, à la cathédrale, vendredi en début de matinée.

Selon certains témoins, les combats auraient déjà fait plus de mille morts, jeudi soir, il semblait que les deux camps avaient reçu des renforts en hommes et en munitions attendus depuis plusieurs jours. Des partisans de M. Hissène Habré seraient arri-

Tunisie

Le verdict sévère du procès de Gafsa suscite de vives réactions en France et dans les milieux de l'opposition tunisienne

Les quinze condamnations à mort prononcées jeudi à Tunis après l'affaire de Gafsa ont provoqué de vives réactions de protestation de l'opposition tunisienne et de partis ou organisations français.

Le Mouvement d'unité populaire (M.U.P.), opposition tunisienne en exil, dont le leader est l'ancien ministre Ahmed Ben Salah, estime que les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce procès sont caractérisées par des violations flagrantes des droits et des principes fondamentaux de la procédure pénale.

Dans un communiqué commun, le groupe tunisien d'information, d'action et de défense anti-impérialiste et le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie déclarent que la Cour tunisienne de sûreté de l'État «vient de rendre au terme d'un procès scandaleux et qui fut une parodie de justice en verdict de mort d'une extrême cruauté».

Le comité pour la défense des libertés et des droits de l'homme, présidé par M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., «s'élève contre ces verdicts scandaleux et les conditions dans lesquelles ils ont été rendus». Le P.S., de son côté, «manifeste sa vive inquiétude devant la lourdeur du verdict» et estime que «son application ajouterait à l'enchaînement des faits condamnés à de nouvelles et douloureuses épreuves pour le peuple tunisien».

Le P.S.U. s'indigne du jugement inique rendu par le tribunal tunisien. L'Association française des juristes démocrates souligne que l'instruction et le procès ont bafoué les règles les plus élémentaires de droits de la défense et que les observateurs de l'association se sont vu refuser l'accès à l'audience.

Le Syndicat des avocats de France (S.A.F.), dénonce également «l'obstruction systématique faite par l'État tunisien aux missions des observateurs judiciaires» et fait connaître «sa stupeur et son indignation devant le nombre des condamnations à mort et la gravité des autres peines prononcées, compte tenu des conditions dans lesquelles le procès s'est déroulé».

Après dix jours de débats et

vingt-quatre heures de délibérations, la Cour de sûreté de l'État avait, jeudi 27 mars, condamné à mort quinze Tunisiens, dont deux par contumace, pour «tentative de renversement du régime par la force» à la suite de l'attaque contre Gafsa, cité minière du sud du pays, dans la nuit du 26 au 27 janvier (sans dernières nouvelles, vendredi 28 mars). Le procureur avait requis la peine capitale pour les quelques trente inculpés ayant directement pris les armes.

La Cour a également condamné dix inculpés aux travaux forcés à perpétuité, dont cinq par contumace, cinq autres inculpés à vingt ans de travaux forcés, trois à cinq ans de travaux forcés, deux à cinq ans de prison, un à deux ans et trois à six mois. Vingt inculpés ont été acquittés.

Parallèlement, les treize condamnés à la peine capitale ont comparu devant la Cour d'assises, présidée par M. Ezzeddine Cherif et Ahmed Mergheni, les deux chefs du commando «venu de Libye». La plupart des condamnés ont été recrutés, selon leurs témoignages, en Libye et au Liban où ils étaient enrôlés dans les rangs de la résistance palestinienne. Ils ont été envoyés à la Cour, avoir participé directement à l'opération.

«Les complications algériennes»

laissées dans l'ombre

Les deux Tunisiens condamnés à mort par contumace, MM. Ammar Dhaou Ben Nafel et Amara Manfa, vivent en Libye où, selon l'accusation, ils ont participé activement à la préparation du coup de main sur Gafsa, qui a fait quarante-cinq morts parmi les militaires et les civils et trois chez les assaillants. Sur les dix condamnés aux travaux forcés à perpétuité, cinq faisaient partie du commando «venu de l'extérieur», tandis que les cinq autres jugés par contumace résident en Libye, à l'exception de M. Shaddadine Guerram, un journaliste tunisien qui vit en Algérie.

D'autre part, la Cour a acquitté vingt inculpés dont un douanier et deux officiers de la gendarmerie, qui étaient accusés de complicité (concession, non-dénonciation...) avec les assaillants. L'arrêt de la Cour de sûreté de l'État est sans appel mais les condamnés disposent de sept jours pour se pourvoir en cassation, et cette juridiction doit se prononcer dans la semaine qui suit l'expiration de ce délai.

Le procès a laissé dans l'ombre «les complications algériennes» dont seul le principal inculpé, Ezzeddine Cherif, a fait état avec insistance, poussant ainsi la Cour à tenir une séance à huis clos pour l'enquêter sur ce point. Les conclusions de la Cour ont uniquement souligné «la responsabilité du régime libyen dans l'agression barbare lancée contre la paisible Tunisie».

(A.F.P.)

LE MONDE diplomatique

NUMERO D'AVRIL

Le labyrinthe basque
(Jean-Jacques Kourkowsky)

La société syrienne contre son État
(Paul Maler)

Le numéro : 7 francs
5, rue des Italiens, 75271 PARIS
Oder 06

Publication mensuelle du Monde
En vente partout

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PREPA HEC ESSEC ESCP
Section PILOTE

• Étudiants classés 1000 premiers aux concours 1979
• Étudiants BAC C avec mention • Effectifs limités

AUTREUIL 6, Av. Léon Heuzey - 75016 Paris - Tél. : 224.10.72
TOULBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. : 585.59.35

USA 80

mai le mois du voyage NEW YORK

aller retour - vol régulier

1^{er} au 31 mai
SUPER APEX
Luxembourg/USA

1680F

réserve 30 jours à l'avance (en dehors de cette période et jusqu'au 15 juin 1980 F)

Pour renseignements et documentation, consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec vos nom et adresse à ICELANDAIR 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris - Tél. 742.52.28.

ICELANDAIR

Etats-Unis

La banque de la France

LE FINANCIER MARSEILLAIS EST RECONNU

New-York (A.F.P.). — Le teneur de la balance des paiements de la France a été impliqué dans une affaire de fraude à la Banque en 1974, a-t-il été annoncé.

Selon le financier, l'opération aurait été effectuée par un homme d'être jugé, il n'y a aucune émotion. Le comité composé de six hommes, a rendu son verdict, à la fin de la semaine.

M. Sindona, financier suisse, accusé d'avoir détourné 40 millions de francs pour acquiescer à la Franklin National Bank, a été condamné à la prison à perpétuité.

Le financier a été condamné à la prison à perpétuité, à la fin de la semaine.

Chacun des accusés est passible d'une peine jusqu'à 10 ans de prison et 10 millions de dollars d'amende.

Le financier a été condamné à la prison à perpétuité, à la fin de la semaine.

مكتبة الأصل

AMÉRIQUES

El Salvador

Trois ministres démocrates chrétiens démissionnent pour protester contre l'impuissance de la junte à mettre un terme à la répression

Trois membres du gouvernement, le ministre de l'économie, M. Oscar Menjívar, le ministre de l'éducation, M. Eduardo Colla, et le vice-ministre de l'agriculture, M. Jorge Villacorta, ont présenté leur démission le jeudi 27 mars. Ils estiment que la junte au pouvoir « n'a pas été en mesure de mettre un terme à la répression dans le pays ». Ces trois personnalités ont quitté le Salvador.

D'autre part, seize personnes au moins ont été tuées jeudi au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre. Neuf hommes armés et un soldat ont été tués à San Vicente, à 70 kilomètres à l'est de la capitale, au cours d'une attaque contre une patrouille. A déclaré un porte-parole de l'armée. Sept éléments antisociaux ont été tués dans le même secteur, après qu'un convoi militaire eut repéré une cinquantaine de guérilleros fortement armés, essayant d'incendier des autobus, a-t-il ajouté.

Les responsables militaires dénoncent « ces événements sanglants qui continuent à plonger la famille salvadorienne dans le deuil », et appellent les factions de droite et de gauche à déposer les armes et à œuvrer en faveur de leurs objectifs par des moyens légaux.

« La haine a tué »

Un enseignant et son épouse ont été tués pendant la nuit par un inconnu qui s'était introduit chez eux. Au moins une quarantaine d'enseignants ont été tués au Salvador pour des motifs politiques depuis le début de l'année. Les professeurs déclarent qu'ils sont la cible de commandos de « la mort » de droite. Ils ont réclamé à maintes reprises la protection des autorités.

Cependant, les protestations se multiplient après l'assassinat, le 24 mars, de Mgr Romero, archevêque de San Salvador. Le B.I.C., principale organisation marxiste du Salvador, a rejeté, jeudi, sur la junte de gouvernement la responsabilité de la mort du prélat. « L'archevêque, déclare un communiqué, ne pouvait pas permettre plus longtemps la voix courageuse d'un pasteur qui a dédié sa vie à la défense des opprimés. La junte cherche à cacher son action derrière de fausses larmes ».

La commission française Justice et Paix, que préside Mgr Ménager, archevêque de Reims, a déclaré : « Une fois de plus la haine a tué. Mgr Romero, l'homme de Dieu, le défenseur des pauvres et des opprimés, a été assassiné lâchement ». « La commission, qui avait rencontré Mgr Romero, il y a quelques semaines à Paris, avait admiré son sens évangélique, sa modération et sa force de caractère. Il avait fait siens

les combats des paysans et des travailleurs avec lesquels une minorité, cramponnée à la richesse et au pouvoir, ne veut pas partager l'égalité ».

Amnesty international qualifie Mgr Romero dans un communiqué de « martyr de la cause des droits de l'homme ». La Mission de France, la jeunesse ouvrière chrétienne, la CIMADE (Mouvement œcuménique d'entraide) ont exprimé leur indignation. L'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) rappelle que Mgr Romero était très intéressé par l'idée d'un jumelage entre des groupes de chrétiens en France et des chrétiens de El Salvador. En fidélité à la mémoire du prélat assassiné, l'ACAT entend poursuivre la réalisation de ce projet. — (A.P. Reuter.)

● Le cardinal Marty, président, ce vendredi 28 mars à 18 h. 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, une messe à la mémoire de Mgr Romero, archevêque de San Salvador.

● Une manifestation silencieuse aura lieu à Paris, le dimanche des Rameaux, 30 mars, jour des obèques de Mgr Romero, devant l'ambassade du Salvador à Paris, 12, rue Galilée (16^e). Les organisations suivantes appellent à y participer : Comité de solidarité avec le peuple du Salvador, Collectif El Salvador-Information, Comité catholique contre la faim et pour le développement, CIMADE, commission générale d'évangélisation de l'Eglise réformée de France, Commission française Justice et Paix, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Institut œcuménique pour le développement des peuples, Émancipation chrétienne, La Lettre, Dialogue et Coopération, Secrétariat tiers-monde de la Mission de France, Communauté chrétienne des Chrétiens en France, Vie nouvelle.

LA RÉUNION DE SAINT-DOMINGUE

L'Internationale socialiste a su trouver audience auprès de l'opinion latino-américaine estime le leader du parti social-démocrate dominicain

Saint-Domingue (A.P.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — L'ancien chancelier ouest-allemand M. Willy Brandt a, en sa qualité de président de l'Internationale socialiste, présidé la séance inaugurale de la conférence du mouvement sur l'Amérique latine en lançant une mise en garde solennelle contre les périls qui menacent l'humanité de disparition au cours des prochaines décennies, en raison de la course aux armements.

M. Peña Gómez, secrétaire général du parti révolutionnaire dominicain, qui accueille la réunion de Saint-Domingue, a déclaré : « Quand les partis européens ont prétendu nous imposer leurs conceptions idéologiques et leurs programmes dominés par l'eurocentrisme et son anticomunisme militant, l'Internationale socialiste a eu peu d'audience auprès des masses latino-américaines ».

Cette situation, a-t-il poursuivi, « a changé radicalement » à partir de 1976, lorsque le mouvement socialiste international a accueilli des partis venant de pays en voie de développement.

Les principaux dirigeants de l'Internationale ont manifesté leur solidarité à la révolution nicaraguayenne et admis la nécessité, pour les peuples, de prendre les armes lorsque aucune autre solution ne subsistait pour renverser un régime dictatorial.

M. Anselmo Sola, membre du parti radical chilien, en exil, a lancé un appel pour qu'il soit mis fin à l'oppression des régimes militaires dans le sous-continent. Pour lui, les socialistes devraient dresser un programme précis des priorités dans la lutte contre les régimes militaires et fascistes dans l'hémisphère occidental. Les quatre pays dans lesquels la lutte pour la « libération démocratique » devrait être menée en priorité sont le Guatemala, le Salvador, l'Uruguay et Haïti. Le cas de la République

d'Haïti, dont le président, M. Jean-Claude Duvalier, est chef de l'Etat à vie, devrait être considéré « comme douloureux et humiliant par tous les socialistes et ceux qui aiment la liberté », a estimé M. Sola.

M. Guillermo Ungo, secrétaire général du M.N.R. salvadorien (social-démocrate) a accusé « l'impérialisme américain » d'alerter la junte de son pays à mettre en œuvre « des réformes par la répression ».

● M. Fidel Castro a décliné l'invitation de l'Internationale socialiste à assister à la première réunion régionale sur l'Amérique latine, à Saint-Domingue. L'invitation lui avait été adressée par le secrétaire général de l'I.S., M. Bert Carlsson, le lundi 24 mars. M. Castro « regrette » que l'invitation lui soit parvenue trop tard. — (A.P.P.)

Argentine

● LA SOIXANTE-DIX-HUITIÈME MANIFESTATION HEBDOMADAIRE DEVANT L'AMBAassade DE BUENOS-AIRES, en signe de solidarité avec les parents de « disparus », a réuni, le jeudi 27 mars, un grand nombre de personnalités politiques, scientifiques, artistiques et culturelles. Y assistaient, en particulier, à l'occasion de la quatrième anniversaire du coup d'Etat militaire en Argentine : M. Yves Montand, Mmes Simone Signoret, Marie-José Nat, M. Michel Drach, Mme Ariane Mnouchkine, MM. Sacha Pitoëff, Marek Halpern, Régis Debray, Bernard-Henri Lévy, le Pr Léon Schwarzenberg, l'historien communiste contestataire Jean Elieinstein, M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., et plus de cinq cents autres personnes. — (A.P.P.)

Bolivie

Des rumeurs circulent à La Paz sur la possibilité d'un nouveau coup d'Etat militaire

D'importantes grèves ont eu lieu en Bolivie après l'assassinat, le 21 mars, d'un jésuite, le père Luis Espinosa, directeur de l'hebdomadaire progressiste « Aquil ». Des rumeurs de coup d'Etat continuent à circuler à La Paz.

La Paz (A.P.P.). — Les Boliviens doivent se rendre aux urnes le 28 juin prochain pour élire un nouveau président. Même si cette élection a lieu, la plupart des Boliviens pensent que les chances d'un retour de la démocratie dans leur pays sont plutôt minces.

Depuis 1952, la Bolivie a vu se succéder dix-huit gouvernements, dont neuf issus de coups d'Etat militaires. Depuis 1964, aucun président n'a pu aller au bout de son mandat.

Jusqu'à présent, les principaux candidats pour l'élection de juin sont au nombre de quatre. Ce sont les hommes qui dominent la vie politique bolivienne depuis près de trente ans : les anciens présidents Victor Paz Estenssoro, Hernán Siles Zuazo, et Walter Guevara Arze, et l'ancien vice-président, M. Juan Lechín Oquendo. Ils ont tous dépassé la soixantaine, et, bien qu'uns derniers Victor Paz lors de la révolution de 1952, ils ne se parlent quasiment plus depuis.

Des rumeurs de plus en plus insistantes courent cependant sur la possibilité d'un nouveau coup d'Etat militaire.

« Le véritable pouvoir en Bolivie, c'est l'armée, et, malheureusement, il n'y a aucune raison de croire que les militaires résisteront à la tentation d'un nouveau coup d'Etat », a récemment déclaré M. Paz au cours d'une interview. Pour lui, il y a très peu de chances qu'un gouverneur civil puisse parvenir à contrôler l'armée. Il a, toutefois, lancé une mise en garde contre les dangers de guerre civile que comporterait un nouveau coup d'Etat. S'il est élu — il y a déjà été à trois reprises

dans le passé — il compte faire rentrer les forces armées au sein de son gouvernement.

Selon un officier supérieur, qui souhaite conserver l'anonymat, un groupe d'officiers d'extrême droite a déjà préparé les plans d'un nouveau coup d'Etat. « Les militaires sont divisés sur la question de savoir s'ils doivent intervenir ou non », affirme-t-il.

Cependant, l'un des personnalités-clés de l'armée bolivienne est le général Luis García Mesa, commandant de l'Institut militaire de La Paz. Il a récemment déclaré devant les membres des forces interarmées de défense qu'il était du devoir des forces armées de « sauver notre Bolivie bien-aimée du chaos, de la dépendance et du naufrage politique ».

Economiquement, la Bolivie a évité de peu la banqueroute cette année, grâce à un prêt de 110 millions de dollars du Fonds monétaire international, un prêt de 50 millions de dollars de la Banque mondiale et un traitement prêt de 40 millions de dollars des pays andins. Ces sommes doivent servir à couvrir les dettes immédiates de la Bolivie, environ 300 millions de dollars, soit 1,3 milliard de francs cette année. Le prêt du F.M.I. a été accordé, comme de coutume, après que la Bolivie ait accepté une série de mesures d'austérité très impopulaires.

Un ancien ministre affirme qu'il craint une nouvelle effusion de sang en cas de nouveau coup d'Etat. Déjà, le 32 mars dernier, un prêtre, militant dans des organisations de gauche, a été retrouvé mort aux environs de La Paz.

Selon des sources diplomatiques et certains hommes politiques, seule la haine féroce vouée par la population aux militaires depuis le dernier coup d'Etat et le fait que les Etats-Unis sont restés à l'écart d'un gouvernement militaire ont empêché les forces armées de sortir de leurs casernes.

Le dernier coup d'Etat remonte au 1^{er} novembre 1979. Le colonel Alberto Natusch-Busch avait dû se démettre quinze jours après ce coup de force qui avait fait deux cents morts. Depuis, Mme Lidia Gueiler, choisie par le Congrès, est chargée de gouverner le pays jusqu'aux élections de juin.

Paraguay

L'ARMÉE RITASSE UNE RÉGION PROCHE DU BRÉSIL

(De notre correspondant)

Sao-Paulo. — Les troubles signalés il y a peu au Paraguay, dans la région de Caaguazú, proche du Brésil, après la prise d'un autobus par un groupe de paysans (le Monde du 19 mars), ont fourni l'occasion au gouvernement du général Stroessner de lancer une vaste opération de répression dans cette région. En témoignent le député et avocat brésilien, M. Marcos Aurelio, qui vient de faire une visite sur les lieux au nom du comité de défense des droits de l'homme dans les pays du Cône sud.

Selon M. Aurelio, la prise d'un autobus par un groupe de paysans armés, le 8 mars, serait une action isolée de petits cultivateurs victimes d'une usurpation de terres. Elle n'en aurait pas moins servi de prétexte à une opération militaire de grande envergure, dans cette région où les Ligues paysannes, proches de l'Eglise catholique, ont été longtemps actives. Plus de deux cents personnes auraient été emprisonnées à Caaguazú et dans la colonie voisine d'Acaraymí. Elles auraient été emmenées vers le département de recherches du ministère de l'Intérieur. L'une d'entre elles, M. Marcelino Casco, est mort en détention dans des conditions suspectes : une « attaque cardiaque », selon la version officielle. Toutes les maisons d'Acaraymí seraient systématiquement fouillées par la troupe, qui a interdit l'accès à cette colonie. — T.H.M.

fjords d'islande

avec votre voiture Car Ferry « SMYRIL » départs d'Ecosse Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages ou Agent général Voyages AGREPA 42, rue Etienne Marcel 75002 PARIS, tél. 508 41 50

L'Airpass Braniff. Trois nouveaux moyens de visiter les Etats-Unis.

Désormais, 15, 30 ou 45 jours de voyages illimités aux Etats-Unis, à partir de 1025 F. (en supplément du billet aller et retour pour les Etats-Unis).

Nous Braniff, nous faisons tout pour devenir votre compagnie aérienne. Et l'une des actions les plus passionnantes que nous ayons réalisées est le nouvel Airpass Braniff.

Avec un Airpass Braniff, vous pouvez, dès votre arrivée aux Etats-Unis, voyager sur autant de vols Braniff que vous le désirez, à destination des 50 villes desservies par Braniff, et ceci jusqu'à expiration de votre Airpass.

Que vous alliez aux Etats-Unis pour vos affaires ou pour vos loisirs, c'est un excellent moyen qui vous permet de voyager à volonté pour un prix très avantageux.

Pour obtenir un Airpass Braniff, achetez un billet aller et retour pour les Etats-Unis, puis choisissez un des 3 Airpass : 15 jours de voyages illimités à partir de 1025 F, 30 jours à partir de 1640 F et 45 jours à partir de 2050 F. Pour un supplément de 820 F, vous pouvez vous procurer une extension pour Honolulu.

De plus, vous bénéficiez aussi d'un Airpass si vous vous rendez aux Etats-Unis et si vous poursuivez votre voyage vers l'Amérique du Sud ou l'Extrême-Orient avec Braniff.

Vous volerez vers les Etats-Unis à bord d'un superbe 747. Braniff offre, au départ de Paris-Orly, deux vols par semaine vers Boston (trois à partir du 1/06/80) et un vol par semaine vers Dallas/Fort-Worth (trois à partir du 1/06/80).

L'Airpass Braniff, c'est encore un nouvel exemple de notre objectif : « Pour devenir votre compagnie aérienne, nous nous devons d'être meilleurs ».



Pour tous renseignements et réservations, appelez Braniff au 01 720.42.42 ou 720.53.53.

On se doit d'être meilleur quand on s'appelle

Braniff
ETATS-UNIS • HAWAÏ • PACIFIQUE • EXTRÊME-ORIENT
AMÉRIQUE DU SUD • MEXIQUE • EUROPE

USA 80

1 mois
1 voyage
NEW YORK

1680F

ICELANDAIR

Etats-Unis

La banqueroute de la Franklin National

LE FINANCIER MICHEL SINDONA EST RECONNU COUPABLE

New-York (A.P.P.). — Le financier italien Michel Sindona, qui a été impliqué dans la banqueroute de la Franklin National Bank en 1974, a été reconnu coupable de soixante-cinq délits.

Selon le gouvernement, le financier aurait organisé un faux enlèvement d'un passé pour éviter d'être jugé. Il n'a manifesté aucune émotion lorsque le jury, composé de six hommes et de six femmes, a rendu sa décision, au terme de la sixième journée de délibérations.

M. Sindona était notamment accusé d'avoir dissimulé que les 40 millions de dollars (176 millions de francs français) payés pour acquiescer le contrôle de la Franklin National provenaient de retraits illégaux effectués dans deux banques en Italie.

Le financier a été reconnu coupable de s'être approprié illégalement 45 millions de dollars avant la banqueroute, et d'avoir menti à la Commission des opérations de Bourse sur l'origine des pertes de la banque.

Chacun des soixante-cinq délits est passible d'une peine de prison allant jusqu'à cinq ans. La sentence sera rendue publique le 6 mai.

Le financier est également accusé par les autorités italiennes d'avoir détourné environ 235 millions de dollars provenant de deux banques, avant que celles-ci ne fassent aussi faillite.

ASIE

Afghanistan

Nouvelles manifestations antisoviétiques dans la capitale et en province

Des manifestations d'hostilité au régime de M. Karmal et à la présence soviétique ont repris dans plusieurs grandes villes afghanes, a-t-on appris, vendredi 28 mars, au Pakistan. La population, selon radio Kaboul, a recommencé à monter la nuit sur le toit des maisons pour crier « Allah o Akbar » (Allah est le plus grand), malgré les rafales d'intimidation tirées par les forces de sécurité. Un mot d'ordre de grève générale jusqu'au départ des troupes soviétiques a, d'autre part, été lancé, indique l'A.P.F. des troupes soviétiques, au Pakistan, l'organisation de résistants afghans Hezb-E-Islami a annoncé, le 27 mars, que des rebelles avaient attaqué une prison gouvernementale dans la province de Kunar et libéré quelque mille deux cents détenus. Le même mouvement a déclaré, le même jour, que deux mutineries avaient eu lieu au cours des huit derniers jours au sein de la garnison de Kaboul. Enfin, pour la première fois, la télévision soviétique a montré, jeudi, les images d'un convoi de l'armée rouge attaqué sur la route Kaboul-Djallalabad, après que les rebelles eurent fait sauter un pont. Le commentateur a précisé que « ce genre d'action nécessitait le maintien des troupes soviétiques en Afghanistan ».

Le ministre cubain des affaires étrangères, M. Malmierca,

a quitté le Pakistan, jeudi 27 mars, après avoir transmis au président Zia Ul Haq une offre de médiation de M. Castro dans la crise afghane. Venant de Moscou, M. Malmierca avait effectué, la semaine dernière, une visite éclairée à Kaboul, a indiqué l'agence Renter. Pen avant le départ d'Islamabad du ministre cubain, son homologue pakistanaïse, M. Agha Shahi, a indiqué à la presse que les deux pays en étaient arrivés au stade « de la discussion des modalités préliminaires à l'ouverture de négociations ». Mais, de source diplomatique, on estime peu probable que ces entretiens débouchent sur des résultats concrets dans un proche avenir.

A Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. C. Vance, a, dans une longue déclaration faite le 27 mars devant la commission des affaires étrangères du Sénat, exhorté les alliés des Etats-Unis à participer aux efforts nécessaires pour dissuader l'U.R.S.S. de se lancer dans « de nouvelles aventures qui pourraient provoquer de nouvelles crises ». « Il est important que nous soyons unis dans notre condamnation de l'agression », a-t-il ajouté.

L'U.R.S.S. dément être convenue avec l'Iran d'un processus de règlement du conflit

Moscou. — Aucun signe n'indique à Moscou que l'U.R.S.S. soit disposée à accepter une médiation dans l'affaire afghane et encore moins qu'elle soit prête à faire un geste unilatéral. Elle poursuit toutefois une intense activité diplomatique, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses alliés, pour tenter d'améliorer sa position, notamment dans le tiers-monde.

Les dirigeants soviétiques, par l'intermédiaire d'une déclaration de l'agence Tass reprise ce vendredi 28 mars par la Pravda et la plupart des grands journaux, ont vertement répliqué à M. Ghotbadeh, ministre iranien des affaires étrangères. Trouvant « étrange — c'est le moins qu'on puisse dire » — sa déclaration sur les contacts entre l'Iran et l'U.R.S.S. à propos de l'Afghanistan et sur l'accord de principe que cette dernière aurait donné à des pourparlers incluant « les organisations afghanes d'après lui révolutionnaires, en réalité contre-révolutionnaires », ils démentent qu'un consensus soit intervenu entre l'Iran et l'Union soviétique « concernant ce qui est le principe de règlement en Afghanistan y compris la « neutralité » qu'on veut lui imposer » (Le Monde du 27 mars).

De notre correspondant

Tass admet que des entretiens ont eu lieu entre M. Ghotbadeh et l'ambassadeur soviétique à Téhéran, mais, ajoute-t-elle, « il va de soi que rien de tel n'a alors été évoqué et n'aurait pu l'être ». La déclaration rappelle que l'U.R.S.S. est pour un « règlement authentique qui éliminerait les causes ayant provoqué cette situation », c'est-à-dire l'ingérence étrangère dans les affaires afghanes. Elle affirme en outre qu'aucune question relative à l'Afghanistan ne peut être discutée ni tranchée à l'Iran et en l'absence du gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan. A cette condition la partie soviétique est prête à poursuivre l'échange de vues avec l'Iran.

Cette réponse à M. Ghotbadeh confirme que l'affaire afghane empêche les relations entre l'U.R.S.S. et le nouveau régime iranien. Au début de la semaine, les Soviétiques avaient déjà répliqué aux déclarations du président Bani Sadr mettant en cause leur politique dans la région. Ils ont bien répété que leur action en Afghanistan a épargné à l'Iran les sanctions américaines,

Silence sur la médiation cubaine

Jusqu'à présent, la presse soviétique a observé un silence total sur une autre tentative de médiation, celle entreprise par M. Fidel Castro auprès du Pakistan. Elle

n'a même pas fait état du voyage du ministre cubain des affaires étrangères dans ce pays. Cette discrétion ne signifie pas nécessairement que l'U.R.S.S. est opposée à l'initiative cubaine. On voit mal en effet, M. Castro intervenir dans un domaine qui, pour les Soviétiques, relève de leur sécurité nationale, sans leur accord.

Si c'est en sa qualité de président en exercice des non-alignés qu'agit le dirigeant cubain, son initiative correspond tout à fait aux préoccupations du Kremlin, qui, après avoir été surpris par la réaction d'hostilité provoquée par son intervention en Afghanistan, a fait porter ses efforts diplomatiques plus sur les pays du tiers-monde que sur l'Europe occidentale dont il a traité la proposition de « neutralité » par le mépris. En recommandant la semaine dernière à l'Inde de ralentir ses efforts diplomatiques en vue de trouver une solution à la crise afghane, les Soviétiques ont voulu sans doute laisser le champ libre à leurs alliés cubains.

Quelle proposition pourrait être faite au Pakistan ? Il s'agit de plus loin que celle déjà avancée par le gouvernement de Kaboul sur la création d'une « frontière » à l'intérieur de l'Afghanistan et le Pakistan ? Cette proposition, revenant à demander aux dirigeants d'Islamabad d'intervenir eux-mêmes contre les réfugiés pour les empêcher de passer la frontière.

Ces derniers jours, plusieurs articles de la presse soviétique ont violemment mis en cause le général Zia. « A Islamabad, on ne peut pas ne pas voir », écrit, par exemple la Pravda, « le fait indiscutable que le résultat de la politique étrangère du Pakistan est une détérioration sensible de ses relations avec ses voisins ».

Le journal du P.C. soviétique mettait implicitement en garde le général Zia contre les tentatives de coup d'Etat inspirées par les Etats-Unis, qui soulignent les dirigeants pakistanaïses encore plus dociles. En agitant tout à tour le bâton et la carotte, l'U.R.S.S. cherche à convaincre le Pakistan que sa situation est précaire, que son intérêt est d'être en bons termes avec ses voisins : l'Inde, l'Afghanistan et l'U.R.S.S. et que pour ce faire, il doit se désolidariser de la politique américaine et chinoise. Avec ces avances, elle veut aussi désamorcer la conférence des ministères des affaires étrangères islamiques qui doit se réunir à Islamabad dans la seconde moitié du mois prochain, et éviter qu'elle ne se termine, comme la précédente, par une condamnation quasi unanime de son intervention à Kaboul.

DANIEL VERNET.

Cambodge

Les Khmers de nouveau menacés par la famine

(Suite de la première page.)

Huit mille cinq cents tonnes de semences pour le riz flottant doivent parvenir impérativement aux agriculteurs d'ici à la fin du mois d'avril (1). Compte tenu des problèmes d'acheminement intérieur il conviendrait qu'elles soient livrées par les organisations internationales dans les deux semaines à venir. La plus grande partie de cette variété est destinée à la province occidentale de Battambang, tandis que le grenier à riz du Cambodge. Or cette province est éloignée de Phnom-Penh et, encore plus, du port de Kompong-Som, et l'insécurité y fait des activités des divers groupes de résistance établis à proximité de la frontière thaïlandaise. « Les livraisons de semences en temps voulu », disent les responsables de l'U.N.I.C.E.F., « seraient bien être impossibles. Les problèmes du port de Phnom-Penh (2) et l'engorgement de Kompong-Som vont gêner l'opération. Les transports par voie terrestre seront difficiles à obtenir. Tout doit être mis en œuvre pour livrer le tonnage maximum de semences à Kompong-Som et pour le faire partir d'urgence vers les provinces et les districts par route et par chemin de fer. Cependant, d'autres solutions doivent être envisagées », indique un rapport.

La capacité mensuelle d'absorption de l'aide est, pour le port de Phnom-Penh, de 3 000 tonnes, et de 12 000 tonnes pour Kompong-Som. De plus, il ne faut pas que les livraisons de semences se fassent au détriment de l'aide alimentaire, car la famine serait hâtée, et les semences risqueraient d'être mangées.

Un « pont humain »

Les organisations internationales s'efforcent de faire prévaloir des solutions techniques, et non politiques, pour résoudre la crise. La première consisterait à utiliser le « pont humain » (des gens se relaient par petits groupes d'un pont à l'autre) qui fonctionne à partir de la frontière thaïlandaise vers l'intérieur du Cambodge. Les autorités vietnamiennes, qui y sont opposées par principe, l'ont toléré, faute de pouvoir intervenir aux besoins des populations de la province de Battambang. Ce « pont », qui a permis de sauver des centaines de milliers de vies humaines, a été interrompu il y a quelque huit cent mille personnes. Un rapport note : « En moyenne, cent vingt-cinq mille chefs de famille viennent chercher de la nourriture à la frontière deux fois par mois. Si chacun recevait 40 à 50 kilos de semences, ce qui est suffisant pour 1 hectare, nous pourrions faire passer de 100 000 à 125 000 hectares. » Cependant, des enquêtes ont montré que les forces armées vietnamiennes dans ce secteur confisquaient une partie des aides, dans des proportions très variables selon les époques et selon les lieux de passage. Si les autorités de Phnom-Penh se montraient favorables à cette méthode de transport, il conviendrait de mettre un terme à ces saisies. La seconde solution, de même nature mais plus massive, envisage un pont routier de la frontière thaïlandaise jusqu'aux plaines fertiles de l'ouest cambodgien.

Phnom-Penh et Hanol, qui avaient refusé une semblable suggestion l'an dernier, sont-ils mieux disposés à l'accepter aujourd'hui alors que les Khmers rouges et d'autres groupes de résistants opèrent toujours dans les sec-

teurs frontaliers mal contrôlés ? Les fidèles de M. Pol Pot, qui doivent aussi recevoir des semences pour cultiver des clairières dans la jungle, laisseraient-ils passer les convois ? Il est probable que des tractations ont lieu pour résoudre ces problèmes politiques et logistiques épineux.

Risque d'aggravation pendant la mousson

Sur le plan de l'aide alimentaire la situation demeure également précaire, beaucoup de Khmers, qui vivent dans des régions reculées ou qui ne sont pas affiliés à la nouvelle administration, reçoivent encore des rations de famine : de 1 à 2 kilos de riz par mois indigent des témoins qui ont visité le Cambodge récemment. La majorité de la population reste tributaire de l'aide internationale. Certes, dans l'ensemble, une sensible amélioration a été notée au cours des derniers mois, notamment après la petite récolte de janvier (mais elle s'épuise) et après le déblocage des aides qui étaient restées stockées jusqu'à la fin de décembre. Par comparaison à la situation antérieure de catastrophe généralisée cette amélioration a parfois été exagérée, ou utilisée à des fins de propagande. Ces interprétations ont pu donner à penser que, dans certains cas, provoquer une démobilitation.

Dans un rapport établi en février l'U.N.I.C.E.F. soulignait que le répit serait temporaire et prévoyait une forte aggravation pendant la prochaine saison des pluies, de mai-juin à octobre-novembre : « Une assistance massive doit être poursuivie pendant toute l'année 1980 — et surtout dans les prochains mois — si l'on veut éviter un désastre à la fin de l'année. » L'U.N.I.C.E.F. jugeait impératif de mettre en place dans les capitales provinciales avant la fin mai quelque cent quarante mille tonnes de vivres soit plus de quarante mille tonnes par mois.

Comment atteindre ces objectifs, alors que les capacités de Kompong-Som et de Phnom-Penh sont de 15 000 tonnes par mois ? Alors que, de novembre jusqu'à la fin de février il n'a pas été possible de livrer au port de Phnom-Penh plus de 35 000 tonnes de riz au total, qu'en a-t-on fourni 50 000 pendant la même période le long de la frontière. Alors que les routes, défoncées, sabotées et dangereuses, seront bientôt transformées en bourbiers pendant toute la mousson. De ce côté-là le « pont humain » sera également considérablement réduit. Enfin, si la guerre est limitée à certaines régions périphériques, elle n'a pas pris fin pour autant. Il est probable que les Khmers rouges profiteront une fois encore, de la saison des pluies pour reprendre du terrain.

Elle ne beaucoup l'aient prévu, qu'ils aient fait savoir et qu'ils se soient efforcés d'empêcher son retour, le spectre de la famine et son cortège d'horreurs se profilent à nouveau sur le Cambodge.

R.-P. PARINGAUX.

(1) La seconde variété de semences, pour la culture la plus répandue, celle du repiquage, peut être utilisée jusqu'à la fin de juin.

(2) Une partie du port s'est récemment effondrée dans le fleuve, réduisant de moitié la capacité de déchargement.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LE PRESIDENT AUGUSTO PINOCHET a demandé, mardi 26 mars, à son ministre des affaires étrangères, M. Hernan Oyarzabal, de démissionner, a-t-on officiellement annoncé à Santiago. Le gouvernement n'a encore pris aucune décision quant à la rupture des relations diplomatiques avec les Philippines, annoncées lundi. Celle-ci n'interviendra qu'après l'arrivée au Chili, la semaine prochaine, d'un envoyé spécial du président philippin. Cet envoyé, actuel ambassadeur à Washington, sera également porteur d'une lettre du président Marcos et de plus amples explications sur l'attitude philippine. — (A.P.P.)

Espagne

UN JOURNALISTE DE L'HEREDOMANIA COMMUNISTE « LA CALLE » a été arrêté après la publication de deux articles critiquant l'administration espagnole, a-t-on appris le jeudi 27 mars de source autorisée. Il s'agit de M. Ricardo Cid. D'autre part, M. Gerardo Alvarez Blanco, rédacteur en chef de « Sabado Grafico », a été inculpé par un juge militaire d'outrage à l'armée.

Etats-Unis

SECON LE FBI, il y a eu en 1979 aux Etats-Unis et à l'étranger près de deux mille attentats à la bombe qui ont fait vingt-deux morts, plus de cent cinquante blessés et pour 6 millions de dollars de dégâts. Le nombre d'attentats est le plus bas depuis que le FBI a commencé à établir ces statistiques, il y a sept ans. — (Reuter)

Guatemala

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE A ETE ASSASSINE le 26 mars à Guatemala. Il s'agit de M. Alfonso Figueroa, économiste et sociologue. Ce meurtre est attribué, dans la capitale guatémaltèque, à des éléments d'extrême droite.

Inde

LE CONGRES (I), le parti de Mme Gandhi, a remporté, jeudi 27 mars, une victoire inespérée en assurant la majorité à la Chambre haute du Parlement, où il était jusqu'à présent minoritaire. La Chambre haute (Rajya Sabha) a en effet approuvé, par 126 voix contre 87, la décision prise par le premier ministre, le 17 février, de dis-

soudre les assemblées et les gouvernements de neuf Etats de l'Union qui étaient dirigés par des partis de l'opposition. — (A.F.P.)

Malaisie

DEUX PERSONNES, condamnées à mort aux termes de la loi d'urgence sur la sécurité, ont été pendues, vendredi 28 mars, à Kuala-Lumpur, ce qui porte à sept le total des exécutions en deux semaines. Les condamnés — tous d'origine chinoise — ont été reconnus coupables de détention illégale d'armes ainsi que de meurtres. — (A.F.P.)

Ouganda

L'ELECTION PRESIDEN- TIELLE EN OUGANDA aura lieu en octobre et les élections législatives deux mois plus tard, a annoncé, mercredi 26 mars, le président Binaisa. Seul le Front de libération nationale de l'Ouganda, qui a pris le pouvoir après la chute du maréchal Amin le 11 avril 1979, sera autorisé à présenter des candidats. Cette mesure est dénoncée par l'ancien président Milton Obote, en exil à Dar-Es-Salaam, qui y voit une manœuvre contre lui-même et ses partisans.



alfa romeo
CONCESSIONNAIRE - VENTES TT ET CD

GAP Paris-est
PARIS 12^e - 37, Av. du Général BIZOT - Tél. : 340.80.47
NOISY-LE-SEC 93130 - 112, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. : 843.93.39

BOB MARLEY OU JEAN-SÉBASTIEN BACH ?

GIBERT JEUNE.
LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.
Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis. Paris.

LES BELLES LITÉRIES


TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS
s'achètent toujours

chez
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
Soleils adresses de vente :
37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro : Parmentier - Tél. : 337.46.35
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

BAUME DE JASMIN CHINOIS

Guangdong se situe à la zone tempérée du Sud de la Chine. La température y est élevée. C'est une région particulièrement propice à la culture de beaucoup de jasmins. On y produit le baume d'odeur naturelle avec les fleurs de jasmyn pour répondre aux besoins du public aussi bien qu'à ceux de l'exportation. Le baume est largement utilisé comme parfum de luxe et cosmétique. Il est très apprécié par les clients étrangers grâce à son excellente qualité et à son odeur naturelle extraordinaire.



BAUME DE GRANDE FLEUR DE JASMIN
Spécifications :
— Point de fusion : 48-50 °C
— Teneur en crème : + de 80 %
— Teneur en acidité : — de 12 %

BAUME DE JASMIN DE TEMPÉRATURE NORMALE
Spécifications :
— Point de fusion : 48-52 °C
— Teneur en crème : + de 80 %
— Teneur en acidité : — de 11 %

Conditionnement :
— En bouteille aluminium de 1 kilo.

Compagnie d'import et d'export de produits animaux - Succursale de Guangdong
Adresse : 468, rue #623, Guangdong, Chine
Adresse télégraphique : Guangzhou Proccanton

Tokyo

— A la suite de la décision prise par le Japon de ne pas envoyer de troupes au Liban, les Etats-Unis ont décidé d'envoyer une force de maintien de la paix. Cette décision a été prise par le Congrès américain, le 27 mars. Les Etats-Unis ont également décidé d'envoyer une force de maintien de la paix au Liban. Cette décision a été prise par le Congrès américain, le 27 mars. Les Etats-Unis ont également décidé d'envoyer une force de maintien de la paix au Liban. Cette décision a été prise par le Congrès américain, le 27 mars.

royal
Pr
Je
par
Car

مكتبة من الأصل

ASIE

Japon

En dépit de la poussée antisoviétique dans l'opinion

Tokyo reste partagé entre sa solidarité avec Washington et son désir de ne pas s'aliéner Moscou

De notre correspondant

Tokyo. — A Kinokuniya, l'une des grandes librairies de Tokyo, un nouveau rayon est consacré à l'U.R.S.S. Figurent en bonne place une trentaine d'ouvrages, dont une bonne partie ont été publiés au cours des derniers mois, ayant pour sujet la « menace soviétique » : l'agression soviétique au Japon et la Logique du diable (dont l'auteur prévoyait l'intervention soviétique en Afghanistan) comptent parmi les best-sellers. Les revues consacrent de plus en plus d'articles à la question de la « vulnérabilité » de l'archipel à une invasion russe et aux violations de l'espace aérien par des appareils soviétiques. Cette semaine, l'hebdomadaire Shukan Shincho publie un long reportage sur le thème de l'anxiété de la population de l'Hokkaido, île septentrionale du Japon, la plus proche de l'U.R.S.S., et au large de laquelle se trouvent les quatre îlots du sud de l'archipel des Kouriles. Sur deux d'entre eux existent des bases russes.

Les récentes déclarations des hommes politiques ne tendent pas, semble-t-il, à apaiser ce « typhon antisoviétique ». Dimanche 23 mars, devant la Commission trilingue réunie à Londres, M. Miyazawa, ancien ministre des affaires étrangères, appelait à une alliance des pays « aux valeurs communes » pour défendre la liberté et la démocratie menacées par le « défi soviétique ». Mardi, M. Hosokawa, directeur de l'Agence de défense, qui recevait son homologue, le ministre de la défense ouest-allemand, M. Apel, concluait les entretiens en insistant sur la nécessité pour les deux pays de « s'opposer à toute nouvelle avancée des Soviétiques » et de renforcer les contacts entre les forces armées des deux côtés de la dernière guerre mondiale.

Autant d'éléments qui inclinent à penser que les Japonais, tant par les Américains lors de la visite à Washington, la semaine dernière, de M. Okita, ministre des affaires étrangères, tant pour l'insistance de leurs dépenses militaires que pour leur réserve à épauler la politique américaine à l'égard de l'U.R.S.S. (le Monde du 22 mars), ont décidé de s'aligner sur les positions de la Maison Blanche.

Malgré le climat antisoviétique régnant et les déclarations des dirigeants, la position du Japon à l'égard de Moscou paraît beaucoup plus nuancée et le soutien aux Etats-Unis n'est peut-être pas aussi franc et massif qu'il y paraît.

Le coup d'envoi de la campagne de critique envers l'U.R.S.S. au Japon a été donné le 31 janvier par le premier ministre, M. Ohira, lorsqu'il déclara que l'U.R.S.S. constituait une « menace potentielle pour le Japon ». C'était la première fois qu'un premier ministre usait d'une telle formule. Par la suite, plusieurs mesures ont été prises confirmant l'orientation du Japon aux côtés des Américains : résolution votée à la Diète par tous les partis, à l'exception du P.C., demandant le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, rappel de l'ambassadeur japonais à Kaboul. Aujourd'hui est envisagée une suspension de l'application des tarifs préférentiels à l'Afghanistan — une mesure qui n'a encore jamais été prise à l'encontre d'aucun pays. En revanche, le Japon pourrait accorder une aide de 128 millions de dollars au Pakistan (environ 580 millions de francs), alors qu'il continue à s'opposer au versement de cette aide au Vietnam (suspensé depuis l'intervention des troupes d'Hanoi au Cambodge).

Les Japonais ont-ils renoncé à leur politique d'équilibre entre la Chine et l'U.R.S.S. pour s'engager sans détour du côté du « front américano-chinois » ?

Récemment M. Polyanaki, ambassadeur d'Union soviétique à Tokyo, déclarait que non seulement les relations entre les deux pays connaissent une période de refroidissement mais encore qu'elles avaient tendance à se dégrader.

« Objectivement, nous a dit une source soviétique, le Japon a renoncé à sa politique d'équidistance. Le traité avec la Chine en 1978, la coopération de plus en plus étroite avec les Etats-Unis dans le domaine militaire, l'attitude inamiable adoptée depuis quelques mois par Tokyo sont les signes de ce changement. Nous avons cependant le sentiment que de nombreux dirigeants japonais comprennent que leurs intérêts nationaux les conduisent à être prudents. »

Les Japonais, en fait, doivent d'un côté se montrer solidaires de l'allié américain : leur critique de la politique de Moscou à la suite de l'intervention en Afghanistan, au départ mesurée, est désormais tout à fait explicite. Ils sont, en outre, conscients du risque que comporte un renforcement du potentiel militaire soviétique dans le Pacifique, « qui n'est pas nécessairement dirigé contre la Chine », dit-on à l'Agence de défense. D'un autre côté, ils ne tiennent pas à aller trop loin dans leur « antagonisme » à l'égard de l'U.R.S.S. D'une manière symptomatique, M. Daita, au cours de ses entretiens à Washington, a insisté sur le fait que les Américains doivent tenir compte dans leur politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. des positions de leurs alliés européens et japonais. Le ministre des affaires étrangères a mis l'accent sur le « caractère particulier » des relations nippo-soviétiques.

Des échanges accrus avec l'U.R.S.S.

Ensuite, pour des raisons commerciales évidentes, « les relations économiques entre l'U.R.S.S. et le Japon ne sont pas du type de l'aide au développement, nous dit-on à la puissante Association pour le commerce avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est. Il y a des intérêts mutuels tout à fait clairs : pour nous résumer, nous payons, par anticipation, avec des équipements, des matières premières, dont nous avons, et nous aurons, besoin dans l'avenir. Les Etats-Unis n'ont pas grand-chose à perdre : des ventes de blé essentiellement. Les Japonais, beaucoup plus. »

Au cours de la décennie écoulée, les échanges entre l'U.R.S.S. et le Japon ont connu une progression constante, passant de 1 milliard de dollars en 1970 à près de 5 milliards en 1979 (22,5 milliards de francs). Aujourd'hui, en raison notamment du « gel » des crédits gouvernementaux sous la pression américaine, ils ont tendance à stagner. Les Japonais sont d'autant plus agacés qu'ils se voient « doublés » par les Européens : vente de 700 000 tonnes de tubes métalliques par l'Allemagne, négociation par la France de la fourniture d'une usine d'aluminium. Le premier marché, expliquent-ils, a été perdu en raison des éternuements du gouvernement à accorder des prêts de la Banque d'import-export. Entre-temps, les Allemands enlevaient l'affaire à Nippon Steel.

Le Japon est d'autre part largement engagé dans des projets de développement de la Sibirie : exploi-

L'archipel nippon est géographiquement proche de l'U.R.S.S. et menacé en priorité en cas de conflit généralisé. Le Japon a tout intérêt à ne pas provoquer son voisin et à ne pas se fermer toutes les portes à Moscou. « Le Japon menacé ? Sans doute, commente un expert nippon des questions stratégiques, mais pas plus que d'autres. On peut se demander en fait si l'U.R.S.S. aurait vraiment intérêt à se priver, en anéantissant le Japon, d'un capital technologique nécessaire aujourd'hui pour son développement économique et demain aussi, peut-être, pour sa reconstruction après un conflit. »

Autre particularité des relations nippo-soviétiques : les deux pays ont un différend territorial à propos des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles. Il semble, certes, que Moscou soit définitivement revenu sur sa position conciliatrice de 1978 en ce domaine : M. Polyanaki a récemment déclaré au journal Asahi, qui « jamais » l'U.R.S.S. ne restituerait ces îles. Mais à Tokyo on espère toujours pouvoir parvenir à un compromis.

Il y a enfin les intérêts économiques. Depuis l'intervention en Afghanistan, les milieux d'affaires ont mis en garde le gouvernement contre les risques d'une détérioration des relations avec l'U.R.S.S. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord, l'un des grands problèmes des Japonais est de se décharger des ambassades un peu trop étouffées des Chinois. Quelles que soient les perspectives de la coopération entre les deux pays, pas plus les milieux d'affaires que le gouvernement, dans le domaine politique, ne souhaitent « mettre tous leurs œufs dans le même panier ».

pas s'aliéner les Soviétiques. Ces derniers, qui ont besoin des Japonais pour développer le Sibirie, et qui savent que les prix nippons sont souvent plus compétitifs que ceux des Européens, paraissent comprendre la position difficile de Tokyo. Aussi ne cherchent-ils pas, pour l'instant, à envahir les choses. « Les Etats-Unis parlent toujours de la nécessité pour nos deux pays d'établir des relations de partenaires, et tendent à nous confier un rôle d'allié, et non plus de protégé, dans leur stratégie asiatique », nous dit un fonctionnaire, « ils doivent en tirer les conclusions et comprendre que des états à part entière, qui ne sont donc pas en position de vassalité, puissent avoir des intérêts nationaux différents des vôtres de la politique américaine globale : c'est évident dans le cas de l'U.R.S.S., mais aussi en ce qui concerne le Proche-Orient ».

PHILIPPE PONS.

Malgré la hausse, il existe encore chez M.P. de très belles alliances diamant à moins de 5 000 F.

Diamants de placement purs à la loupe 10 fois (Quelques exemples)

Poids en carat	Couleur	Prix T.T.C.
0.51	Blanc extra + F	29 400 F
0.60	Blanc extra G	29 900 F
0.76	Blanc except. E	67 900 F
0.95	Blanc except. E	112 000 F

Documentation gratuite M sur demande

MP Tel. 260.31.44
8 pl. de la Madeleine
Joaillier-Conseil 86 rue de Rivoli
138 rue La Fayette

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

ÇA SERAIT CLOCHE DE NE PAS ALLER EN ANGLETERRE A PAQUES.

Pâques, c'est les vacances. C'est aussi un grand week-end. Alors à Pâques, allez en Angleterre. C'est la meilleure saison. Et puis avec Seajet, c'est tellement rapide. Un car grand luxe vous emmène de Paris-St-Lazare à Dieppe. Avec le Boeing Seajet, vous survolez la Manche à 3 m au-dessus de la mer, à la vitesse de 80 km/h.

Puis Seajet vous emmène directement de Brighton à Victoria Station. En plein cœur de Londres! Il y a deux départs par jour de Paris-St-Lazare: 6h et 13h30. Et comme Seajet n'est vraiment pas cher, ça serait vraiment cloche à Pâques, de ne pas aller en Angleterre. Renseignements et réservations au 742.77.91 ou auprès de votre Agence de voyages.



SEAJET

L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

Le royaume du Prêtre Jean
par Marie-Paule Caire-Jabinet
dans le numéro 22 de L'histoire
57 rue de Selva, 75008 Paris



Le nouveau James Dean tourne son 1^{er} Grand Film.

EUROPE

Union soviétique

Des espions trahis par un tronc d'arbre

Moscou. — On ne se méfie jamais trop des tronc d'arbres. Telle pourrait être la morale de l'histoire d'espionnage que rapportent les *Izvestia* du 27 mars. Deux diplomates américains, MM. Weatherbee et Corbin, utilisaient de fausses souches en matière plastique pour camoufler des appareils électroniques chargés de recueillir des renseignements sur les installations militaires soviétiques. Malheureusement pour eux, « ceux qui avaient fabriqué ces souches ne connaissaient absolument rien aux lois de la flore russe. Mesureurs, une souche de pin dans un bosquet de trembles est un phénomène extrêmement rare », écrit le journal. Et il n'a pas été difficile aux fins limiers des services soviétiques de contre-espionnage de découvrir la subterfuge.

Ce n'est pas la première fois que les *Izvestia* reviennent de telles affaires. Elles le font régulièrement quand les relations américano-soviétiques se dét-

De notre correspondant

florant. L'exposé des faits manque de précision. Ainsi le lecteur ne sait pas quand cet épisode a eu lieu. Une référence à M. Lipevski, ancien militant du Mouvement pour les droits de l'homme qui, en mars 1977, a indiqué dans une lettre aux *Izvestia* qu'il était en contact avec un réseau de la C.I.A. et qui a dénoncé Anatoli Tchotcharanski, le militant juif condamné en juillet 1978 à treize ans de prison pour espionnage, laisse penser que l'affaire est antérieure à 1977. L'ambassade américaine à Moscou, qui se refuse à tout commentaire, a cependant admis que des collaborateurs portant les noms de Weatherbee et Corbin ont été en poste dans la capitale soviétique.

Sous prétexte de montrer à des parents des aînés historiques, racontant les *Izvestia*, les deux « diplomates » (les guillemets

sont soviétiques) avaient demandé au ministère des affaires étrangères d'emprunter une route dont ils savaient certainement qu'elle longeait des installations militaires. Après avoir roulé à 130 kilomètres à l'heure (pour semer d'éventuels suivants ?), ils s'étaient arrêtés dans un endroit interdit aux étrangers pour déposer leur matériel, dont la valeur est évaluée par le journal à plusieurs centaines de milliers de dollars. Le dispositif placé à proximité d'installations militaires était destiné à l'espionnage électronique. Ce journal profite de cette histoire quelques peu romanesque pour mettre en cause les représentations diplomatiques des Etats-Unis à Moscou et à Leningrad, qui servent d'intermédiaires pour l'espionnage, au même titre que les navires américains qui jettent l'ancre dans les ports soviétiques ou les avions qui effectuent des vols espion.

DANIEL VERNET.

Hongrie

POUR MIEUX POUVOIR APPLIQUER LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

Le congrès du parti amorce un rajeunissement de la hiérarchie

De notre envoyé spécial

Budapest. — Réuni sans grande publicité, sérieux et serein dans son déroulement du 24 au 27 mars, le douzième congrès du parti hongrois a peut-être marqué un tournant politique notable. La volonté de M. Kadar de s'engager pleinement sur la voie des réformes économiques profondes (le *Monde*, 23-24 mars), a en effet été concrétisée par un important remaniement de la direction. Au bureau politique, cinq membres sur quinze — MM. Apró, Biskú, Fock, Huszar et Nemes — n'ont pas été réélus, et seuls trois nouveaux font leur entrée. Les responsables de l'industrie, M. Sándor Borbély, et de la propagande, M. Imre Györi, quittent le secrétariat sans être remplacés. Ces changements devraient être suivis, après les prochaines élections parlementaires, d'un remaniement du gouvernement, dont la proximité explique que des places aient été laissées libres dans les organismes dirigeants du parti. Le renouvellement des cadres est présenté depuis deux mois comme une mesure d'ac-

compagnement nécessaire à la réussite des réformes économiques. Deux amendements aux statuts, facilitant l'élection de jeunes membres aux directions de base et la coopération au sein des comités du parti, annoncent une opération de rajeunissement de l'ensemble de la hiérarchie.

Mais, si l'âge est la raison des départs du bureau politique du président du Parlement, M. Antal Apró (soixante-sept ans), et de l'ancien premier ministre, M. János Fock (soixante-trois ans), qui n'exercent plus tous deux qu'une activité réduite, ce sont ceux de M. Bela Biskú et Deszo Nemes qui, en revanche, une signification politique remarquable. L'ancien n° 2 du régime et le rédacteur en chef du *Nepszabadság*, l'organe du comité central, incarnent, en effet, l'orthodoxie conservatrice ; et ce sont les mots personnels promus en avril 1978, au moment de la révision de M. Biskú du secrétariat à l'organisation, qui font leur entrée au bureau politique.

Relativement jeunes, MM. Ferenc Havasi (cinquante et un ans), et Mihály Korom (cinquante-trois ans), secrétaire du comité central, et M. Lajos Mehes (cinquante-trois ans), premier secrétaire de Budapest, sont des hommes prudents mais acquis — récemment, dans le cas de M. Mehes, — aux idées réformatrices, et au sein du premier secrétariat pourra compter.

« Ce n'est pas une fête »

M. Borbély, dont on parlait pour le bureau politique, et M. Huszar, président du plan, souvent présenté comme le premier ministre potentiel, payent aujourd'hui le prix de leur rôle de l'économie ; mais il faudra attendre la suite des remaniements pour être fixé sur leur sort. La dégradation de M. Györi, enfin, qui quitte le secrétariat à la propagande pour la direction de la section de propagande du comité central, sera bien accueillie par les milieux libéraux : ceux-ci ne pouvant compter à l'avenir, puisqu'il n'a pas de successeur, quo leur favori, le ministre de la culture, M. Pongrácz, nouveau membre du comité central, soit apparu à la scène.

Après, parlant sans notes et méfiant à ses propos plaisanteries et anecdotes, M. Kadar a insisté à nouveau, dans son discours de bilan, sur les efforts des Hongrois dans les années à venir pour redresser l'économie et moderniser l'industrie. « On a dit que la Hongrie adopte des méthodes capitalistes, n'est pas vrai, elles sont socialistes, car elles visent au bien du peuple. Ce que nous proposons n'est pas une fête, mais c'est la nécessité », a-t-il dit. Ferme sur la fond, mais dans la forme, beaucoup plus modéré que dans son rapport d'ouverture, M. Kadar est revenu sur les problèmes de politique étrangère pour souligner la « loyauté » de la Hongrie à ses alliances, tout en affirmant (« Nous ne sommes le vassal de personne ») l'indépendance de son pays, « partenaire honnête et digne de confiance dans les relations internationales ».

Ainsi, douze ans après l'introduction du nouveau mécanisme économique qui avait été vite freiné dans son application, la Hongrie se singularise à nouveau, en Europe de l'Est, par l'audace des réformes économiques qu'elle met en chantier. Non content de lancer un mouvement d'orientation prise depuis le début de l'année sous l'influence des courants modernistes, le douzième congrès du parti vient en effet de lancer un mouvement de rajeunissement dont les remaniements à la direction ne devraient être que la première étape.

Les raisons de ce choix — de cette « nécessité », dit-on à Budapest — sont en réalité communes à l'ensemble des démocraties populaires. A des degrés divers, suivant le niveau de leurs richesses naturelles, tous ces pays ont été frappés par la hausse du prix du pétrole et des matières premières qui a d'abord déséquilibré leur balance avec les pays à devises convertibles puis les a désavantagés dans leurs relations commerciales avec l'Union soviétique quand celle-ci a commencé à son tour à augmenter progressivement le prix de ses livraisons de brut.

L'impératif prioritaire est devenu le développement des exportations qui a demandé lui-même un accroissement des investissements et des importations coûteuses de technologies et une élévation sensible de la qualité de la production. Cette exigence est d'autant plus forte qu'après trente-cinq ans de socialisme et l'arrivée de nouvelles générations qui l'ont connu ni la guerre ni le terreur des années stalinienne, mais au contraire l'ouverture sur l'Occident, le marché intérieur aspire à des produits supportant la comparaison avec ceux du commerce capitaliste.

« Économie », « rationalisation », « productivité » sont donc devenus, même à Prague main-

tenant, les mots familiers du vocabulaire politique de l'Europe socialiste. Mais nulle part on n'ose encore, comme à Budapest, envisager de proclamer l'australité avec autant de force, de fermer des usines non rentables, d'imposer aux entreprises les prix du marché mondial, et de faire planer la menace du chômage sur les ateliers ne satisfaisant pas aux nouvelles cadences.

La Hongrie, elle, peut se le permettre pour deux raisons : d'une part, parce que M. Kadar, depuis 1956, jouit, moyennant un alignement complet en politique étrangère, de la totale confiance de Moscou, et que rien ne menace son autorité sur le parti. D'autre part, parce que le pays bénéficie d'un consensus réel fondé depuis quinze ans sur un bien-être relatif et une tolérance sourcilieuse et habile.

Mais, si elle se tient, comme elle s'y est tenue, à son parti, la Hongrie va devoir faire une difficile démonstration : prouver qu'il est possible de traverser indemne une période de bouleversements d'ampleur marquée, pour reprendre l'expression du premier ministre, par des « chocs d'intérêts sociaux » sans recourir à la contrainte brutale d'autorité et sans ces tampons indispensables que sont des syndicats libres et des institutions représentatives. Considérée depuis longtemps comme la « vitrine » du camp socialiste, la Hongrie s'est désormais accordée le redoutable privilège d'en être le laboratoire.

BERNARD GUETTA.

LA COMPOSITION DES ORGANISMES DIRIGEANTS BUREAU POLITIQUE (13 membres)

MM. János Kadar, György Aczel, Mme Valéria Benke, M. Sándor Gaspar, Ferenc Havasi (1), Mihály Korom (1), György Lazar, Pál Losonczi, László Maróthy, Lajos Mehes (1), Karoly Nemeth, Miklos Ovari et István Szilárd.

Secrétaires (six membres).

Premier secrétaire : M. János Kadar.

Secrétaires : MM. Andras Gyenes, Karoly Nemeth, Miklos Ovari, Mihály Korom, Ferenc Havasi.

Quatorze personnes en tout composent la direction du parti, M. Gyenes étant le seul secrétaire à ne pas figurer au bureau politique.

(1) Nouvel élu.

LES TROIS NOUVEAUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

● M. FERENC HAVASI, né en 1929, dans une famille ouvrière ; membre du parti depuis 1948 ; il fut deuxième secrétaire (1954-1956) puis premier secrétaire (1966) de la région de Komárom. Nommé en 1975 vice-premier ministre et membre de la commission de planification, il fut élu en avril 1978 secrétaire chargé de l'économie du comité central (dont il était membre depuis 1966). Il n'a fait trois ans d'études en U.R.S.S. à l'école du parti.

● M. MIHÁLY KOROM, né en 1927, dans une famille paysanne, membre du parti depuis 1946. Diplômé de l'Académie de police et docteur en droit, il a longtemps exercé une haute responsabilité au ministère de l'Intérieur. Membre du comité central depuis 1962, il fut l'un des secrétaires entre 1963 et 1966, puis devint ministre de la justice. Il a fait trois ans d'études en U.R.S.S. à l'école du parti.

● M. LAJOS MEHES, né en 1927, fut premier secrétaire de la Ligue des Jeunes Communistes de 1964 à 1971. Secrétaire général du syndicat de la métallurgie de 1970 à avril 1978, il fut ensuite premier secrétaire du parti pour Budapest.

Italie

QUATRE MEMBRES PRÉSUMÉS DES BRIGADES ROUGES SONT TUÉS À GÈNES

Rome (A.F.P., A.P., Reuters). — Quatre membres présumés des Brigades rouges ont été tués, ce vendredi matin 28 mars, vers 3 h. 30 à Gènes, au cours d'une fusillade avec la police, qui effectuait un contrôle dans un local considéré comme l'une des caches de l'organisation terroriste. Un sous-officier de carabinieri a été blessé au cours de l'échange de coups de feu. La police n'a pas encore révélé l'identité des personnes tuées, ni le détail du matériel saisi dans ce local. Il s'agissait notamment d'un stock d'armes et de documents.

La veille, on avait appris à Rome, que dix-neuf personnes, dont trois Britanniques, étaient gardées à vue dans les locaux de la brigade de lutte antiterroriste, à la suite d'une vaste opération de police déclenchée mercredi à Bologne, Cuneo, Inola et Forlì.

PARIS-NICE-PARIS LE NOUVEAU SERVICE AIR FRANCE.

Pour vous proposer les tarifs les plus bas possible, malgré la hausse constante du prix du carburant, Air France met en place, avec Air Inter, un nouveau service sur la ligne Paris-Nice-Paris à partir du 6 avril. Il existe 2 classes et 5 formules tarifaires valables sur un ou plusieurs vols par jour.

LA CLASSE AFFAIRES. C'est une exclusivité Air France. Elle remplace la 1^{re} classe. Elle vous offre les avantages suivants : au sol, entière liberté de réservation, d'annulation et de modifications. Enregistrement et embarquement distincts de la classe économique. En vol, service de haut niveau avec prestations gratuites de qualité et distribution de journaux.

LA CLASSE ÉCONOMIQUE. Les plus bas tarifs de cette classe, proposés malgré l'augmentation du prix du carburant, s'expliquent par la diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié. Un coffret repas est vendu à l'embarquement lorsque l'horaire le justifie. A bord, des boissons non alcoolisées et de la bière sont offertes gratuitement sur tous les vols, ainsi que du vin aux heures des repas.

LES TARIFS.

PRIX	CONDITIONS
Classe affaires : Aller-retour 1200 F Aller simple 600 F	Aucune.
Classe économique : Aller-retour 1000 F Aller simple 500 F	Aucune.
Tarif Air France Vacances Aller-retour uniquement : 680 F (Tarif "Avion pour tous" Air Inter)	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vol bleu quotidien désigné dans les 2 sens. Durée de séjour 7 jours minimum, 35 jours maximum. Réservation, émission et règlement du billet simultanés. Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification.
Tarifs spéciaux Aller-retour 800 F Aller simple 400 F	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vols blancs Air France uniquement pour : <ul style="list-style-type: none"> groupes de 10 personnes au moins, hommes de 65 ans au moins, jeunes de 25 ans au plus, étudiants de 27 ans au plus, familles de 3 personnes au moins.
Aller-retour 680 F Aller simple 340 F	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vols bleus Air France uniquement pour : les mêmes catégories de passagers que ci-dessus + les conjoints qui accompagnent un passager payant tarif en classe économique.

Pour tous renseignements complémentaires sur les conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre agent de voyages.



مكتبة من الأصل

POLITIQUE

AU COURS D'UN MEETING A PARIS

M. Marchais critique vivement les « partisans de la soi-disant eurogauche »

Le rassemblement organisé par le parti communiste, jeudi 27 mars, porte de Paris, à Paris, réunit plusieurs milliers de personnes (soixante mille selon le P.C.F.), venues exprimer leur soutien à M. Georges Marchais, face à la « campagne » dont lui-même et son parti sont l'objet. Parmi les orateurs qui ont apporté leur témoignage sur la situation des droits de l'homme en France et dans le monde, et qui ont assuré M. Marchais de leur solidarité, le compositeur grec Mikis Théodorakis, qui avait assisté, en juin 1977, au congrès de Nantes du parti communiste, dont il avait composé l'hymne, a achevé sa déclaration en ces termes : « Vive la solidarité active avec les pays socialistes et l'Union soviétique ».

M. Marchais a consacré la plus grande partie de son discours à dénoncer les

méfaits de la politique menée par le président de la République. Le secrétaire général a exposé, d'autre part, la position du P.C.F. sur le rapprochement entre partis socialistes et partis communistes européens souhaité par le parti communiste français et le parti communiste italien et dont l'entente, qu'on en, le 24 mars, MM. Mitterrand et Enrico Berlinguer a marqué une étape importante. Le secrétaire général du P.C.I. avait rencontré, le 12 mars, M. Willy Brandt, président du S.P.D.

Sans jamais nommer le parti italien ni ses dirigeants, M. Marchais a vivement critiqué les positions des « partisans de la soi-disant eurogauche », auxquels il a reproché d'être favorables à la supranationalité et à la tutelle des États-Unis sur l'Europe. Opposant l'eurogauche à l'eurocommunisme, M. Marchais s'est posé en défenseur du parti communiste français, l'eurocommunisme ne signifiant pas que les partis qui s'en réclament devraient renoncer à définir de façon autonome les rythmes et les moyens de leur progression vers le pouvoir.

M. Pierre Zarka déclare que ceux qui ont fustigé le passé de M. Georges Marchais « n'ont rien pu trouver, pour la bonne et simple raison qu'il n'y avait rien à trouver ». Il a ajouté, au sujet du secrétaire général du P.C.F., que « la franchise, la spontanéité, la combativité, sont des traits marquants de sa manière d'être ». M. Zarka a critiqué l'assimilation consistant à considérer que les hommes politiques constituent un groupe et qu'ils sont à tous les moments de la vie, dans les années 30, et du mouvement Foutjane en 1956. M. Zarka affirme, d'autre part, que le P.C.F. est « la partie des travailleurs et de la jeunesse qui a le plus de poids dans le pays » et il demande : « Peut-on être plus transparent que nous le sommes ? » A propos de M. François Mitterrand, il déclare : « C'est le plus vieux politicien de France ».

Une lettre de M. René Andrieu

A la suite de la lettre de M. Philippe Robieux, publiée dans le Monde du 27 mars, M. René Andrieu, directeur adjoint de l'Humanité, nous écrit :

Quelques modestes remarques sur la dernière lettre de M. Robieux, qui maintient que G. Marchais a suivi une école en U.R.S.S. en compagnie de B. Jourdain dans la période comprise entre octobre 1956 et octobre 1957.

1) Il déclare fonder sa conviction « sur une série de données précises et concordantes ». Ce qui est étrange, c'est qu'il n'en livre aucune.

2) Il se dit « soucieux de ne pas être mêlé à la polémique en cours ». Mais il nous livre, dans la lettre, une série de données précises et concordantes qui nous permettent de nous faire une idée de la polémique que G. Marchais a suivie en U.R.S.S. en compagnie de B. Jourdain dans la période comprise entre octobre 1956 et octobre 1957.

3) C'est ainsi que Paris-Match du 21 mars 1958, sous le titre « Georges Marchais soit allé en U.R.S.S. », nous apprend que G. Marchais a suivi une école en U.R.S.S. en compagnie de B. Jourdain dans la période comprise entre octobre 1956 et octobre 1957.

Dans Paris-Match du 28 mars, M. Robieux reprochait à la journaliste qu'il avait rencontrée de « lui prêter des considérations historiques erronées ». Mais maintenant pour l'essentiel l'information, avec moins de précision toutefois sur les dates : cela s'était passé, dit-il, « en 1958 ». La journaliste qui l'a interviewé maintenant de son côté son propos, affirmant qu'elle avait écrit pratiquement sous sa dictée, « J'ai écrit, écrit-il, en 1958, en lui demandant s'il était sûr des dates. Il m'a dit : « L'été 1958 » et il s'est retenu en U.R.S.S. en 1958 ».

M. Robieux se flatte aujourd'hui d'avoir « systématiquement refusé toutes les demandes d'interview ». Mais pourquoi a-t-il accepté de déjeuner avec un journaliste de Paris-Match ? Ignorait-il que la vocation d'un journaliste, ce n'est pas seulement d'écouter les propos, c'est de les publier ?

4) Il écrit qu'il nous a demandé l'autorisation de consulter les sources auxquelles nous nous sommes référés pour indiquer que ni G. Marchais ni B. Jourdain n'ont participé à une quelconque école en U.R.S.S. que ce soit en 1954, en 1955 ou à toute autre date.

Je l'autorise gracieusement à utiliser tous les documents parfaitement probants que l'Humanité a publiés à ce sujet.

En ce qui concerne l'A.O.I.P., l'entreprise qui travaillait B. Jourdain en 1955, il écrit qu'elle était « une coopérative agricole dirigée ou influencée depuis fort longtemps par le P.C.F. ».

Puis-je rappeler à un historien dont la « discipline est consacrée en science » que l'A.O.I.P. n'est pas une petite coopérative agricole mais une grande entreprise de type capitaliste qui emploie des milliers de salariés à Paris et en province ? Ses directeurs, qui ont le pouvoir exécutif, sont les représentants des intérêts des capitalistes. Les accusations qui portent contre eux M. Robieux risquent tragiquement de ternir la réputation d'hommes qui font partie du mouvement ouvrier et du mouvement communiste.

Il va de soi que M. Robieux peut leur demander de consulter les archives qui existent — ne le fera-t-il pas ? — dans toute entreprise, tenue de posséder des registres ou sont consignés au jour le jour les effectifs et les salaires, comptés les présences, les absences, les congés, les mutations, etc. Mais, si M. Robieux ne le fait pas, c'est qu'il ne veut pas connaître la vérité sur la vie de ces hommes.

Ainsi en me basant sur une série de données précises et concordantes, je suis parvenu à la conclusion que M. Robieux dans cette affaire a raconté l'histoire qu'il voulait.

Pour notre part, sans élément nouveau, cette lettre met fin à la controverse.

LA C.G.T. : le « phénomène le plus ignoble »

Le bureau de la C.G.T., dans une déclaration, le 26 mars, dénonce une nouvelle fois les atteintes aux libertés et aux droits sociaux, qui s'ajoutent à l'attaque contre les conditions de vie.

« La C.G.T. est concernée par la dégradation des mœurs politiques et le regain d'antiquitarisme qu'elle nourrit, et l'échec de l'élection présidentielle, pas plus que toute autre élection, où chacun a la pleine liberté de voter selon ses idées, ne saurait la contraindre à se taire sur quelque sujet que ce soit (...) ».

« La campagne engagée contre le secrétaire général du parti communiste français qui, par-delà la personne de Georges Marchais, accuse de collaboration les travailleurs français, contraints de travailler en Allemagne durant la deuxième guerre mondiale ou fait des prisonniers, des plus misérables des grands bourgeois, du patronat français, de l'occupant nazi, en constitue le phénomène le plus ignoble (...) ».

« Un coup d'arrêt doit être porté à cette situation qui, si elle devait se poursuivre, pourrait devenir propice à des aventures dangereuses pour l'ensemble des forces progressistes et, plus largement, pour le présent et l'avenir démocratique de la France. »

MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand espèrent de l'élection présidentielle qu'elle leur permettra d'atteindre leur but essentiel : gérer les crises ensemble. Ils se partagent le pouvoir. Or, déclare-t-il, il y aura un candidat communiste. Tout dépendra de son résultat. Si M. Marchais est élu, il aura le pouvoir. Si M. Marchais n'est pas élu, il aura le pouvoir. Si M. Marchais n'est pas élu, il aura le pouvoir.

Le secrétaire général du P.C.F. rappelle les propositions de son parti visant à assurer la transparence des hommes et de la vie politique. Il a dressé ensuite un bilan sévère de la politique menée par le Giscard d'Estaing et les politiciens du capital dans tous les domaines, de l'économie aux affaires internationales en passant par les questions sociales, la recherche scientifique et la culture, l'environnement, les droits de l'homme et la sécurité.

M. Georges Marchais rappelle les transformations préconisées par le parti communiste français et déclare : « Aujourd'hui, il est sous doute une question que vous vous posez : ce changement, par quelle voie y parviendrez-vous ? »

« A ce propos, le parti communiste apporte ces jours-ci une réponse. Cette réponse, certains journaux proches du parti lui ont demandé de la préciser. Elle est la suivante : le parti communiste ne veut pas abandonner la lutte pour la démocratie sociale, mais il veut la mener à son terme. Il veut la mener à son terme. Il veut la mener à son terme.

« Le dirigeant communiste a déclaré que « les partisans de la soi-disant eurogauche » sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ». Ils sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ». Ils sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ».

M. Marchais affirme que « les partisans de la soi-disant eurogauche » sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ». Ils sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ». Ils sont les « partisans de la soi-disant eurogauche ».

M. Marchais a déclaré ensuite : « Le parti communiste français reste indéfectuellement attaché à l'eurocommunisme, c'est-à-dire à la lutte contre le capital pour des transformations sociales, économiques et politiques capables d'ouvrir une issue

M. JOSPIN DÉNONCE LA « FLAMBÉE ANTISOCIALISTE » DU P.C.

M. Lionel Jospin, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré, jeudi 27 mars, au cours d'un meeting à Paris : « Dans la flambée antisocialiste que la direction du P.C. entretient contre les forces démocratiques, nous sommes prêts à faire bien des choses que de la vaisselle brisée, dans le style des années 50 (...) ».

« Regardez ce qu'était le parti socialiste, depuis quelques années, le refus des négociations étrangères ? Au feu. Une position équilibrée entre les blocs ? Au feu. La pratique de l'unité d'action ? Au feu. Les critiques des déviations du socialisme réel ? Au feu. Les liens d'unité avec le P.C. italien ? Au feu également depuis la rencontre Berlinguer-Mitterrand (...) ».

« MM. Camille Suhard et Pierre Gélert, conseillers municipaux P.S.U. de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), ont écrit, jeudi 27 mars, aux maires des villes de France, les liens d'unité avec le P.C. italien ? Au feu également depuis la rencontre Berlinguer-Mitterrand (...) ».

« Le dossier des fraudes électorales, de la suppression de la procédure de prise de partie du procureur de la République de la circonscription de Saint-Pierre engagée par M. Paul Vergès, secrétaire général du parti communiste français, le dossier relatif aux fraudes survenues lors des élections cantonales de 1974, qui était bloqué au ministère de la Justice depuis deux ans (le Monde du 13 mars), a été transmis au parquet de la Réunion. — (Corresp.) ».

LES USA-POURQUOI PAS ?

- 1- SÉJOURS EN FAMILLE - JEUNES DE 14 A 20 ANS. ETE : région de Boston, Washington, Houston, Denver, Florida, Los Angeles, San Francisco. Cours, activités, excursions, visites.
- 2- VACANCES ET STAGES LINGUISTIQUES EN UNIVERSITÉS AMÉRICAINES. Pour Adultes. Boston, New York, Berkeley et Miami.
- 3- BONS D'HÉBERGEMENT EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES OU HOTELS.

41 francs/jour - NASC/ECOM.

A découper et à retourner à FSL, 34, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. 637 16 23.

Nom _____ Prénom _____ Age _____ Adresse _____

Souhaitez recevoir votre brochure : Spécial Jeunes 10 - Study & Travel 20 - NASC/ECOM 30 M 12

LA PÉTITION « POUR L'UNION DANS LES LUTTES »

Une centaine de « collectifs » unitaires se sont constitués

La pétition « Pour l'union dans les luttes », lancée voici trois mois, a recueilli mille signatures, et ses initiateurs, observant le rythme selon lequel augmentait le courrier qu'ils recevaient, estiment que le chiffre de cent mille devrait être atteint assez rapidement. Ils évaluent à 20 % environ la proportion de signataires qui appartiennent au parti socialiste ou au parti communiste. A ceux-là s'ajoutent, dans une proportion de 10 % environ, les membres de formations d'extrême gauche et d'anciens militants du P.C.F.

Les militants socialistes et communistes sont relativement nombreux mais ceux qui n'appartiennent à aucune formation politique s'engagent en faveur d'un texte qui dénonce les « stratégies d'état-major ». En outre, dans le cas du P.C.F., les cadres politiques ne sont pas les seuls à adhérer à cette initiative qui, selon, par exemple, un communiqué de la fédération communiste du Gard, « est destinée à canaliser les orientations droitières du P.S. ».

D'autres fédérations du P.C.F. — celles de l'Hérault, de l'Aube et de la Loire-Atlantique — ont pris position officiellement contre la pétition. Ailleurs, ce sont les responsables de section qui mènent la campagne de dissuasion. Les socialistes, s'ils se déclarent le plus souvent favorables à ce mouvement, n'en sont pas moins méfiants. Ils tentent parfois de faire signer le texte de la pétition en l'accompagnant d'une déclaration favorable au Giscard d'Estaing. Les militants trotskistes de la Ligne communiste révolutionnaire (L.C.R.) et des Comités communistes pour l'antagonisme (C.C.A.) ont fait de la diffusion de cette pétition une de leurs tâches prioritaires, la L.C.R. faisant approu-

ver, par le biais d'un amendement, ses positions en faveur de la grève générale et de la « coordination des luttes ». Cette attitude provoque parfois des réactions assez vives de la part de signataires, qui dénoncent les « manipulations » de la L.C.R.

Les faits les plus remarquables sont l'écho rencontré par cette initiative parmi les militants syndicaux et la multiplication des comités et des « collectifs » qui réunissent, toutes tendances confondues, les signataires. On compte aujourd'hui une centaine de comités constitués dans toute la France, les départements du Sud étant ceux où ce mouvement s'est le plus développé (à Marseille, Toulouse, Montpellier et Grenoble, notamment). Les conseillers municipaux jouent souvent un rôle important, comme dans le Gard, pour diffuser le texte dans la population.

L'adhésion de nombreux militants syndicaux à ce mouvement amène les responsables des centrales à s'y intéresser. Plusieurs dirigeants de la C.G.T. n'appartenant pas au P.C.F., avaient signé dès la parution de la pétition. La direction de la C.F.D.T. a décidé de demeurer à l'écart, mais il semble qu'elle doive aujourd'hui tenir compte du fait que de nombreux cadres de cette confédération participent au mouvement. Quant à la FEN, son secrétaire général, M. André Henry, a demandé à rencontrer les promoteurs de cette initiative, qui mobilise de nombreux enseignants.

Les animateurs locaux et nationaux du mouvement s'interrogent sur la traduction qu'il pourrait avoir le 1^{er} Mai, soit que les comités unitaires participent en tant que tels aux manifestations syndicales, soit qu'ils appellent à y participer. — P. J.

Création d'un « Collectif d'initiative des juifs de gauche »

Plusieurs personnalités viennent de créer un « Collectif d'initiative des juifs de gauche », qui vise à lutter contre la « monopolarisation » et la « confiscation », par les institutions juives, au sein du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), de la « voix juive ».

Les signataires déclarent notamment : « Représentant d'un large éventail de sensibilités juives, le Collectif qui vient de se constituer a pour but de défendre les intérêts des organisations et partis existants — appelle l'opinion juive de gauche à s'exprimer contre la monopolarisation des institutions juives, et à faire entendre sa propre voix. »

« En un moment de crise nigé de la société et de la gauche, où le comportement des institutions et des organisations politiques continue, en dépit des aspirations nouvelles, d'être beaucoup trop marqué par l'entrainement (...) nous demandons à tous les juifs de gauche de se prononcer sur l'existence et la sécurité d'Israël et de son peuple (dont les intérêts ne sauraient être confondus avec la politique changeante des gouvernements israéliens) et de donner leur avis sur la dimension du judaïsme mondial. C'est pourquoi nous refusons toute centralité israélienne et toute obédience au « vie de l'Israël » ou du mouvement sioniste. »

« Les liens de fait créés entre le judaïsme mondial et Israël nous empêchent de nous en tenir à une position de non-pronciation sur la question israélienne que se manifeste le plus nettement la démission de l'établissement juif devant ses responsabilités. »

« Nous ne pouvons, en outre, nous tenir devant les pratiques discriminatoires vis-à-vis des Arabes en Israël (...) ».

Après avoir évoqué « l'insécurité croissante ressentie par les juifs de France face à l'aggravation jusqu'au crime de Médias, affaires H. Curriel et P. Goldman » et la « lutte pour l'élargissement des droits de l'homme en France et dans le monde », notamment pour la « défense des juifs soviétiques en butte à un antisémitisme ambiant encouragé par des pratiques d'extrême droite », les auteurs de la déclaration concluent : « Asses de centralisme et de délégitimation de pouvoir ! La crise actuelle d'une société en mutation implique la reprise en main par chaque groupe de ses potentialités, et leur réajustement dans la perspective d'une démocratie pluraliste ouverte à de nouveaux espaces de liberté. Continuons de ce que le judaïsme millénaire a réalisé et présentons nos meilleures valeurs de progrès. »

dominés par des notables et leurs clercs, sont fort peu démocratiques. De là, deux conséquences nocives :

1) Un conditionnement moral aliénant pour la population juive, dont les véritables aspirations restent ignorées.

2) La création, pour l'opinion française, d'une image unitaire et faussée de ce que sont et pensent les juifs de France.

« En France, juifs, juives qui ne sauraient s'opposer à l'époque du droit à la différence, nous tenons d'abord à assumer pleinement et par nous-mêmes notre identité juive. Et, tout cela, nous le faisons en nous appuyant sur la question israélienne que se manifeste le plus nettement la démission de l'établissement juif devant ses responsabilités. »

« Nous ne pouvons, en outre, nous tenir devant les pratiques discriminatoires vis-à-vis des Arabes en Israël (...) ».

Après avoir évoqué « l'insécurité croissante ressentie par les juifs de France face à l'aggravation jusqu'au crime de Médias, affaires H. Curriel et P. Goldman » et la « lutte pour l'élargissement des droits de l'homme en France et dans le monde », notamment pour la « défense des juifs soviétiques en butte à un antisémitisme ambiant encouragé par des pratiques d'extrême droite », les auteurs de la déclaration concluent : « Asses de centralisme et de délégitimation de pouvoir ! La crise actuelle d'une société en mutation implique la reprise en main par chaque groupe de ses potentialités, et leur réajustement dans la perspective d'une démocratie pluraliste ouverte à de nouveaux espaces de liberté. Continuons de ce que le judaïsme millénaire a réalisé et présentons nos meilleures valeurs de progrès. »

« Les liens de fait créés entre le judaïsme mondial et Israël nous empêchent de nous en tenir à une position de non-pronciation sur la question israélienne que se manifeste le plus nettement la démission de l'établissement juif devant ses responsabilités. »

« Nous ne pouvons, en outre, nous tenir devant les pratiques discriminatoires vis-à-vis des Arabes en Israël (...) ».

Après avoir évoqué « l'insécurité croissante ressentie par les juifs de France face à l'aggravation jusqu'au crime de Médias, affaires H. Curriel et P. Goldman » et la « lutte pour l'élargissement des droits de l'homme en France et dans le monde », notamment pour la « défense des juifs soviétiques en butte à un antisémitisme ambiant encouragé par des pratiques d'extrême droite », les auteurs de la déclaration concluent : « Asses de centralisme et de délégitimation de pouvoir ! La crise actuelle d'une société en mutation implique la reprise en main par chaque groupe de ses potentialités, et leur réajustement dans la perspective d'une démocratie pluraliste ouverte à de nouveaux espaces de liberté. Continuons de ce que le judaïsme millénaire a réalisé et présentons nos meilleures valeurs de progrès. »

- Lapin bariolé
- Lapin coté
- Mouton doré
- Lapin nature
- Pattes chevrons
- Chat d'Asie
- Patchwork
- Pattes Astrakhan
- Astrakhan pleins
- Astrakhan russes
- Murmél pleins
- Opossum nature
- Skungs
- Pattes Guanaco
- Astrakhan Swallow
- Chat d'Asie
- Lapin
- Chacal
- Pattes Astrakhan
- Agneau Toscan
- Mouton doré
- Astrakhan marocain

MANTEAUX : 1000

VESTES : 500

VESTES : 500

115

مكتبة الأمل

samedi 29 mars et jours suivants

GRANDE BRADERIE ANNUELLE DES FOURRURES DU NORD

MANTEAUX

	SOLDÉS	BRADÉS
Lapin bariolé	1150 F	650 F 380 F
Lapin côtelé	1250 F	720 F 430 F
Mouton doré	1850 F	1250 F 950 F
Lapin naturel	1650 F	1350 F 1150 F
Pattes chevrette	2650 F	1850 F 1450 F
Chat d'Asie	2750 F	1950 F 1450 F
Patchwork Pahmi	3450 F	2850 F 1850 F
Pattes Astrakan	2350 F	1650 F 1250 F
Astrakan pleine peau	2850 F	1650 F 1350 F
Astrakan russe pleine peau	4850 F	2750 F 2350 F
Murmel pleine peau	3750 F	2850 F 2250 F
Opossum naturel	3950 F	2750 F 2150 F
Skungs	4150 F	2950 F 2350 F
Pattes Guanaco	4850 F	3650 F 2650 F
Astrakan Swakara pleine peau	5750 F	4350 F 3750 F

VESTES

	SOLDÉS	BRADÉS
Chat d'Asie	1450 F	780 F 490 F
Lapin	920 F	780 F 570 F
Chacal	1750 F	1350 F 950 F
Pattes Astrakan	1850 F	1350 F 950 F
Agneau Toscane	1850 F	1350 F 950 F
Mouton doré	2150 F	1450 F 980 F
Astrakan marron	4350 F	3250 F 2850 F

MANTEAUX

	SOLDÉS	BRADÉS
Queues de vison	5850 F	4500 F 3850 F
Murmel	5850 F	4350 F 3150 F
Rat d'Amérique	5450 F	4250 F 3650 F
Rat d'Amérique Ranch, Dark	6450 F	5350 F 4750 F
Toscane	5850 F	4650 F 3750 F
Ragondin rasé	7850 F	6250 F 5350 F
Castor longs poils	7850 F	6250 F 5650 F
Renard gris	8750 F	7250 F 5750 F
Marmotte naturelle	9250 F	7850 F 7250 F
Astrakan Swakara		
qualité sup., col vison	8250 F	6950 F 5750 F
Renard bleu	12250 F	8750 F 8250 F
Vison dark allongé	12850 F	10750 F 8950 F
Vison pastel allongé	14250 F	12750 F 10750 F
Vison pleine peau	11650 F	9250 F 8750 F

VESTES

	SOLDÉS	BRADÉS
Renard bleu	5250 F	4650 F 4150 F
Vison et cuir	5850 F	4650 F 4350 F
BLOUSONS		
Lapin	370 F	230 F 120 F
BLOUSONS		
Kalgar réversible	1450 F	780 F 570 F
ANORAK Patchwork Pahmi	1450 F	1150 F 680 F

ARTICLES MIS EN VENTE UNIQUEMENT AUX FOURRURES DU NORD "LA FAYETTE"

	SOLDÉS	BRADÉS
MANTEAUX : Opossum d'Australie	4250 F	3450 F 1650 F
: Flancs marmotte	1750 F	1350 F 850 F
VESTES : Lapin rasé noir	850 F	580 F 340 F
VESTES : Pattes agneau des Indes	750 F	520 F 380 F
: Patchwork chat d'Asie	1250 F	650 F 480 F
: Lapin Nankin	1550 F	1150 F 650 F
: Castorette	1850 F	1480 F 950 F
: Mouton doré	2150 F	1450 F 980 F
: Coyote	4350 F	3250 F 2750 F

	SOLDÉS	BRADÉS
BLOUSONS : "Fantaisie" fourrure et cuir	320 F	150 F 100 F
BLOUSONS : Réversible flancs marmotte et flancs renard	1450 F	980 F 760 F

RAYON OCCASIONS

MANTEAUX et VESTES depuis	100 F
MANTEAUX astrakan bradés à	250 F

115, 117, 119 Rue LA FAYETTE
PARIS - 10^e
PRES GARE du NORD



100, Avenue PAUL DOUMER
PARIS - 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9 H. A 19 H.
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

cfdt

UN APPEL POUR LA VÉRITÉ HISTORIQUE ET LA LOYAUTÉ DES DÉBATS

Le Parti communiste développe des attaques de plus en plus nombreuses contre la C.F.D.T. et calomnie celle-ci et ses militants. Ainsi, à Belfort, le Secrétaire général de la C.F.D.T. — Edmond MAIRE — vient d'être accusé d'avoir « pacifié l'Algérie au lance-flammes et torturé les militants de la liberté ».

Nous n'acceptons pas que de telles accusations soient lancées contre la C.F.D.T. à propos de l'Algérie. La vérité historique c'est, au contraire, que les militants de la C.F.D.T., l'organisation syndicale elle-même, ont joué un rôle positif et courageux contre la torture, le colonialisme et pour la paix.

En signant la présente déclaration, nous entendons affirmer que le débat, condition de la démocratie, implique le respect de la vérité et qu'il exclut la calomnie.

Nous affirmons que l'essentiel actuellement est de tout faire pour que rien ne puisse accentuer la division des travailleurs, ce qui implique que la nécessaire discussion entre organisations syndicales et politiques de gauche soit ouverte et sans haine. Ainsi seront possibles la confrontation des idées, la relance de l'action et l'ouverture de perspectives d'avenir.

LISTE DES CENT PREMIERS SIGNATAIRES

Gérard ADAM, professeur au C.N.A.M. — Yves ARCADIAS, économiste — Raymond ARON, historien — Jean-Pierre AZÉMA, historien — Robert BADINTER, avocat — Henri BARTOLI, professeur à l'université Paris-I — François-Régis BASTIDE, écrivain — Michèle BEAUVILLARD, avocate — Jacques de la BOLLARDIÈRE, général, compagnon de la Libération — Etienne BOLO, ancien des réseaux de soutien au F.L.N. — François BORELLA, ancien vice-président de l'UNEF — Bernard BOUDOURESQUES, ingénieur — Claude BOURDET, journaliste, compagnon de la Libération — Pierre BOURDIEU, sociologue — Jean BOUVIER, historien — André BURGIÈRE, historien — Monique CAHEN, éditeur — Yvan CRAIPEAU, écrivain — Michel CROZIER, sociologue — André CRUZIAT, ancien animateur de « la Vie Nouvelle » — Robert DAVEZIES, ancien des réseaux de soutien au F.L.N. — Pierre DAIX, écrivain — Jean DANIEL, journaliste — Jacques DELORS, économiste — Jean-Marie DOMENACH, journaliste, écrivain — Tony DREYFUS, avocat — Jacques DROZ, historien — René DUMONT, agronome, écologiste — Jean-Marie DUPONT, ancien membre du bureau de l'UNEF — Jean DUVIGNAUD, écrivain — Jean ELLEINSTEIN, historien — René FALLET, écrivain — Jean-Pierre FAYE, écrivain — François FEJTO, journaliste, écrivain — Jean-Jacques de FÉLICE, avocat — Robert FOSSAERT, économiste — Michel de la FOURNIÈRE, ancien président de l'UNEF — Roger GARAUDY, philosophe — Pierre GAUDEZ, ancien président de l'UNEF — André GORZ, écrivain — Tiennot GRUMBACH, avocat — Hervé HAMON, écrivain, journaliste — Alain JOXE, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales — Jean-Noël JEANNENEY, historien — Georges KIEJMAN, avocat — Georges LAYAU, professeur de sociologie politique — Jacques LESAGE de la HAYE, sociologue — Jérôme LINDON, éditeur — Artur LONDON, écrivain — Jean MAITRON, historien — André MANDOUZE, professeur à l'université Paris-Sorbonne — Daniel MAYER, président de la Fédération internationale de la Ligue des droits de l'Homme, ancien ministre — Albert MEMMI, écrivain — Paul MILLIEZ, professeur de médecine — Yves MONTAND, comédien — Georges MONTARON, journaliste — Claude NEUSCHWANDER, ancien vice-président de l'UNEF — Claude OLIEVENSTEIN, médecin toxicologue — Paul PARISOT, journaliste — Hélène PARMELIN, écrivain — Edouard PIGNON, peintre — Frédéric POTTECHER, journaliste — Madeleine REBERIOUX, historienne — René REMOND, historien — Jacques RISPAL, comédien — Jean-Marc ROBERTS, écrivain — Denis ROCHE, poète — Pierre ROSANYALLON, économiste, écrivain — Patrick ROTMAN, journaliste, écrivain — David ROUSSET, écrivain, ancien député — Catherine SAUVAGE, artiste — Aimé SAYARD, journaliste — Laurent SCHWARTZ, mathématicien — Jorge SEMPRUN, écrivain — Simone SIGNORET, comédienne — Haraun TAZIEFF, vulcanologue — Paul TEITGEN, juriste — Paul THIBAUD, journaliste — Charles TILLON, écrivain, ancien responsable des F.T.P. — Jean TOULAT, prêtre, écrivain — Alain TOURAINE, sociologue — Jacques TRÉBOUTA, réalisateur de télévision — Pierre VIDAL-NAQUET, historien — Dominique WALLON, ancien président de l'UNEF — Michel WINOCK, historien — Jean ALIDIÈRES, ancien secrétaire national de la C.F.D.T. — René BONETY, ancien secrétaire national — Mme Veuve Alexandre CHAULET, ancien délégué confédéral en Algérie, député à l'Assemblée constituante algérienne — Gilbert DECLERCO, ancien membre du bureau national — Albert DETRAZ, ancien secrétaire national — Robert DUVIVIER, ancien membre du B.N. — René DECAILLON, ancien secrétaire général adjoint — Eugène DESCAMPS, ancien secrétaire général — Gérard ESPERET, ancien vice-président — François FRAUDEAU, ancien délégué confédéral en Algérie — André GLORIEUX, ancien membre du B.N. — Marcel GONIN, ancien membre du B.N. — André JEANSON, ancien président — Jacques JULLIARD, ancien membre du B.N. — François LAGANDRÉ, ancien membre du B.N. — Raymond LEBESCOND, ancien membre du B.N. — Jean MAIRE, ancien membre du B.N. — Raymond MARION, ancien membre du B.N. — René MATHEVET, ancien vice-président — Jacques MOREAU, ancien secrétaire national — René SALANNE, ancien secrétaire national — Simone TROISGROS, ancienne secrétaire générale adjointe — Paul VIGNAUX, ancien secrétaire général du S.G.E.N., ancien membre du B.N.

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA C.F.D.T. : Edmond MAIRE, secrétaire général — Jacques CHÈRÈQUE, secrétaire général adjoint — Georges BÉGOT, secrétaire national — Robert BONO, secrétaire national — Pierre HUREAU, secrétaire national — Jeannette LAOT, secrétaire nationale — Hubert LESIRE-OGREL, secrétaire national — Noël MANDRAY, secrétaire national — Albert MERCIER, secrétaire national — Michel ROLANT, secrétaire national.

Les personnes qui souhaitent soutenir cet appel peuvent le faire en écrivant à la C.F.D.T. - Secrétariat général - 5, rue Cadet - 75009 PARIS ou en téléphonant au : 247-71-21 ou 247-71-20 ou 247-77-19.

Les participations financières peuvent être envoyées à la C.F.D.T. - C.C.P. 283-24 T PARIS, en indiquant : « Pour la vérité historique et la loyauté des débats ».

مكتبة من الأصل

ACHETER PAS LA

SAMEDI AU BOURGET

M. Giscard d'Estaing veut « dialoguer avec les jeunes »

Le président de la République se rendra le samedi 29 mars, à 17 heures, à l'aéroport du Bourget pour « dialoguer » avec les jeunes. Cinq interlocuteurs ont été sélectionnés pour interroger M. Giscard d'Estaing sur les thèmes suivants : le cadre de vie, les droits de l'homme, la culture, les jeunes ruraux et le travail. Cette discussion avec le chef de l'Etat

sera ensuite retransmise partiellement et en différé par TF 1 à 19 heures. Des milliers de personnes sont attendues à cette manifestation organisée par le Mouvement des jeunes giscardiens. La chanteuse américaine Joan Baez donnera le soir un récital afin de recueillir de l'argent au profit de la cause des droits de l'homme pour l'organisation Human

ities International, dont elle est présidente. Elle s'est déclarée consciente de la possible « utilisation politique » de cette démarche, comme d'autres qu'elle a faites auparavant, mais estime qu'il n'y a pas à en tenir compte : ce qui compte, annus a-t-elle déclaré, est « la sainteté dans la vie, qu'il s'agisse de causes dites de droite ou de gauche ».

Des interlocuteurs choisis

Les cinq interlocuteurs qui ont été choisis par les directeurs de cabinet de cinq ministères différents pour représenter, face au président de la République, le samedi 29 mars, la jeunesse française, ne seront pas de simples faire-valoir : à l'exception d'Elisabeth Huppert, qui, en bonne comédienne, ne veut rien révéler de ses questions, pour préserver, sans doute, tous les effets de surprise, les quatre autres décrivent avec conviction les thèmes de leurs interventions. Mme Irène Kraut, avocat et membre du comité central de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), plaide l'abolition de la peine de mort, l'amélioration du statut des objets de conscience ou le droit à l'égalité devant la justice. M. Pierre Lebaillif, qui anime notamment le comité d'action pour le salaire, milite ouvertement pour une meilleure information sur le nucléaire, et pour une participation réelle des populations aux décisions. Il annonce qu'il interrogera le président de la République sur Plogoff.

M. Michel Fau, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), milita, « en syndicaliste », dit-il, contre la désertification des zones rurales et pour le développement de l'Europe. Enfin, M. Jacques Mégan, délégué général à l'Association pour la réhabilitation du travail manuel, et lui-même ancien travailleur manuel, affirme avec force le droit à la formation permanente et la nécessité d'une meilleure information. Les interventions, de quatre minutes et demie chacune, seront, semble-t-il, préparées, sèches et motivées. Le chef de l'Etat ne sera pas pour autant surpris de leur contenu : M. Charles Debbasch, conseiller technique de M. Giscard d'Estaing, les a réunis tous les cinq pour en débattre, et leur a demandé de déposer par écrit, avant le « dialogue », l'essentiel de leurs thèmes d'intervention. M. Kraut parlait déjà au passé, le jeudi 27 mars, de l'intervention qu'elle fera samedi. Rien n'a été laissé au hasard : M. Jean Seris, lui-même, un

des principaux conseillers du président de la République, a reçu un des interlocuteurs qui n'était pas tout à fait rassuré sur les conditions du dialogue. Le ton des interventions ne manquera pas d'être convenable : le plus jeune des cinq interlocuteurs, M. Lebaillif (vingt-deux ans), adopte déjà le ton du technocrate pour parler « du fossé entre les intentions et la pratique d'une intention qui ne suit pas », mais dénonce « l'exploitation du mythe de la jeunesse ». Le dialogue sera respectueux, car « quand le président parle, dit encore M. Lebaillif, c'est la France qui s'exprime ». S'il s'est proposé de venir, dit le président du C.N.J.A., ce n'est pas par hasard, mais à cause du sérieux qu'il se connaît. Tous les cinq s'expriment facilement, posément ; les trois hommes portent des cravates, l'une des femmes, l'avocat, porte, elle, un chandail à col roulé. Seule la comédienne apparaît proche, par sa décontraction, de la majorité des jeunes.

Il est vrai que ces cinq personnes ne prétendent pas représenter, à l'exception du président du C.N.J.A., autre chose qu'elles-mêmes. « Je ne veux pas savoir qui je représente », déclare même Elisabeth Huppert, avant de s'assimiler pourtant à « une certaine génération d'extrême ». « Il y a des jeunes tout de même à la LICRA », affirme M. Kraut. Pour quatre d'entre eux, les interlocuteurs du président de la République sont âgés de plus de vingt-neuf ans. Ils habitent tous, sauf M. Fau, qui a une ferme en Aveyron, à Paris. Enfin, il n'y a parmi eux aucun étudiant, aucun lycéen et aucun ouvrier. « Le samedi 29 mars, le président de la République dialogue avec les jeunes », lit-on sur de nombreuses affiches dans Paris. Mais les jeunes qui l'interrogent n'envisagent pas, semble-t-il, de parler de la drogue, du chômage ou de l'égalité des chances. Ils se déclarent tous « apolitiques ».

NICOLAS BEAU.

CORRESPONDANCE : L'ANPE et la Semaine de la jeunesse

M. Mornan Duhamel, responsable des relations extérieures de l'Agence nationale pour l'emploi, nous écrit : Dans le Monde du 25 mars, il était indiqué que le stand de l'ANPE, à la Semaine de la jeunesse, présentait, le samedi 22 mars, « plusieurs dizaines d'offres d'emploi » au lieu des « milliers d'emplois » promis par les organisateurs. Les offres d'emploi proposées

par l'ANPE ne constituent pas une réserve étendue, mais, pour l'essentiel, un flux alimenté jour après jour par les entreprises de la région. C'est ce flux qui est en partie dirigé vers le stand de l'ANPE, comme d'ailleurs vers ses agences locales d'insertion. France, grâce à un tel réseau à notre organisme central de Crétail. A l'ouverture de la Semaine de la jeunesse, il était normal que

seules soient proposées les premières offres arrivées. A la fin de la manifestation, la somme des offres qui auront été proposées atteindra bien « plusieurs milliers ». Quant à la « pancarte officielle » annonçant : « Les grandes entreprises sont au service de l'emploi » que vous auriez aperçue sur notre stand, elle n'y a jamais figuré.

Le bureau national du centre confédéral de la jeunesse de la C.G.T. dénonce la deuxième Semaine de la jeunesse comme une « parodie d'information au seul bénéfice du candidat Giscard d'Estaing ». Il dénonce l'« ostracisme des organisateurs de la Semaine » et exige « une organisation d'une réelle information de la jeunesse avec l'ensemble des organisations syndicales et politiques représentatives ».

POLICE

Les commissaires limiteront les contrôles d'identité aux cas d'infractions pénales

Les commissaires de police ne procéderont plus, désormais, à des contrôles d'identité en l'absence d'une infraction pénale. Ainsi en a décidé, jeudi 27 mars, leur syndicat, le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de police nationale, qui déclare : « Devant l'évolution récente de la jurisprudence, et en l'absence de textes précis, la commission exécutive (du syndicat) ne peut qu'en tirer les conclusions suivantes : toute infraction pénale, la police ne peut exiger la présentation des pièces d'identité, ni procéder à une conduite au pas ». Dans ce communiqué, les commissaires « rappellent que cette nouvelle orientation, en contradiction avec le désir exprimé publiquement de développer la prévention, va entraîner, au détriment de la sécurité des citoyens, l'abandon de cette mission assurée jusqu'à ce jour par les fonctionnaires de la police nationale ». A l'origine de cette décision, l'« affaire » survenue à Dole (Jura), le 3 mars 1978 (le Monde du 15 mars 1980). Ce jour-là, quatre personnes circulant à bord

d'une voiture sont interpellées par une patrouille de gardiens de la paix, qui les prient de décliner leur identité. Devant leur refus de présenter leurs papiers, les quatre personnes sont conduites au commissariat, et finissent par s'écarter. Toutefois, l'une d'elles portera plainte, quelques semaines plus tard, pour « détention illégale ». Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.), qui se réjouit de la prise de position du Syndicat des commissaires, indique qu'« il a récemment sollicité le directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice, afin que la chancellerie se prononce, non seulement sur le problème du contrôle d'identité, mais aussi sur l'irrégularité de nombreux actes de procédure accomplis par les policiers ». Cette déclaration fait notamment allusion à un autre conflit, qui oppose, chez les policiers aux magistrats dans les affaires d'expulsion, un commissaire parisien ayant été poursuivi, par une famille expulsée, pour « violation de domicile » (le Monde du 6 mars).

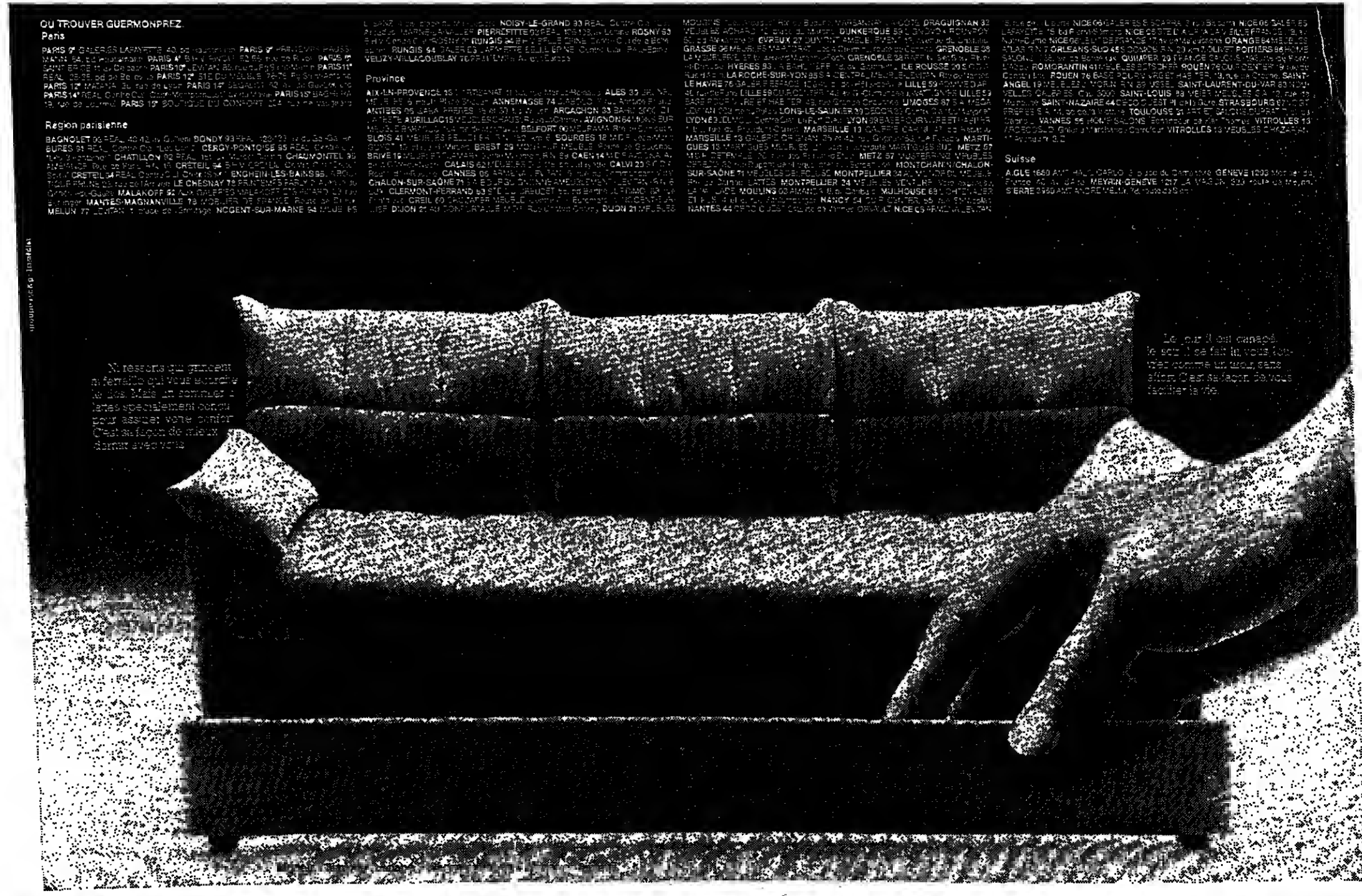
Retour à la loi

En principe, les contrôles d'identité dans la rue, le métro et les gares ne sont légaux que lorsqu'ils ont pour but la recherche ou la poursuite des délinquants. Ces opérations, dites de police judiciaire, autorisent les fonctionnaires de police à procéder à des vérifications d'identité dans le cas de crimes et de délits flagrants et les seuls officiers de police judiciaire lors d'une enquête préliminaire. Le conducteur d'un véhicule est, en outre, tenu de présenter ses papiers, mais pas ses passagers. Il faut distinguer ces contrôles de police judiciaire des opérations de police administrative qui visent à la protection ou au rétablissement de l'ordre public et, comme le rappelle le syndicat des commissaires de police, à la prévention. Les contrôles d'identité réalisés à cette occasion sont, en principe, illégaux. Ou plutôt l'étaient jusqu'à un arrêt Friedel de la Cour de cassation du 5 janvier 1973, qui a admis que, outre les

cas de flagrant délit et d'enquête préliminaire, les vérifications d'identité sont légales lorsque les « circonstances particulières l'exigent ». Contrairement à ce qu'affirme le syndicat, « l'évolution récente de la jurisprudence » ne pas dans un sens contraire. L'affaire de Dole, qui vise ce syndicat, est même, sauf erreur, l'exception qui confirme la règle. Ces dernières années, les cours et tribunaux ont plutôt eu tendance à interpréter de façon extensive la jurisprudence Friedel et à admettre la légalité de contrôles d'identité dont les conditions sont très éloignées des « circonstances particulières » visées par cet arrêt. La décision du Syndicat des commissaires de police est beaucoup moins « subversive » qu'il n'y paraît. Elle annonce, si elle est suivie d'effet, un retour à la loi dont les mauvaises habitudes prises par la police et les jurisprudence contestable, avaient fini par faire oublier l'existence. B. L. G.

HISTORIQUE
DÉBATS

ATAIRES




ACHETEZ LA FAÇON,
PAS LA MARQUE.

Charlotte est le premier campé-lit conçu comme un vrai lit. Avec un matelas confortable, suffisamment épais (11 cm) et large (180x140), et un sommier à lattes de bois qui assurent un meilleur couchage. Car Gérard Guermontpez a voulu que Charlotte soit plus qu'un simple lit d'appoint. En fait Charlotte est un très beau campé, élégant, confortable facile (sans courbes et ses accotements sont débroussables) dans lequel vous dormirez mieux. Quand on choisit un campé il faut savoir ce que l'on veut. Soit acheter un nom et choisir en vertu de ce qui se dit ou du qu'en dit-on. Ce qui n'est pas mieux. Ou bien s'attacher à ce que l'on voit, à ce que l'on touche. Et préférer la fonction, le confort, la facilité d'entretien, l'esthétique. En un mot la façon. C'est très exactement guermontpez Vous ne paierez que la façon.



Cherchez quelques H/F, 25 à 40 ans, qui aiment les vieux bateaux à voile, savent en partie naviguer, réparer, relater. Libre aux vils pour co-entreprendre activités de service.

Bureau n° 10190, « Le Monde » Pub., 5, rue des Halles, 75001 PARIS, Cedex 04.



VOLS A/R A DATES FIXES

TUNIS	780 F
ATHENES	980 F
NEW-YORK	1.800 F
BANGKOK	2.650 F
ABIDJAN	2.850 F
MEXICO	2.900 F
LIMA	2.950 F
COLOMBO	2.950 F
RIO	4.650 F
BALI	4.650 F

* Fret & Farrière.

Coopérative de développement touristique
54, cours Pasteur,
93000 BOBIGNY CE. T. 91-45-29.
30, rue Grégoire-de-Tours,
75006 PARIS. Tél. 333-13-44.
50000 LILLE. Tél. (33) 21-43-53.

L20 1197 A



Les Alpes côté soleil

VALLÉE D'AOSTE

Documentaire / Association Régionale du Tourisme, 11000 - AOSTA Italia.
ENIT 23, rue de la Paix, 75002 Paris.

NOM _____
ADRESSE _____
L20 2



La brochure qui sait raconter la Grèce

HERCULES est... vous transportera en Grèce, en vols spéciaux ou réguliers, où vous pourrez séjourner dans de merveilleux hôtels ou clubs, louer une voiture, faire une croisière sur les 5 merveilleux navires de la

HERCULES HELLENIC CRUISES en Grèce, Turquie, Égypte et Israël.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à l'Heracles.

HERCULES 28, rue de la Madeleine 75002 Paris. Tél. 264 02 01.

COUPON-RESPONSE
Je désire recevoir votre brochure « Grèce ».

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Découvrez l'Amérique du Sud

Los Angeles	3430 F
Mexico	2990 F
Bogotá	3990 F
Quito	3940 F
Lima	4590 F
Santiago	5850 F
Buenos Aires	5480 F
Rio	4820 F

EL CONDOR
28, rue Delambre, 75014 Paris.
Tél. 322.30.26.

* Via les USA.

Je souhaite recevoir votre documentation "Amérique du Sud".

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____



TCHÉCOSLOVAQUIE

NOMBREUSES FORMULES DE SEJOURS EN TOUTES SAISONS. Du 3 mai au 25 octobre 1980 : Prague (5 jours), Mariánské Lázně (8 jours), Hautes Tatras (8 jours). Excursions à Karlovy Vary, Pilsen, Bratislava, etc.

Renseignements et documentation pour vacances et week-ends dans toutes les agences de voyages et :

FRANCE-TCHÉCOSLOVAQUIE
9, bd Saint-Denis - 75003 PARIS
ORIGINAIRES DE
TCHÉCOSLOVAQUIE
43, rue de Valenciennes - 75001 PARIS
TRANSTOUR
48, avenue de l'Opéra - 75009 PARIS

OFFICE DU TOURISME
TCHÉCOSLOVAQUIE
32, av. de l'Opéra
75008 PARIS
Tél. 742.28.45

BRETONS ET IRLANDAIS AVEC SAINT-PATRICK

Les « cousins cornemuse »

Tous les ans, à l'occasion de la Saint-Patrick, fête du premier évêque et patron de l'Irlande, qui s'étend du 300 à 461, Brittany Forrás, compagnie maritime spécialisée dans les transports entre la Bretagne, l'Irlande et la Grande-Bretagne, propose aux Bretons d'aller participer aux festivités nationales. Des groupes musicaux et des délégations municipales traversent ainsi la Manche pour une « fête celtique ». Nous avons suivi un de ces groupes.

« C'est la culture » qui empêche la personnalité des peuples de s'exprimer. La culture, c'est le nez au vent et la queue de poisson en sautoir, c'est-à-dire dans un lieu où tout est organisé, où on ne peut pas briser. Notre musique est belle parce qu'elle nait du peuple et qu'elle est jouée par le peuple. » Forts de cette conviction, cinq cents Bretons ont traversé la Manche en bateau pour aller « faire la fête » en Irlande, à l'occasion de la Saint-Patrick, avec leurs « cousins celtiques ». Ils étaient venus de toute la Bretagne, avec leurs musiciens et leurs vieux chanteurs, parce que, « même si on ne parle pas la même langue que les Irlandais, on les comprend mieux que les Français ». Il y avait là Paul, dit « l'Amiral », marin sur un pétrolier ; Antoine, son copain ; Denis, le chanteur, instituteur dans une école de langue bretonne ; Paul, le musicien breton ; son amie la harpiste hollandaise venue faire ses études dans le Finistère « parce que la musique y est libre ». Il y avait aussi celui qui vendait une filature, l'étudiant, le directeur d'une coopérative. Bruns au visage rond et aux cheveux crantés, blonds et minces, roux et barbus, les yeux délavés comme si leur mer avait détreint dans leur regard, ils avaient tous un point commun : « Celles et ceux de l'Irlande », ils ne manquaient pas une occasion d'affirmer en passant, entre deux verres de bière et une chanson, leur opposition à la centrale nucléaire de Flamanville, leur révolte devant les marées noires qui viennent régulièrement lécher leurs côtes, et les « Gaulois qui ne sont pas nos ancêtres et qui nous ont colonisés ».

Déjà sur le bateau la fête avait commencé. Vers 4 heures du matin, la moquette et les banquettes du bar étaient jonchées de Bretons endormis après avoir repris en chœur le refrain des mélodies que le chanteur, d'une voix rauque, avait entonnées, et écouté le chant mélancolique des bombardes et accordeons.

Le lendemain matin, ils avaient été accueillis sur le quai par une formation irlandaise. Histoire de faire connaissance, ils avaient joué un morceau ensemble, puis ils étaient remontés dans leurs cars blancs et étaient partis vers Cork, Limerick, Galway, afin de

participer aux défilés de la Saint-Patrick.

Dimanche, à Limerick, l'International Marching Band réunissait les Celtes du monde entier. Les marches militaires des Irlandais, portées par le vent tout au long de la rue principale, s'élevaient mêlées aux mélodies grises des Bretons précédés par leur immense drapeau noir et blanc.

A Galway, la ville entière était mobilisée : la moitié de la population défilait, tandis que les Bretons commentaient le spectacle : des Irlandais passèrent, poussant des bruyettes et des instruments aratoires. Puis les chars arrivèrent, celui-ci à la

gloire de Guinness, celui-là véhiculant des religieuses, un autel et un volontaire déguisé en pape. Ce fut ensuite au tour des clubs féminins : les breuses se piquaient les doigts au moindre soubresaut du véhicule, les membres de l'association de gymnastique s'exerçaient. Des voitures endommagées incitaient les spectateurs à la prudence, et une armée de chaudières alignées prouvait qu'on pouvait « acheter l'Irlande ». « Ils font vraiment tout défilé, ici », avait dit quelqu'un, tandis qu'un autre répondait à un « pays » sorti du rang qui lui demandait pourquoi les Ouessantins n'étaient pas en uniforme : « Qu'est-ce que c'est l'uniforme breton ? Un sac de mazout et des bottes d'égoûtier ? »

Un air à faire pleurer la mariée

Le spectacle fini, tous les soirs la fête recommençait. On allait tout d'abord dans les pubs, puis, lorsque les portes des bars se refermaient, à 23 heures, on se retrouvait dans un de ces minuscules hôtels qui accueillent les Bretons. On sortait la harpe, la bombarde et l'accordeon.

Les Irlandais et leurs hôtes chantaient tour à tour jusqu'à ce que le jour vienne. On dansait, on parlait de la musique celtique « régionale » et non pas « folklorique », musique « triste parce que les Bretons vivent avec leur cœur, que leurs sentiments sont profonds, et que leur vie est dure : même le jour du

mariage, nous jouons un « air à faire pleurer la mariée ».

Lundi. Dans le car qui nous ramenait à Cork, on ne s'était pas ennuyé. Il avait déjà fallu des heures pour parcourir les 200 kilomètres qui séparent les deux villes, car le chauffeur, qui confondait les milles et les kilomètres, observait scrupuleusement les limitations de vitesse. Pour Antoine, qui voulait un kilil, on avait décroché les rideaux à carreaux de l'arrière, et avant de reprendre le bateau, une dernière tournée des pubs s'imposait.

Quelle meilleure occasion qu'une fête, un de ces moments

où le vernis social craque, où les particularismes s'affirment, pour parler de la « celtitude » ?

« Mes parents, croyant bien faire, m'ont appris le français, affirmait à retour un Ouessantin. J'en veux aux Français de m'avoir volé mes tripes, c'est-à-dire mes moyens d'expression. Mais les Bretons sont si indisciplinés qu'ils sont incapables d'accepter des « chefs », nous ne sommes pas un peuple conquérant... »

Alors ils protestent. Ils installent des montons sur le terrain de la future centrale de Flamanville. Ils parlent avec un humour noir de la marée de la même couleur. Le bateau de « l'Amiral » (6 mètres de long, une coque noire et blanche, aussi grande que lui) se nomme *Loisirs-les-dix*. Les Bretons ressemblent parfois à ce personnage d'Anouilh rétorquant à son interlocuteur pérorant, qui faisait le panegyrique des penseurs de la condition humaine : « Si l'homme doit sauter un four, est-il nécessaire qu'il saute conscient de sa véritable condition ? Elle aura d'un coup si peu d'importance... Moi, voyez-vous (...), forgerais-je plutôt de grandes hermines... »

Les roseaux chantants de la Bretagne ne tiennent pas une occasion, le samedi soir, à Pâques ou lorsqu'ils en ont envie, d'organiser un fest-noz. Et on y vient de plus en plus nombreux... en voiture.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.
* Brittany Forrás, dans toutes les agences de voyages.

Des bénévoles dament le pion aux marchands de voyages

(Suite de la page 17.)

Le succès du Point doit d'abord être cherché dans sa structure ultra-légère. Quatorze permanents d'origine alsacienne et lorraine acceptent d'être rémunérés — indemnisés, devrait-on dire — entre 1988 F, salaire du débutant, et 3800 F, salaire de M. Freund. Jusqu'en 1977, la vie en communautaire au siège de l'association était d'ailleurs la règle.

Le bénévolat demeure la pierre angulaire. Les « points contact » et les antennes organisent dans l'ensemble de la France des expositions, des projections, des débats ou des soirées de ski, en plus des permanences destinées à renseigner sur les voyages au long cours. « Ce sont ces cent cinquante bénévoles qui disposent du pouvoir suprême, explique Maurice Freund. Nous, les techniciens, nous voulons, lors de notre assemblée générale du 2 mars, faire payer 80 F de plus sur les charters France-Athènes (880 F aller-retour) aux périodes de pointe de l'été. Eux, les militants, ont décidé de ne pas faire payer plus cher l'arrivée de Bilancourt obligé de prendre ses vacances en août. C'est antimarché, mais ils nous empêchent de devenir de simples commerçants. Au Point, le consommateur reste le patron. » Les responsables ont dans l'idée d'abandonner le statut d'association pour celui de société civile coopérative de consommateurs.

L'association cherche à traiter systématiquement avec le prestataire moins disant. Par exemple, le repas servi en vol est facturé par une société mulhousienne 21 F quand les firmes spécialisées demandent 49 F. Par exemple, les super-ristourmes — « dessous-de-table » — consenties en dépit des règlements internationaux par les compagnies aériennes entrent dans le calcul final du billet.

Le Point ne cherche pas à économiser sur n'importe quoi. Il utilise les transporteurs qui lui semblent à la fois les moins onéreux et les plus efficaces, c'est-à-dire Air France, dont le service est impeccable, K.L.M., Swissair, Lufthansa et leurs filiales de charters. Il s'adresse jamais aux compagnies trop fantaisistes à son gré.

Dernier atout du Point : sa localisation. Situé à Mulhouse, à quelques kilomètres des frontières allemandes et suisses, disposant de l'aéroport international de Mulhouse-Mulhouse, il a pu profiter à plein des charters opérant au départ du territoire suisse. En s'associant avec des associations d'étudiants allemands et belges, il remplit aux deux tiers certains de ses vols affrétés grâce à la clientèle étrangère.

De tout temps, l'association savait que l'avion déterminait la qualité et le prix du voyage. Cela explique que, au moment où M. Gilbert Trigano, P.-D. G. du Club Méditerranée, menaçait Air France de créer sa propre compagnie de charters, le Point soit tombé, en 1978, dans le « piège » de la Société antillaise de transports touristiques (SATT). Il était tellement tentant de prendre 35 % du capital de l'unique compagnie française de charters long-courriers possédant de surcroît des droits de trafic sur les Antilles et l'Amérique latine !

Pépins techniques, fautes graves de gestion, incompatibilité d'humeur et de motivations entre de riches Antillais et des militants alsaciens, ont conduit la SATT à la déconfiture. Le passif de la société s'élevait à 30 millions de francs. Depuis l'été dernier, le Point s'est dégagé du point de vue du capital, mais il reste emprisonné par deux engagements

antérieurs : tout d'abord, il a promis en 1978, et pour six années, d'utiliser plusieurs centaines d'heures de vols annuels de la SATT. A l'heure où les scellés sont apposés puis ouverts par les créanciers de la SATT sur les deux Boeing 707, les responsables du Point vivent dans un état de « stress » permanent, ne sachant pas jusqu'à la dernière minute si les vols programmés vers Dakar ou Lima auront lieu.

Il y a plus grave. Le Point peut être appelé en garantie par les banquiers de la SATT jusqu'à concurrence de 6 millions de dollars. Dans le pire des cas, M. Freund a calculé que l'association devrait sacrifier la totalité de ses immeubles à Mulhouse, à Lyon, etc., retirés bénévolement par les militants et même le vieux chalet. Un crève-cœur.

Pour l'heure, le ministère des transports et celui des DOM-TOM essaient de mettre sur pied une solution de sauvetage de la SATT qui associerait M. Roger Albert, homme d'affaires antillais, la compagnie de charters moyen-courriers Aerotur et la Banque de Paris et des Pays-Bas. Le Point apportant la clientèle.

« Nous risquons de nous retrouver au point zéro », déclare Maurice Freund, qui se souvient de la « sale » affaire de Noël 1975. Le Point dut alors vendre ses Land-Rover et son camion pour combler le trou provoqué par l'annulation d'un vol charter entre Bâle et Agadès (Mali) sous la pression de la compagnie U.T.A. « Nous ne disparaîtrons pas pour autant avec notre patrimoine, précise-t-il. Mais nous serions surtout tristes parce que nos mésaventures démontreraient que le charter long-courrier reste impossible en France ! »

ALAIN FAUJAS.
* Le Point, 4, rue des Orpèlins, 68200 Mulhouse ; tél. : (89) 42-44-61.



Nous les Suisses félicitons de tout cœur Diogène d'avoir été si modeste. Nous avons toujours eu un faible pour quiconque savait philosopher et trouver son bonheur sur peu de place. S'il nous avait posé la question, nous lui aurions conseillé de percer une fenêtre dans son bonnet, bien sûr. Personne ne l'aurait privé de son soleil, et on en saurait davantage sur son habitation. Chez nous, c'est ainsi que cela se passe. Nous avons de nombreuses fenêtres. Elles donnent sur d'innombrables pièces.

Pour vos vacances. Vous trouverez en Suisse divertissements, sports, cures thermales, transports commodes et confortables (9000 km en train, bateau, autocar postal avec la Carte suisse de vacances), et vous verrez, en Suisse, la qualité ce n'est pas cher. Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 1100 rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742.45.45).

Soyez un hôte choyé en Suisse

هكذا من الأصل

Le I

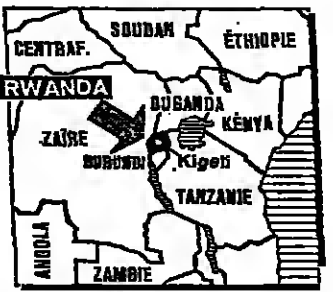
Le Maroc di

Une nu

Compagnie de voyages...
Les offres de vacances...
Les offres de voyages...
Les offres de tourisme...
Les offres de loisirs...
Les offres de culture...
Les offres de sport...
Les offres de santé...
Les offres de bien-être...
Les offres de détente...
Les offres de relaxation...
Les offres de massage...
Les offres de spa...
Les offres de thermalisme...
Les offres de tourisme...
Les offres de loisirs...
Les offres de culture...
Les offres de sport...
Les offres de santé...
Les offres de bien-être...
Les offres de détente...
Les offres de relaxation...
Les offres de massage...
Les offres de spa...
Les offres de thermalisme...

Le RWANDA : l'Afrique en habits verts

LE comble. Quitter Paris pour découvrir, après un vol de nuit de dix heures, sous un soleil ni plus ni moins que printanier, quelque chose comme le Suisse au cœur de l'Afrique. Le comble du dépaysement. Qui pourrait bien deviner le comble du dépaysement. Quand il faut sans cesse imaginer de nouvelles destinations pour touristes revenant de tout, le Rwanda aux mille vertes collines et au parfum d'inconnu ne manque pas d'avenir.



La surprise commence au moment où, l'avion amorçant sa descente au-dessus de la capitale Kigali, l'hôtesse annonce une température au sol de 18°. Elle redouble si le voyageur regarde par le hublot moutonner un patchwork de culture et de vivrières, ordonnées comme des jardins, et de champs de maïs, remplacés les cabanes à outils par des cases rondes à toit pointu.

Des plantations de thé et de café occupent un vert inattendu au proche voisinage de l'Équateur. Les terres ingrates et craquelées du Sahel sont loin, très loin au nord. Ici, l'eau ne manque pas, et c'est une altitude moyenne de 1 600 mètres le climat reste d'une agréable douceur toute l'année.

« Un climat pratiquement incomparable sur ce continent et

idéal pour le repos », nous dit M. Bende Lema, directeur de l'Office rwandais du tourisme et des parcs nationaux. « Avec un tel produit touristique nous sommes très concurrentiels et à même de présenter de nous lancer sur le marché international. C'est une question d'organisation. »

Or celle-ci demeure assez élémentaire, si l'ambition et le bon vouloir ne manquent pas. Le scénario est simple et évident. Comme dans d'autres pays africains — par exemple, le Sierra Leone il y a deux ans — la mise en service d'un hôtel de classe internationale autorise tous les espoirs. Le coup d'envoi est donné. C'est ce qui se passe à Kigali, où M. Gisard d'Estaling a inauguré l'hôtel Méridien, au mois de mai dernier, à l'occasion de la conférence des chefs d'États africains.

« Un fameux baptême du feu », se souvient M. Bernard Villot, directeur général de la chaîne des hôtels d'Air France. Un événement qui, en outre, attire l'attention sur ce petit pays enclavé entre le Zaïre, l'Ouganda et le Tanzanie dont le sort fut longtemps lié à celui du Burundi qui le borde au sud. Les deux États se trouvant sous la tutelle de la Belgique. Ils sont devenus indépendants en 1962. Chacun a une superficie comparable environ à celle de la Sicile.

La tourisme n'a pas dépassé la préhistoire : sept cents personnes en voyage à l'été 1978. En majorité des Belges, cela va de soi, des Allemands (l'Allemagne fut la première pul-

sance colonisatrice entre 1898 et 1916) et quelques Français. Qu'est-ce qui a bien pu les inciter à entreprendre ce long et coûteux voyage ? Vu d'avion, ce pays, c'est le Suisse. D'accord. Mais au sol qu'est-ce qu'il faut pour accueillir et retenir le touriste ?

Kigali, grosse bourgade qui n'est ville qu'à demi, hormis le classique marché coloré et son défilé de frêpes venues d'on ne sait où, ne présente pas de curiosités à voir à tout prix. C'est juste l'éclat du moment du débarquement et le moment de prendre place à bord d'une Land Rover ou d'un minibus pour aller visiter le parc national de l'Akagera, l'atout touristique majeur.

tion physique et une lambeuse dose de bonne humeur — les véhicules, souvent arrivés en fin de carrière, devraient être prochainement renouvelés. — le récompense se trouve au bout de 80 kilomètres de piste. Soixante chambres en bungalows, salle d'hôtes aux murs couverts de trophées, Gabiro est le confortable « camp de base » de la visite du parc.

Ce jour-là, notre colonne de neuf véhicules (trois jacks trop) a démarré bien après l'heure où les lions vont boire. Deux chasseurs d'images, en tête du convoi, en surent pourtant aperçu au loin dans les hautes herbes. Au télescope. Les autres ont dû se contenter de filmer des zèbres et des antilopes que notre équipe n'effleura qu'à demi. En admirant surtout l'immense savane, les marais et les lacs.

Près de la porte sud, un hôtel de soixante chambres comme à Gabiro vient d'ouvrir au bord du lac Ihema, le plus grand des six lacs du parc. Aïe, d'un gîte à l'autre, peut-on passer deux jours dans l'Akagera (du nom de la partie supérieure du Nil), qui, de l'avis des connaisseurs, n'est pas indigne des parcs du Kenya. Il est ouvert toute l'année, la meilleure saison pour s'y rendre se trouvant entre septembre et janvier. (En saison — il y en a deux — de fin septembre à la mi-décembre, et de février à juin,

les pluies ne sont pas défavorables comme habituellement dans les régions équatoriales.)

Le Rwanda, c'est encore, au nord-ouest du pays, le parc national des volcans, dont le plus élevé, le Kisihi, culmine à 4 507 mètres. On y rencontre les derniers gorilles des montagnes. On y fait l'ascension de la chaîne des volcans. C'est aussi sur le lac Kivu, Gisenyi, où le gouvernement construit un hôtel avec l'assistance technique de « Méridien », qui en prendra la gérance à l'automne de 1981. Rwanda Travel Service propose des séjours d'une semaine.

Le Kenya et le Tanzanie ouverts sur la mer ont leur clientèle propre. Ne parlons pas de l'Ouganda, dont le parc a été dévasté après les événements que l'on sait. La frontière du Zaïre est tantôt ouverte, tantôt fermée. La complémentarité à un voyage au Rwanda reste le Burundi, dont Bujumbura, déjà capitale du temps des Belges, bien reliée par avion avec Kigali, ne manque pas de charme au bord du lac Tanganyika. Mais, bien que les pistes des aéroports des deux capitales doivent être prochainement aménagées pour accueillir des « 747 », le temps des charters dans cette Suisse africaine n'est pas pour demain.

D'accord, diront-ils mieux. PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

Les derniers gorilles des montagnes

Une haute avenue de 250 000 hectares aux frontières de l'Ouganda et de la Tanzanie où vivent en liberté totale des dizaines de milliers d'animés sauvages. Des lions aux impatiens, en passant par les buffles, hippopotames, topis et phacochères. Sans parler de plus de sept cents espèces d'oiseaux. Il faut d'abord atteindre le gîte sauvage de Gabiro, à la limite du parc et de la réserve où le général major Juvénal Habyarimana lui-même ne dédaigne pas de traquer le buffle.

Le chef de l'État, c'est son privilège, s'y rend en hélicoptère. Les visiteurs moins illustres devront emprunter une piste revêtue par les pluies que les cheutes noirs prennent volontiers pour un circuit de rallye, sans ménagement pour les véhicules de leurs passagers. On y croise des camions de fort tonnage chargés de sel ou d'automobiles neuves venant de Mombasa, à 2 000 kilomètres de distance.

Mais, et ce parcours sportif demande une excellente condi-

Les pharaons en leur musée

FONDRÉ en 1889 par le Français Auguste Mariette, Louvre de l'égyptologie, science dont le français est la lingua franca, visitée chaque année par une majorité de touristes francophones, le Musée pharaonique du Caire n'avait pas de guide dans la langue de Champollion, à l'exception d'une liste mal taillée en 1968 dans la Description sommaire des principaux monuments, de Maspero (1), dont la dernière édition remonte à 1915.

Jean-Pierre Corteggiani, jeune égyptologue, détaché au Caire depuis plus de dix ans, conservateur de l'Institut français d'archéologie orientale, vient, d'une manière originale, de réparer cette lacune en publiant l'Égypte des pharaons au Musée du Caire (2). Au lieu d'essayer de nommer le plus possible d'objets parmi les cent mille qui sont répertoriés (à titre de comparaison, le Louvre compte environ douze mille pièces pharaoniques) dans le vaste ophar-

naux qu'est le Musée du Caire, l'auteur a pris le parti de choisir dans les collections égyptiennes cent vingt pièces célèbres ou inconnues, mais toujours de bonne facture ou représentatives — depuis un poignard protohistorique en pierre et or jusqu'à la statue d'« Aménemhat » en grès du prince nubiens Maléti, du début de notre ère, — et de les raconter, les expliquer avec un savoir qui, quand il le faut, laisse sa place à l'humour ou à l'anecdote.

Grâce à ce livre-guide, le visiteur néophyte aura quelques solides points de repère dans la jungle de pierre du Musée du Caire. Quant à l'habitué de ce haut lieu, il pourra découvrir

certaines trésors cachés derrière une colonne ou dans un coin sombre, comme la statue en cuivre du roi Ptolémée, unique en son genre dans l'art pharaonique, ou les simples outils en bois et calcaire d'architectes de la dix-neuvième dynastie.

L'Égypte des pharaons est précédée d'un prologue sur l'histoire mouvementée du Musée du Caire et suivie d'un glossaire et d'un index. Le besoin d'un tel ouvrage pour le public cultivé, mais non spécialiste, visitant à longueur d'année l'un des centres d'art les plus riches du monde, se faisait à tel point sentir qu'une version allemande du guide de J.-P. Corteggiani a déjà été réalisée, tandis que des éditions anglaises et arabes sont en préparation.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le Maroc direct AVEC VOTRE VOITURE ET LE CAR FERRY

Renseignements toutes agences de voyages : COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R. SNCM PARIS - 75009 - 12 rue Godot de Maury

DEMANDEZ NOS PROPOSITIONS CIRCUITS ET SÉJOURS

Le Haut-Atlas marocain à dos de mule

Une expédition à dos de mule au cœur du Haut-Atlas marocain est organisée par l'association Les randonnées sauvages de l'Habitat. Quinze participants parcourront 350 kilomètres jalonnés de cols, de gorges et de torrents. Séjour : du 22 août au 7 septembre. 5 900 F tout compris.

* Les randonnées sauvages de l'Habitat, 48170 Châteauneuf-de-Randon, tél. 16 (67) 47-98-18.



Une nuit suédoise vaut 69 F

Gagner des jours de vacances, c'est facile ! Les chèques-hôtel ne coûtent que 69 F. Vous les achetez lors de la réservation de votre aller-retour Amsterdam-Göteborg à bord des paquebots Tor Line.

Avec les chèques-hôtel, valables dans plus de 400 hôtels suédois, vous économisez sur votre séjour et vous ne transportez pas d'argent liquide.

TORLINE OFFICE DU TOURISME SUÉDOIS

CHEQUES-HOTEL La Suède en liberté.

Brochure sur demande à l'Office du Tourisme Suédois : 11 rue Payenne - 75003 Paris.

POUR L'ANGLETERRE

CAR FERRIES

Sealink

AÉROGLISSEURS

Seaspeed

A bord des car-ferries Sealink vous êtes à l'aise dans les salons ou au bar. Votre voiture trouve sa place dans les vastes garages du navire.

La boutique "hors taxes" vous offre à des prix avantageux : cognac, parfums, cigarettes, whisky...

A bord des aéroglisseurs géants Seaspeed pour passagers et voitures, des hôtesses vendent des produits "hors taxes" pendant le vol d'une 1/2 heure environ.

Des tarifs réduits sont offerts à tous pour les petits séjours en Angleterre de 24 heures à 5 jours ainsi qu'au 3^e âge et pour les caravanes.

Enfin, depuis le 1^{er} mars, sur les car-ferries, les voitures et camping-cars de plus de 4,30 m ne paient que pour 4,30 m. Profitez-en.

Pour vos traversées, vous pouvez choisir détente ou vitesse : 7 lignes de car-ferries et 2 lignes d'aéroglisseurs.

Demandez la brochure 80 dans les gares et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou retournez le coupon.

Sealink Seaspeed SNCF

3 rue Ambroise Paré - 75010 Paris

NOM _____

ADRESSE _____

SNCF

Une bonne adresse !!!

LIDO DI JESOLO (VENEZIA) 30017 - HOTEL TERRA MARE
TEL. 0421/91973 - Construction moderne à 10' de la mer - Gérance
de famille - Parking et plage privée - Toutes les chambres avec
douche, w.c. et balcon vue mer. Pension complète tout compris
(T.V.A. comprises):
3/4 7/5 LIRE 15.000.
1/6 5/7 et 22/8 27/9 LIRE 17.500.
5/7 22/8 LIRE 22.000.

هكذا من الفصل

LES PÉLERINS LES LAISSAIENT AUX ABORDS DE LA SOURCE SACRÉE DES ROCHES

Les ex-voto de Chamalières

CLERMONT-FERRAND. Les pèlerins qui se rendent au musée Bargoin, dans la capitale régionale, ont découvert une exposition exceptionnelle : celle des ex-voto datés du premier siècle laissés par les pèlerins aux abords de l'antique source sacrée des Roches, situées sur la commune de Chamalières.

Au siècle dernier, au cours des travaux entrepris sur le site de la source des Roches, on découvrit des pièces de monnaie à l'effigie des empereurs romains Constantin, Auguste, Tibère et Néron, ainsi que quelques pièces de bois figurant des bras et des jambes. On pensa alors à des ex-voto : ces premières découvertes semblent avoir été perdues : l'affaire en resta là. Il faudra attendre 1968 pour que des travaux plus importants sur un chantier de construction permettent la mise au jour, au fond

d'une tranchée, de pièces de bois diverses. La direction des antiquités historiques d'Auvergne est alors prévenue. Une fouille est organisée : elle durera trois mois. Un géologue, des archéologues, plusieurs professeurs d'histoire et des étudiants vont travailler là pour sauver plusieurs centaines de bois gallo-romains. Le résultat dépassera les espérances de tous ceux qui sont attachés à l'entreprise : c'est plus de huit mille objets qui seront photographiés sur le site, répertoriés, classés, conservés, étudiés par les Antiquités historiques.

Au musée Bargoin

Ce que l'on pensait est confirmé : il s'agit bien d'ex-voto déposés là par des pèlerins venus par milliers à la source sacrée

des Roches, pour boire ou se baigner dans l'espoir d'un soulagement ou d'une guérison. Avant de partir, ils déposaient et laissaient sur place le témoignage de leur vœu ou de leur gratitude, sous la forme d'une sculpture de bois représentant une main tenant une offrande, une jambe, la statuette d'un personnage en pied et plus intéressant, des bustes et des visages, masculins ou féminins, dont certains sont remarquables.

Le pèlerinage ayant cessé avant la fin du premier siècle, la végétation a envahi le site de la source sacrée : les objets protégés par la boue humide et par les émanations de gaz carbonique se sont ainsi conservés pendant dix-huit siècles enfouis sous terre.

Extraites de la boue salatriée, les ex-voto risquent de se dessécher, de se fendre et d'être dé-

truits. Ils ont donc été dans un premier temps conservés dans l'eau aux Antiquités historiques d'Auvergne en attendant un traitement approprié nécessaire à la conservation définitive. Ce traitement consiste à imprégner les ex-voto anciens de résine synthétique qui consolide les bois, et permet de les montrer sans risque, dans une exposition, à l'air libre et en pleine lumière. Grâce à ce procédé, les découvertes les plus remarquables faites à la source des Roches, et, en particulier, les différents bustes et visages, portraient étonnants, de femmes notamment, venus du premier siècle, sont visibles au musée Bargoin de Clermont-Ferrand après être restés de longues années au secret.

Les découvertes de la source sacrée auvergnate prennent place à côté de celles des sources de la Seine ou des fontaines salées de Vézelay, mais, par le nombre des ex-voto mis au jour, elles dépassent toutes les découvertes précédentes. Il ne reste qu'une inconnue : le nom de la divinité guérisseuse vénérée et implorée à Chamalières au premier siècle.

CHRISTIAN LASSALAS.

Le Nord redore ses caps

(Suite de la page 17.)

C'est, à la vérité, une expérience originale qui va commencer sur les caps. « Nous lançons un prototype d'aménagement », dit M. Collin, et nous devrons ensuite le vendre au gouvernement. L'idée est à la fois de réhabiliter et de préserver le site naturel et de maîtriser la fréquentation touristique en l'organisant.

Là, comme ailleurs, il faut tenter de résoudre cette énorme contradiction selon laquelle il faut protéger la nature tout en appelant chaque année des milliers de vacanciers à venir en profiter. « Nous appelons les touristes », dit un maître, mais en même temps, nous les redoutons. Ici, on est bien décidé à innover et en plein accord avec les élus locaux. Les touristes se concentrent sur la frange littorale et ignorent totalement l'arrière-pays rural qui est, au demeurant, fort beau. Comment diriger vers l'arrière-pays une partie des touristes pendant une partie de leurs vacances ?

Cela suppose sans doute, la création de parcours cyclistes ou pédestres, des zones d'accueil

et... des parkings. On rejette catégoriquement les grandes plates-formes en béton qui tuent la nature ; on veut ici des parcs paysagers et même, plus encore, on envisage avec les agriculteurs d'utiliser certains terrains provisoirement libérés de cultures pour accueillir les véhicules. Quand le touriste s'en ira, le parking disparaîtra lui aussi. Car on a acquis cette conviction : on ne peut pas sauvegarder le site sans une agriculture très active.

Déjà, des projets se multiplient. Il convient surtout et rapidement d'engager de façon méthodique de grandes plantations d'oyats pour bien fixer le nouveau des dunes dans certaines zones. Puis, dans chaque secteur précis, avec le concours des élus, le chargé de mission devra faire le point de toutes les actions, grandes ou modestes, en cours ou à envisager. Une action très poussée auprès des visiteurs a déjà été lancée. Elle intègre une signalisation adaptée et une série de publications sur les éléments constitutifs du site (milieu naturel, faune et flore très variées, formation géologique de cette « boutonnière jurassique »

quest le Boulonnais). Au fur et à mesure des réalisations, apparaîtront la nécessité d'une gestion coordonnée et sans doute celle de l'acquisition de terrains. L'accord des communes est acquis, mais il est évident — et cela se vérifie sur tout le littoral français — qu'elles n'ont pas les moyens d'apporter un concours pécuniaire. Que peut donner, par exemple, une commune comme celle d'Eschaleux, qui, avec 350 habitants, a un budget de 210 000 francs ? Et même, que peuvent offrir des communes de 500 à 1 000 habitants, comme c'est le cas sur le territoire des caps ? Les élus locaux affirment tout simplement et sans complexe : « Un site national doit être financé par l'Etat. »

Cela n'exclut pas la participation régionale. L'aide du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais est effective. Elle l'est d'autant plus qu'en 1977 le conseil régional a créé l'association Espace naturel régional, dont le siège est à Tulle. C'est dans les locaux de ce service — une cellule unique en France — que dirige M. François Letourneux, dans un quartier du Vieux Lille, que sont préparés les dossiers. Celui du cap a été visible rapidement au terme de nombreuses visites sur le terrain.

Le Nord-Pas-de-Calais a donc répondu le premier à l'invitation lancée par la délégation à la qualité de la vie en 1978 en faveur d'une politique des grands sites. Il en est une cinquantaine en France, dit-on. Celui des caps Gris-Nez et Blanc-Nez est le premier à avoir décroché officiellement ce nouveau label.

GEORGES SUEUR.

PASSEZ EN AMERIQUE DES VACANCES AU-DESSUS DE VOS MOYENS !

Profitez du cours favorable du dollar pour visiter l'Amérique et faire du "shopping" à bon marché.

Vois aller et retour de Paris à Paris à partir de :
New York : 1.990 F Los Angeles : 3.800 F
Montréal : 1.990 F San Francisco : 3.800 F

Jet'am La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.

Jet'am AIR FRANCE

Pour en savoir plus.
Bon pour 1 catalogue et 1 guide gratuits de Jet'am, printemps/été 80, et la liste des agences Air France Tourisme, Havas Voyages et des 1.200 agences de voyages recommandées par Jet'am.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

A renvoyer à AJP, Conseil-Jet'am - 53, rue Ste-Anne - 75002 Paris.

MAISONS DE VACANCES Bretagne - Aquitaine



JEAN JACQ GmbH
Alexanderstr. 25 a
D - 600 Düsseldorf

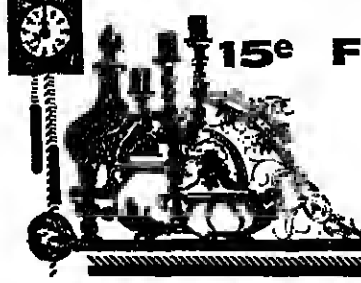
1.000 belles villas
sélectionnées pour vous
Location à la semaine.
Demandez l'envoi gratuit
du catalogue à notre bureau
d'information :

JEAN JACQ GmbH
18, rue du Faubourg-de-Pierre,
67000 STRASBOURG.
Tél. (06/88) 32-77-10 Telex 800770.

LA TOUTOUTERIE

43, passage Jouffroy, 75009 PARIS
Tél. 246-08-20

Articles en tous genres pour chiens,
chats, oiseaux et poissons
« Le plus ancien magasin
pour chiens de Paris »

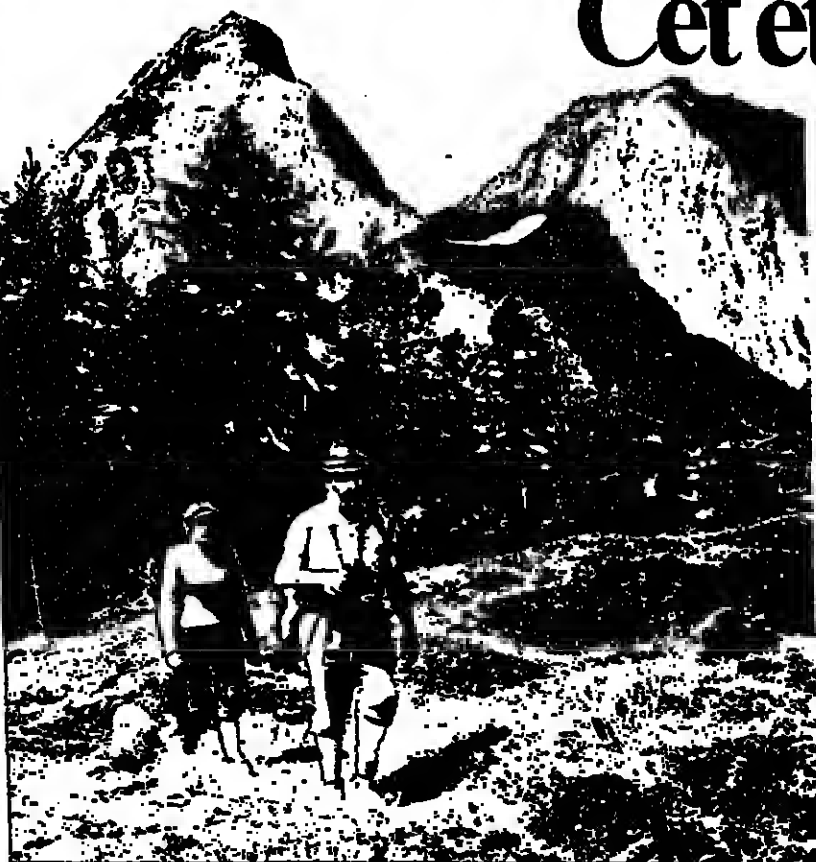


15^e FOIRE A LA BROCANTE

THORIGNÉ-SUR-DUÉ (Sarthe)
RN 23 - RN 827 - D 302
entre LE MANS-VIBRAYE - LA FERTÉ-BERNARD
SAMEDI - DIMANCHE - LUNDI DE PAQUES

MEUBLES ANCIENS - BIBLOTS DE QUALITE

Cet été emmenez vos pieds en Autriche.



Devinez quel est le sport national en Autriche : Vous pouvez y jouer tout seul, à deux, comme à vingt.
Vous pouvez doubler à gauche ou à droite : Vous n'obéissez à aucune règle stricte. Vous pouvez rire, manger, boire et vous faites la mi-temps quand ça vous chante. De toute façon, à l'arrivée, il n'y a que des vainqueurs.
En Autriche, c'est comme ça qu'on aime la randonnée.

Pour recevoir une documentation complète sur l'Autriche, renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Office National Autrichien
du Tourisme
12, rue Auber, 75009 PARIS

AUSTRIAN AIRLINES



Des vacances dans LE TRENTINO c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur.

Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville. Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme. Accueil et équipements spécialisés.



PROVINCIA AUTONOMA
di TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so II Novembre, 132-4
38100 Trento - Tel. 0461/00000

OFFICE NATIONAL ITALIEN
DE TOURISME (ENALTY)
23, rue de la Paix - 75002 Paris
Tel. 266.96.68
ou chez votre agence de voyage.

Vacances en Bavière de A à Z.

Toute la Bavière en 72 pages, par le texte et l'image, images en couleur naturellement, c'est ce que vous offre la brochure «Bavière-Informations». Pour que vous puissiez mieux préparer vos vacances, pour que vous sachiez ce qui vous attend et où. Cette brochure vous dit, où vous pouvez faire des randonnées de haute montagne, de la natation, de grandes promenades à travers les calmes forêts et les prés colorés, où se trouvent châteaux de contes de fées, fiers châteaux forts, villes romantiques et villages pittoresques à la réverie. Elle vous indique aussi, où sont les villes d'eau et les stations thermales efficaces, où vous pouvez assister, en Bavière, à des fêtes et à de nombreuses manifestations folkloriques et culturelles. Demandez de suite cette brochure afin que vos précieuses semaines de vacances soient aussi pour vous les plus belles.



Office National Allemand du Tourisme,
4, Place de l'Opéra F-75002 Paris, Tél. (01) 47420438
Landesfremdenverkehrsverband Bayern,
Postfach 20 09 29, D-8000 München 2, Tél. (089) 597347-48

Venez en Bavière

Sous le soleil de Calabre
il y a le monde
qui te plaît.

Plaisirs de la table

« Debout devant le zinc... »

J'ETAIS l'autre midi Au Saut-gnon (80, rue des Saints-Pères, tél. 548-49-02). L'ami Vergès, « venu de Salers jusqu'ici », tallait dans les miches de pain Poilâne, tartinaient de beurre, ajoutait jambon de pays où lamelles de cantal. Les arrivants se pressaient, aux tables et au comptoir, commandant qui un saucisson, qui un quincey, qui un saint-émilion. Il y avait là des employés, des vendeuses du quartier, déjeunant d'un ou deux sandwiches, d'un ou deux verres de vin, d'un fromageon de chèvre admirable ou d'une tarte aux

pommes également éignée Poilâne. Et je trouvais sur les visages des sourires, dans les regards des lueurs. Comme cela changeait d'avec les pils au front et l'air ennuyé des grégaires de snacks ! C'est que, ici, ils mangeaient bon et sain, simple et vrai !

Ils sont quelques-uns comme cela à Paris, cuisinant gentiment le terroir, achetant leurs vins au vigneron. Au Tabac Henri-IV (13, place du Pont-Neuf, tél. 354-27-80), ce sont les vins de Loire, avec aussi, pour justifier l'enseigne, un jurançon demi-sec qui « va » avec le saucisson du Lot. Au Rubis (10, rue du Marché-Saint-Honoré, tél. 261-03-34), à l'heure méridienne, c'est jusque dans la rue que se pressent les familles de Léon Goin, dont les plats chauds rapides sont très demandés. Du coteau du Layon aux bordaux, la cave est fournie, et, venu en voisin, M. Bourdon apporte quelquefois une andouillette de chez

lui (Maison Châpeville), diplômée de l'A.A.A.A.A., et que Mme Goin pose vivement pour notre plaisir.

Au Petit Bacchus (13, rue du Cherche-Midi, tél. 544-01-07), il n'y a qu'à traverser la rue pour être à la source boulangère (Poilâne est en face). On déguste et on emporte de gentilles bouteilles (c'est là que l'on retrouve le vin de Boudes) avec des charcuteries d'Auvergne et les fromages d'un des bons fromagers de Paris, M. Barthélemy.

La coupe du meilleur pot

A la Cloche des Halles (28, rue Coquillière, tél. 324-83-80), P.C. de mon gourmand ami Michel Ploik, le jambon cuit à l'os de Gérard Rougier et la tarte Tatin suffiraient à servir le gourmand. Bons brouillis et côtes-da-rhône, entre autres.

On vient de donner la Coupe du meilleur pot Au Père tranquille (30, avenue du Maine,

tél. 222-88-12), dont l'écœ, après travaux, est désormais facile. Quelle bonne maison ! Jean Nouygrat aime la Touraine lorsqu'elle s'appelle marionnet, le saumur et le champagne. Un plat du jour, des terrines « maison » et une mousse au chocolat.

Il y en a d'autres, depuis la Tartine (34, rue de Rivoli, tél. 272-76-85) jusqu'aux Négo-cians (27, rue Lambert, tél. 606-15-11). Mais une place à part revient à Ma Bourgoigne (133, boulevard Haussmann, tél. 359-50-61), où Louis Prin, outre-comptoir, sert aussi, à midi, des repas bien honnêtes à la carte. Les beaux quartiers conquis par le vin « ouvert » (comme on dit en Suisse), c'est un succès !

LA REYNIERE

ELYSEE AND C°

C'est une chaîne hôtelière restaurant et parisienne, pour l'instant deux « 4 étoiles N.N. » avec l'Elysée-Madison et le Baltimore. Trois « 3 étoiles N.N. » avec le Camartin, l'Elysée-Basano et l'Elysée-Panthéon (en travaux celui-là).

Seul le Baltimore a son restaurant. C'est l'Elysée Royal (18 bis, avenue Kléber, tél. : 553-82-33). A présent qu'on a « relevé » la lumière (ce qui permet d'admirer les très jolies fresques « années 30 » de Deca-rie), on appréciera mieux la cuisine du chef Bontier, son excellente salade tiède de saint-jacques à l'huile de noisette, ses fonds d'artichaut et avocats aux noix, ses crûtes cocotées aux écrevisses, le rognon de veau à l'écorce d'orange, etc. Jusqu'aux desserts (excellente pâte chandelle aux pommes). — L.R.

Miettes

● C'est un bon « nouveau » de banlieue que ce Moustier (à Milly-la-Forêt). Mais, c'est au client de le dire et non pas à son animateur, qui m'écrit : « C'est un événement important, car, d'entrée, cet établissement prend sa place parmi les plus grandes tables de France. » Bigre ! Des plus grands, au tout cas, pour le montant des additions !

● Mme Allegrier, propriétaire du Lucas-Carton, vient d'être nommée, au titre de la table, « Personnalité de l'année ».

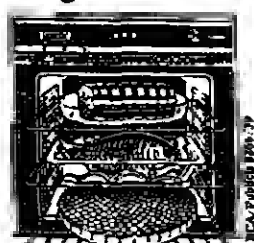
● Dans Cordons bleus, organe de la Commanderie des cordons bleus de France (n° 19), excellent article de M. Joseph Ramaux : « A propos de la nouvelle cuisine. » On peut y lire : « Je ne crois pas que le métier de cuisinier soit grand de cette période où la publicité embellit le contenu de ses grandes assiettes fourre-tout. » Et il ajoute que le potage aux truffes, fameux depuis son apparition lyonnaise, existait déjà au dix-neuvième siècle. En mieux !

CUISINE

Tout sur les fours Pyrolair

au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four-Pyrolair cuit plusieurs plats ensemble « à la française » sans imprégnation d'odeurs et il se nettoie seul moins souvent que d'autres. Sachez pourquoi et comment en appelant directement Scholtes au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.



Scholtes 4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

Rice gauche

La Cour Saint Germain
LA PERFECTION DANS LA SIMPLICITÉ
(PARISCOPE 3.02.80)
101, rue St Germain, 75006 Paris - 225.25.83

BRASSERIE LUTETIA 544.38.10
23 RUE DE SEVRES - PARIS 6°
1 Entrée avec fruits de mer + 1 plat + 1 dessert service inclus 64 F
Prix moyen à la carte 75 F
NOUVEAU DECOR

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
Autre PERSAN et son vin - Foie Gras - Dinde - Canard - Oie - Bœuf - et autres spécialités de la cuisine
Le Münche
HUILES, COGNAC, LIQUEURS
25, rue de Valenciennes - Paris 6°

le ciel de Paris
le Restaurant du 56^e étage de la Tour Montparnasse
SON MENU SUGGESTION 100 F, compris déjeuner à partir de 12 h
DINER à partir de 19 h
Menus de groupe sur commande
538.52.35
33, avenue du Maine (15^e)
Parking sous la Tour

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALLEMANDE
Cuisine jusqu'à 12 heures du matin
Choucroute
Fruits de mer toute l'année
Avec du bon vin d'Alsace
23, rue de Valenciennes - Paris 6°
Tél. : 225.25.83

D'CHEZ EUX
2, avenue de Lowendal
Paris 7^e - 705.52.55
● Son accueil
● ses fameux hors-d'œuvre
● sa cochenaille, le foie gras d'oie, écrevisses à la nage
● ses plats de tradition
● son cassoulet, confits, grillades
● sa farandole de desserts
● alcool de prune flambée

La Bourgogne
C. et J.F. JULIEN
Cuisine traditionnelle
SPECIALITES REGIONALES et ses VINS
6, av. Biquet (7^e) 705.98.78
Fermé pour le service de la cuisine

NOUVEAU à ST-GERMAIN-DES-PRÉS
4, r. Babot - 222-21-36
LE SYBARITE Cadre ancien authentique
SES SPECIALITES
● CARBONNE 15 - Foie gras aux légumes
● Cassoulet d'Alsace, aller, canard 25
● VENTRUE DE VEAU à l'ancienne 25
● OIES DE Bœuf à l'ESTROGONE 25
● Rognon à la crème d'estragon 25
● COU au CORDON 25
P.M. 25.90 F. F./Dim.

Rive droite
272-27-94
L'ACADIEN
Madeleine et Jean-Marie NEVEU
SPECIALITE DE FOIE GRAS CRUSTACES - POISSONS - GIBIERS
SALLES CLIMATISEES (fermé samedi midi et dim. soir)
35, bd du Temple, PARIS-3^e

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécial. provençales
4, av. George-V - 722-41-84, 722-84-35

Münchener Pschoff Bräuhaus
14 PLACE DE LA BASTILLE
75011 PARIS - 343-42-70
RESTAURANT, BRASSERIE, BAR, SALON DE THE
Service de 12h à 2h du matin L.L.

WEPLER 527.63.29
La 1^{re} HUTRIERE de PARIS
TOUTE L'ANNEE
● Poissons
● Son Foie gras
● Ses Grillades
JUSQU'À 2 H. DU MATIN

ANAHÍ
RESTAURANT SUD-AMERICAIN
Musique sud-américaine
TANGO - SALSA - BOLERO
49, rue Voita (3^e), tél. : 387-88-24
Déjeuners et dîners sauf dimanche

Le Châlot 54, boulevard des Batignolles (17^e)
Tél. : 387-26-84
SPECIALITES - MARITIMES
La plus belle carte de poissons
Salle clim. Fermé dim. et lundi

LA GRANDE CASCADE
Déjeuners, Dîners
Salons de réceptions
772.66.00

Les 5 de la Vilette
Les viandes parmi les meilleures de France...
du 102 au 102 avenue Jean Jaurès
AU PETIT NORMAND
75013 PARIS - 343-42-70
FERMÉ DE LA VILLETTE
607.20.50/51, dimanche
AU Bœuf COURONNE
607.20.50/51, dimanche
DAGDRINO
607.20.50/51, dim.
AU COCHON D'OR
205.50/51, dim. 15 h
LA MER
607.20.50/51, dim.
Porte de Paris
PARIS 13^e avenue Jean Jaurès 6

GRAND VIN DE BORDEAUX
CHATEAU DE BARBE BLANCHE
LUSSAC-SAINT-EMILION
32, avenue

Auberge des Celtes
RESTAURANT - RECEPTIONS
Ses tables sont pour les réceptions - événements matrimoniaux
Fait de main facile
Rin de veau aux écrevisses
Cuisine à la carte
Pari de cuisine au restaurant
21, av. du Docteur-Arnold-Bottier
Fermeture le dimanche et le lundi.
Tél. : 343-58-23

« La côte de bœuf »
1, rue Saint-Louis-Lévy, 75001 Paris
Fermeture dimanche et lundi.
222-75-39

Aux Armes de la Ville
« A deux pas du Centre BEAUBOURG »
au 1^{er} étage
au lieu de chasser et de braconner
au lieu de chasser et de braconner
RESTAURANT brasserie
Cuisine française de tradition - Spécialités de BROCHETTES
30, rue de Rivoli, Paris 4^e - 222-56-60. Parking facile rue Laboulaye derrière l'Hôtel de Ville

Dessirier 380.50.72
MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

Charlot Roi des Coquillages
12, pl. Glichy, Paris-8^e - 874-49-64 et 85 (face Wepler)
Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 96 F vin, café, service compris
SPECIALITES A LA CARTE
Coquilles Saint-Jacques aux câpres - Filet à la languaise - Camoniet au confit d'oie - Pillet de bœuf Grand Veneur - Soufflé aux framboises
GIBIERS DE SAISON - FROITS DE MER
SALONS DE 10 à 30 PERSONNES - DEJEUNERS D'AFF. - DINERS
SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE
123, av. de Wagram (17^e) - 227-61-50, 64-24 - Parking 200m

U.S.A

FLORIDE séjour Miami 9 j. f. 4.750⁰⁰

CANYONLAND : Denver Monument Valley : Grand Canyon : Zion : Las Vegas : San Francisco : Los Angeles circuit 16 j. 9.990 f. 10.850⁰⁰

TRANS U.S.A. : Boston : New York : Washington : Californie : Las Vegas : Grand Canyon circuit 19 j. 9.990 f. 13.550⁰⁰

KUONI c'est aussi l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Océan indien et toute l'Asie



VOYAGES KUONI
75008-PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09
75009-PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14
ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

les gourmets font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils.
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
Mo. DAUMESNIL (Félix Eboué)

Soupers après minuit
Restaurant 1925

HUITRES COQUILLAGES FRUITS DE MER TOUTE L'ANNEE

LE VALDEVILLE
Coquillages chauds
Pâtisseries
29, rue Vivienne 75002 PARIS
Parking place de la Bourne
233.39.31 Tous les jours

TERMINUS NORD
Foie gras
Choucroute paysanne
Plats du jour
23, rue de Dunkerque - Paris 10^e
Parking Gare du Nord
824.48.72 Tous les jours

« NOCES DE SANG », de Souhel Ben Barka.

LOUIS MARCORELLES.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

« Ras le cœur »
de Daniel Colas

Le comédien Daniel Cotas a pu dire, réaliser et interpréter ce fût tout. C'est d'ailleurs le plus important. Il y a de jolies choses dans et dans le cœur a une amertume enrobée de tendresse, des nuances féroces, des moments de drôles Il y a la bonté de Silke Uemel et de la beauté de Pagnal. Mais il suffisait pour masquer, c'est tout d'un scénario qui de sketche sketche, part trop souvent à la dérive certaines maladresses de mise scène et de montage. On ne saurait l'ignorer. Comment «as de la peine à se faire une idée de ces moyens et réalisés celle que valait et dans le cœur et s'addit par sa et c'est, mais reste à l'état d'ébauche.

JEAN DE BARONCELLE

* Voir les exclusivités.

Cinq films américains seront présentés en compétition au Festival de Cannes, du 9 au 23 mai. Il s'agit de *Being There*, de Hal Ashby, *All That Jazz*, de Bob Fosse, *The Big Red One*, de Samuel Fuller, *The Long Riders*, de Walter Hill, et *Wilkie and Phil*, de Paul Mazursky ; ces trois derniers films seront montrés en première mondiale.

DANSE

« A côté de cette demande professionnelle qui nous avait été faite, et à laquelle nous avons répondu, il est bien évident que nous sommes des personnes privées de nos hommes, des femmes, et là je parle personnellement : il y a eu une perte, c'est aussi pour connaître ce qui se passe dans un pays dont on dit beaucoup de choses, pour prendre des contacts, ramener des informations. Les membres des familles de prisonniers trencados en Argentine qui nous ont interrogés à cet égard, au moment de notre départ, ne nous ont pas dit : « Vous allez pas », ils nous ont dit : « Rappez-vous des réponses. »

« Cela peut paraître dérisoire, précise Jacques Doillon, et nous avons eu le sentiment que c'était peu de chose, mais ce peu de chose pour nos amis argentins est plus important que nous ne le croyions. »

Propos recusillis por
CATHERINE HUMBLLOT.

La plus fraîche exhibition de danse classique de Paris nous envoie donc au Palais national le ballet de l'Opéra, bizarrement émigré porte Maillot et délassant le septième! «Loc des Pygmées», mais ou polots Gamier le 11, dans le boston même de ses «rôt», l'École de danse officielle sort pour son spectacle annuel. Le programme reprendra «Les Deux Pélopes», de Messager, et le «Concerto en ré», de J.-S. Bach, deux opéras d'été sur des deux dernières années. L'Opéra-Comique. L'originalité du spectacle réside consistait dans

— huit ou dix ans — de les découvrir à la veille de leur enlèvement.

Du «noir» répandu sur le plateau émergeant tout à tour, par groupes ou forêts de jambes, les pieds en l'air, s'agitent et frétille sous les projecteurs d'une façon extrêmement cocasse. Puis tout s'effrite, et sortent des ténébres cette fois des femmes-troncs, toutes plus graciles les unes que les autres, puisqu'il s'agit des nymphettes de l'Ecole. Les parts de bras seuls sont visibles, lisses ou branchues de sphéropne. Puis, soudain, les bustes se mettent à «quaker» à travers la scène, et l'on s'aperçoit que tout ce joli monde potine à roulettes. L'idée rappelle le célèbre pas des patineurs du «Queen's» dans le corps de ballet — quinze ans — transformés par la croissance, mais toujours dansant avec une discipline magique et expressive dans leurs yeux brillants et leur flamme, un entrain, un abattogatto dont semblent être privées certaines soirs leurs aînées du ballet. Le spectacle, qui avait commencé à un défilé solennel du fin fond de Foyer, se termine par une sorte de «pas de deux» pour le gros bras anachron de l'Oratorio, le «Queen's» Patrick Flynn — et ce qui aurait pu paraître grelottant interprété par des marmossets en macarons et des crevettes sans têtes diffuse une illumination communicationnelle ou firmament des futures

OLIVIER MERLIN

* Prochains spectacles : 29 mars.
- avril, 23 avril, à 19 h. 30.

■ Le Grand Algiste d'or de la ville de Nice (30 989 FF.) qui sera remis le 23 mai, en cours du Festival international du livre, a été attribué à l'écrivain yougoslave Danilo Kiš. Celui-ci, qui succède au palmarès à Octavio Paz, a été récompensé pour son roman *Le monde au bout des bras* (romans de Danilo Kiš ont été traduits en français : « Jardin, Cendres », chez Gallimard, en 1971, et « Un tombeau pour Boris Davidovitch », chez le même éditeur, en 1973 (voir « Le Monde » du 7 décembre 1971)). Le roman de Kiš a été traduit par la Belgrade, a gagné ses traductions son serbo-croate de Lantreumont, Verlaine, Prévert et Cheneau

La coïncidence de la mort de Roland Bérthois, qui, après avoir collaboré l'un des deux ans semestriels sur le « Temps musical », devait retrouver l'œuvre de l'ancien directeur de *l'Espresso* au mois d'avril à l'occasion d'un nouvel atelier Matériaux et invention musicale, avec la mort de Roland Bérthois, contemporain, au *Journal de la Pierre*, de la démission de Pierre Boulez de dédier cette soirée Schoenberg à l'auteur des fragments à la fin de la soirée, annonce l'ouïe à regretter que des œuvres comme la seconde Symphonie de chambre, l'Ode à Napoléon ou la Suite op. 30, qui agiraient en programme, soient à ces temps considérées comme négociables : les deux premières parce qu'on ne voulait y voir que la facilité d'un auteur à l'écriture, la dernière parce qu'elle sacrifierait trop au plaisir de l'écriture, pour conclure qu'il y a d'étranges coïncidences? Mais que l'on se rappelle que la grande chère des jeunes compositeurs de l'après-guerre qui lui en qui pouvait apparaître comme un assoupissement des sensibilités, des sensibilités, tout regard vers le passé, devait être condamné; la moindre concession à des sottises/actions immédiates faisait horreur, rien n'était trop

un éloignement irréversible
des vivants de la tonalité vers
des ritonités toujours plus
absolues. Nous savons à pré-
sent que les choses sont plus
complexes et l'on s'est en-
tendu sur certains aspects en
sachant que Boulez regrettait
chez Webern quelques octaves
cachées. Enfin on a compris
que l'opposante rigidité d'écri-
ture de la Suite opus 29 pou-
vrait à cordes, trais clari-
nètes et piano, n'impliquait pas
pour autant une interpréta-
tion desséchée et rebâtarde.

dière, l'up s'au trop un peu, dit que de la ruer, j'ai fait, il serait plus équitable de rendre hommage à une si étonnante volonté de rigueur, qui a produit aussi de beaux de la main, on le fera d'autant plus aisément que les partitions de Schoenberg jadis mises à l'index sont grandement dans la purgatoire. Pour une œuvre importante, qui s'est terminée en 1939 sa seconde Symphonie de chambre esquissée en 1908 et qui est restée en l'état, les premières compositions, une écoute attentive suffit à convaincre que ce retour à ne se faisant pas au des de la musique intermédiaires. Que l'ode à Napoléon s'achève en mi bémol majeur n'était gênant qu'une condamnation d'enseigner l'histoire de la musique, qui n'est pas une notation même comme

GÉRARD CONDE

SEPT CENTS ENFANTS EN CHOEUR

« MARGUERITE ET BONIFACE » à Créteil

Sept cents enfants rangés sur des bancs en gradins, petits devant, grands derrière, comme pour une photo de classe, bien serrés les uns contre les autres : voilà ce que le public qui remplissait la grande salle de la ville en gradins — de la Maison de la culture de Crétiel ou en sous les yeux au lever du rideau. Et comme des classes aussi nommées, avec des professeurs, formés un peu comme, parmi tous, les parents assis, un bon lot portaient des pull-overs rouges et que ces taches vives, disséminées, laissaient très fort (la rouge est la couleur de la vie, de l'espérance, du pas ?) ; et comme surtout les spectateurs étaient en majorité les parents, grands-parents ou

Y'a-t-y plus suorie jaché d'familier, des parents à l'musique contemporaine, ça plus efficace manière de leur faire connaître, ne serait-ce que la locuz de la Maison de la culture. C'était beau, parfois magnifique, c'ceta a arait pour titre Marguerite et Boniface.

MATHILDE LA BARRONNIE

ROCK

Tokow Boys an Gibus

Depuis leur récente formation, on parle beaucoup des Tokow Boys et, au sens, savoir faire paraître de soi est une manière de création. Six musiciens, deux danses filles, basés dans la région parisienne, qui se produisent en concert, au théâtre de Tokyo, modernes mais classiques, évoluent dans le saloon Paris ou observent le saloon Tokyo dans le rétroviseur.

Tokow Boys est une assemblée hétéroclite qui vit au rythme du guitariste des idées sont développées selon les humeurs des autres musiciens : un second guitariste, un saxophoniste, un batteur, une chanteuse, une fille qui joue des synthés.

Si la structure est originale, si l'inspiration est excentrique et symptomatique d'une volonté de bousculer les normes, le résultat n'est pas toujours au point, les compositions manquent de cohérence. A force de recherche de sonorités, le son se perd, les musiciens se trouvent rarement. Les Tinku Boys auront atteint leur réelle dimension lorsqu'ils « swingueront » au lieu de se limiter à l'idée du

* Gibus, jusqu'an 29 mars, 1 heure du matin.

Si nous auriez su, vous auriez venu...

DANIELE DELORME et YVES ROBERT présentent
**LA GUERRE
S BOUTONS**

un film de
YVES ROBERT
adaptation
FRANÇOIS BOYER
et YVES ROBERT
dialogues
FRANÇOIS BOYER

UGC MARBEUF - RIO-OPERA - MISTRAL - CONVENTION ST-CHARLES / ARTEL ROSNY - LUX BAGNEUX

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON Nouveaux tissus

En renouvelant constamment leurs collections, les fabricants de tissus incitent à changer le décor des fenêtres, des murs et même des sièges. Pensons, par exemple, à ces canapés dont on peut changer les housses.

Les voilages de style « rétro » s'accrochent au goût actuel pour un mobilier passéiste. Cette année, les décors 1900 sont à la mode plus qu'ailleurs, comme les rideaux en dentelle. Dralon de Carpentier et Preux.

Très romantiques, des panneaux en Targat sont brodés de fleurs cernées de jours (Chandor) ou égrémentés d'une dentelle de Calais (Monard). Convient à tous les styles, un panneau en polyester est souligné de rayures en coton ou en soie (« Sental », Plein Jour). Jack Lenoir.

Larsen renouvelle ses voilages de transparence avec un voile en dentelle de polyester et viscose à motifs de feuilles disposés en volée (« Salisbury »).

Pierre Frey a créé deux voilages de couleur, l'un à discrets losanges (« Julia »), l'autre à même fond, mais plus coloré (« Giselle »). Ces voilages en polyester existent en huit coloris pastels et s'accompagnent de papier peint assorti.

Le chintz, tissu aux reflets chatoyants, est l'un des vedettes des collections 1980. Chez Nobilis, une palette de tons unis créée par Suzanne Fonten s'applique à des chintz souples ou matalassés. Même jumelage de chintz simple ou molletonné avec « Mah-jong », de Deschemaker, un tissu uni à effet de treillis existant en trente-cinq coloris.

Certains chintz imprimés renouvellent les traditionnelles « chinoises ». Primrose Bordier a imaginé, pour Marignan, des étoffes volant en diagonale sur un fond de palmistes. Deux imprimés de Frey-Patillet se complètent : « Coréica », à grands damiers informels incluant des fleurs stylisées, et « Ceylan », à petits damiers reprenant les mêmes coloris clairs ou foncés. Larsen, avec « Tulipmanie », a disposé sur fond beige de grandes fleurs, à la manière des collèges de Matissa, tandis que l'italien Rubelli a reproduit les motifs

Retour à la géométrie

Après des milliers de kilomètres de tissu à fleur, à rayures, à damiers et à motifs géométriques, les fabricants nous offrent enfin de nouveaux et subtils jeux de lignes géométriques. En toile Targat et laine, les « Conjurés » de Plein Jour sont quatre tissus à combiner : rayures « lenis », doubles rayures espacées, quadrillage et uni. Parmi les nouveaux tissus finlandais, Martikka, « Easy time » comprend des rayures, de tout petits damiers et des lignes se croisant pour former de larges carreaux (à Paris, chez « Opportune », 5, rue Sainte-Opportune).

Un jeune couple de stylistes japonais, Nob et Nan, a créé pour Knoll une collection de voilages en batiste et de tissus en percale. Très architecturées, leurs impressions géométriques sont adoucies, çà et là, de traits obliques dans des colorations douces ou scintillantes (Knoll, 268, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris). De fine motif tornant des compositions très éérées caractérisant la collection Arbutus qui elle des tissus de coton à du papier peint, dans des tons gris, beige, vert amande ou roux.

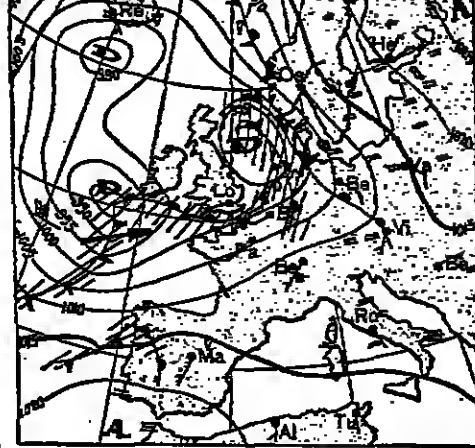
C'est en marquant le blanc, le bleu vif et le rouge que Quantin d'Hollèmes a construit six damiers à coordonner : rayures bloquées ou tricolores, petits carreaux, mini plaid-de-poule, écossais. Deux de ces graphismes (rayures et carreaux) sont édités en papier peint.

JANY AUJAME

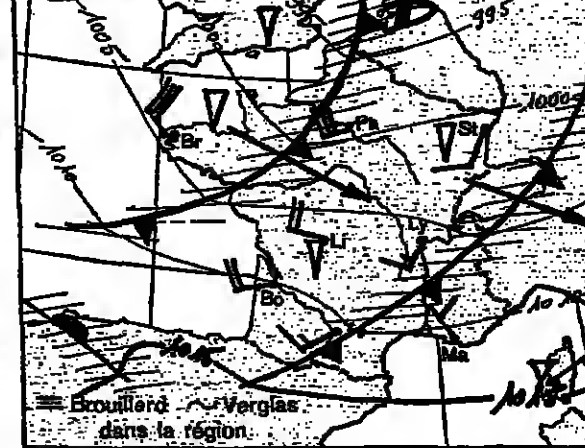
Sans mention spéciale, les voilages et tissus cités sont vendus dans les grands magasins et boutiques spécialisées et chez les tapissiers.

MÉTÉOROLOGIE

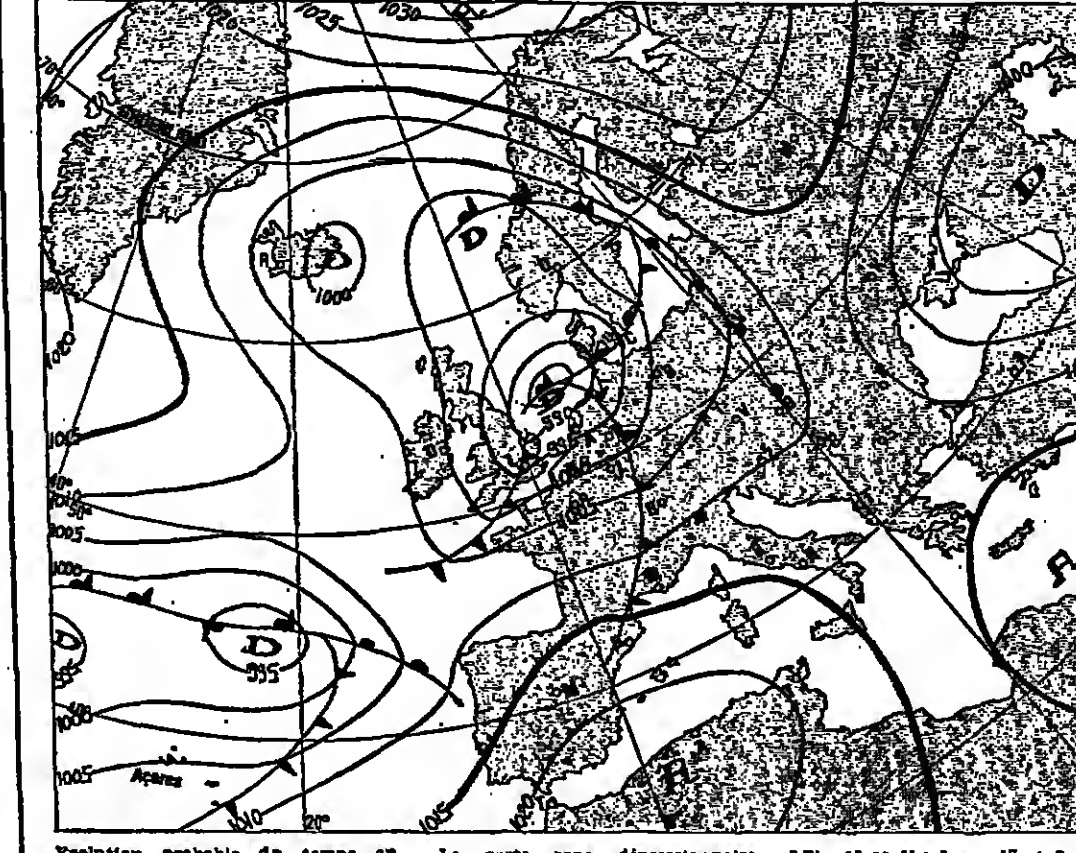
SITUATION LE 28-03-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29-03-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 mars à 0 heure et le samedi 29 mars à 24 heures :

La vaste zone dépressionnaire, complexe de l'Europe occidentale et du proche océan aura tendance, dans l'ensemble, à se déplacer vers l'est. En particulier le minimum du sud-ouest de l'Irlande se déplaçera vers le sud de la mer du Nord, accompagné de vents forts. Sur la rive occidentale, il dirigera des masses d'air plus froid qui pénétreront sur la France.

Samedi matin, le temps sur la France sera encore relativement doux, malgré des températures un peu adoucies par rapport à celles de vendredi. Le temps sera assez nuageux dans l'ensemble avec quelques éclaircies sur l'Atlantique. On notera quelques pluies éparses sur le sud du Massif-Central et des Alpes, tandis qu'une zone assez étendue de pluies affectera la région s'étendant de la Bretagne à la frontière belge. Dans la journée, cette dernière progressera vers le sud-est et atteindra le soir les régions méditerranéennes et les Alpes. Elle sera suivie par le nord d'un temps nettement plus frais et instable avec des giboules.

Les vents seront d'abord forts du sud-ouest sur les côtes de la Manche et l'Atlantique au nord de la Gironde et assez forts à modérés ailleurs. Ils tourneront au nord-ouest dans la journée en restant assez forts.

Le vendredi 28 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était de 1004,9 millibars, soit 753,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 mars ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Albi, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 22 et 12 ; Bordeaux, 21 et 11 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 10 et 10 ; Dijon, 14 et 9 ; Grenoble, 14 et 6 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 12 ; Amsterdam, 15 et 7 ; Athènes, 13 et 8 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 15 et 12 ; Bruxelles, 13 et 11 ; Le Caire, 28 et 15 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 4 et 1 ; Genève, 12 et 7 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 12 et 7 ; Madrid, 15 et 11 ; Moscou, 3 et 5 ; Nankin, 29 et 16 ; New-York, 13 et 5 ; Palma-de-Majorque, 20 et 1 ; Rome, 16 et 10 ; Stockholm, 1 et 1 ; Téhéran, 21 et 14.

PROBABILITÉS POUR LA JOURNÉE DE DIMANCHE

Sur la plus grande partie du pays, le temps sera beau et variable. Sur la moitié est et le Massif-Central, des averses et chutes de neige au-dessus de 1000 mètres se produiront. Les vents seront assez forts de nord-ouest et de sud-ouest. Les régions méditerranéennes seront assez dégagées. Sur la moitié ouest, après quelques nuages et averses le matin, le temps se dégagera et deviendra nuageux.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

CIRCULATION

LES AUTOROUTES AU TÉLÉPHONE

Pour les vacanciers de Pâques, l'Association de sociétés françaises d'autoroutes (A.S.F.A.) donne tous renseignements de tous ordres aux automobilistes qui vont emprunter les autoroutes françaises.

Ce centre fonctionne sans interruption du lundi au vendredi de 8 heures à 20 heures et le samedi de 8 heures à 13 heures. Son numéro de téléphone est le 705-96-61.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 27 mars, dans les principales stations françaises telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.F.), qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 265-64-25.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au sol des pistes ; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez : 220-730 ; Aurans : 80-180 ; Arches-Saint-Fort : 70-275 ; Bellecombe-Crest-Valland : 90-200 ; Bonneval-sur-Arco : 185-400 ; Courmayeur : 155-270 ; Les Carroz-d'Aranches : 50-240 ; Chamonix : 40-700 ; Châtillon : 150-200 ; La Chapelle-d'Abondance : 75-185 ; Châtel : 40-210 ; La Clusaz : 70-250 ; Combloux : 80-250 ; Les Contamines-Montjoie : 90-200 ; Courmayeur : 155-270 ; Les Deux-Alpes : 90-435 ; Flaine : 140-705 ; Flumet-Pras-sur-Arly : 130-150 ; Gabs : 70-300 ; Les Houches : 40-110 ; Méribel : 85-340 ; Les Menuires : 100-370 ; Morbion : 80-250 ; Morbion-Avoriaz : 30-300 ; La Plagne : 235-800 ; Pra-Loup : 115-190 ; Saint-François-Longchamp : 40-250 ; Saint-Gervais-les-Bains : 125-250 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 80-180 ; Samoëns : 150-320 ; Thonon-les-Bains : 50-150 ; Tignes : 70-300 ; Val-Cenis : 70-350 ; Val d'Isère : 235-350 ; Vallée : 60-200 ; Villard-Bon : 55-230 ; Valmorel : 200-250.

ALPES DU SUD
Auron : 140-250 ; Beuil-Lannes : 80-110 ; La Colmeille-Valdieu : 90-120 ; La Foux-d'Allos : 145-235 ; Isola 2000 : 210-275 ; Montgenèvre : 30-180 ; Orcières-Méribel : 70-250 ; Les Orres : 130-200 ; Pra-Loup : 115-190 ; Risoul : 180-200 ; Le Saix-Super-Besse : 35-200 ; Super-Chéry : 80-200 ; Valberg : 80-110 ; Vars : 200-250.

PYRÉNÉES
Les Aragnès : 70-180 ; Les Angles : 25-110 ; Ax-les-Thermes : 30-40 ; Barèges : 30-200 ; Cauterets-Luz : 70-300 ; Four-Solles : 30-60 ; Saint-Lary-Soulan : 70-145.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 70-200 ; Super-Besse : 100-200 ; Super-Lioran : 180-230.

JURA
Métabief-Mont-d'Or : 10-90 ; Les Rousses : 50-200.

VOSGES
La Brèche : 10-80 ; Gérardmer : 10-40.

Les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-04-38 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue de la Harpe, 75001 Paris, tél. 742-45-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 12, rue Anber 75009 Paris, tél. 742-04-37 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 266-66-66.

PAQUES AU COTTAGE. — Selon le costume de son Pays de Galles natal, Tommy a décoré pour Pâques sa boutique The Cottage. On peut l'imiter en achetant chez elle ces objets à suspendre dans une pièce variée, à un lustre ou une étagère. Les outils en plastique sont d'un jaune éclatant, comme les gros moineaux décapés en silhouette (50 F les quatre).

Très légers, les papiers fleuris et les coeurs en bouton d'or se balancent joyeusement. Cette boutique anglaise est consacrée au « Liberty », le vrai. Outre le tissu au mètre, il y a des plateaux, des tabliers et des nappes en tissu plastifié.

★ The Cottage, 3, rue de Lanneau, 75005 Paris.

TOUT POUR LA CUISINE. — Anne Kern vient d'ouvrir, près de la place des Ternes, une boutique où elle présente des cuisines Bruynzeel (notamment les modèles « Ming » et « Prestige ») ainsi qu'une cheminée en brique avec des éléments en bois encastrés sous le foyer.

La ligne de meubles « Artisan », également de Bruynzeel, est représentée par un vaisselier en sapin massif et une grande table carrée de rouge et blanc (1830 F). Des étagères de bois naturel, faciles à monter soi-même, sont ici garnies d'une profusion d'objets pour la maison, de casseroles, de verres et de couverts.

★ Le faitout, 79, avenue de Wagram, 75017 Paris.

LOTO

TIRAGE N°13

DU 26 MARS 1980

4

10

18

35

41

46

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

27

NUMÉRO DE CHILLES	GAGNANTS	RAPPORT PAR CHILLE	GAGNANTS (POUR 1 F)
6 BONS NUMÉROS	1	9 274 390,60 F	
5 BONS NUMÉROS	69	67 205,70 F	
5 BONS NUMÉROS	1 490	9 336,60 F	
4 BONS NUMÉROS	80 065	173,70 F	
3 BONS NUMÉROS	1 604 398	12,50 F	

PROCHAIN TIRAGE LE 2 AVRIL 1980

VALIDATION JUSQU'AU 1er AVRIL 1980 APRES-MIDI

Bien choisir son canapé

Sélectionné pour vous cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »

45, rue du Four, 75006 PARIS - Tél. : 345-45-72.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75007 PARIS - CROIX 09

C.C.P. Paris 42825

ABONNEMENTS

2 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

274 F 324 F 422 F 548 F

TOUT PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

308 F 358 F 456 F 582 F

ÉTRANGER (par messagerie)

PAÏS-BAS

282 F 332 F 430 F 556 F

ITALIE - SUISSE - TURQUIE

236 F 286 F 384 F 510 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (telle quelle) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

changements d'adresse

doivent être prévus (doux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'urgence.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 29 MARS

« La vallée de la Bièvre, Saint-Cyr-Écluse, abbaye Notre-Dame de la Roche », 13 h. 30, place de la Concorde, jardin des Tuleries, Mme Penne.

« Les Carmes de la rue de Valenciennes, les massacres de septembre 1902 », 15 h. 30, rue de Valenciennes, Mme Bourcier.

« Appartement du roi, combles, cuisines de Malouin-Lafitte », 15 heures, avenue du château, Mme Riou.

« Connaissance du Panbourg-Saint-Germain, hôtel de Lamoignon », 15 h. 30, rue de l'Université, Mme Lenoir.

« La Chambre de commerce dans l'hôtel des comtes Foulqui », 15 h. 30, avenue Friedland, Mme Oswald.

« Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Zolov.

« La tapisserie de la reine Mathilde de Bayeux », 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Zolov (Cité nationale des monuments historiques).

« Le vieux village de Saint-Germain-des-Près et son abbaye », 15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Riou.

« Exposition Dall », 10 h. 45, Centre Pompidou, 5 étages, (Arènes).

« L'île Saint-Louis », 10 h. 30, métro Font-Martin, Mme Bouch-Gail.

« Le Palais », 10 h. 30, métro Font-Martin, Mme Bouch-Gail.

« Exposition Salvador Dali », 14 h. Centre G. Pompidou, intérieur gauche au pied de l'escalator. (Approche de l'art).

« Hôtel de Beaurain », 10 h. 30, rue de Beaurain, 10 h. 30, rue de Beaurain, 10 h. 30, rue de Beaurain.

« La chapelle russe, histoire de l'orthodoxie », 15 h. 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Assemblée nationale », 15 h. 4, place du Palais-Bourbon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le monument de Fort-Royal et le jacobinisme », 15 h. 12, boulevard de Fort-Royal, Mme Penne.

« Le musée Rodin », 15 h. 77, rue de Varenne, D. Fierrot.

« Chapeau ! La folie, musée du costume », 15 h. 10, avenue Pierre-de-Serbie, Mme Hagar.

« Mère et ses amis à Marmottan », 15 h. 2, rue Louis-Rollin, Mme Hagar.

« Le Grand Orient de France », 15 h. 15, rue Cadet, Mme Hauler.

« Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue de Valenciennes, Mme Riou.

« L'église Saint-Gervais, maison souterraine », 15 h. 30, façade de l'église, M. de la Roche.

« Hôtels et couvents rue du Châtelet-Midi », 15 h. 30, métro Palais-Royal, M. Leduc.

« Les tableaux flamands et hollandais du Louvre », 15 h. 30, pavillon de Flore.

« L'Institut de France, la Concorde », 15 h. 30, 32, quai Conti. (Tourisme culturel).

« Sables inconnus du vieux Paris », 15 h. 30, rue de Valenciennes, M. Tournier.

« Exposition Monet », 11 h. Grand Palais, entrée de l'exposition. (Visages de Paris).

« La main chaude, ceux que j'ai connus », 14 h. 45, 94, rue du Rocher ; « La main chaude, ceux que j'ai connus » : Jean Nohain.

CONFÉRENCES

14 h. 45, 64, rue du Rocher : « André Chénier, précurseur ou poète ? », D. Mida.

14 h. 45, 64, rue du Rocher : « Peut-on guérir sans médicaments ? », M. Staudin (Club du Faubourg).

15 h. 12, rue de Valenciennes : « Mieux la conscience pour résoudre les problèmes », (Méditation transcendantale).

15 h. 30, 29, bd du Temple : « Déesse : Système colonial et évolution des idées dans les Caraïbes », suivi d'une animation musicale, M. Madala.

20 h. 30, 6 bis, place de la République : « La structure officielle principe directeur du mythe », (Cité des sciences humaines d'Avignon).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 28 mars 1980 :

UN ARRÊTÉ
Fixant les modalités particulières de délivrance du brevet d'Etat du deuxième degré d'athlète sportif pour les athlètes de haut niveau.

UNE CIRCULAIRE
Relative au débroussaillage en région méditerranéenne.

Ski sportif, ski détente, ski rêvé, ski fou, c'est

VAL D'ISERE

Office de Tourisme

Tél. : (79) 06.10.83

CATASTROPHES

L'ACCIDENT EN MER DU NORD

Les opérations de secours se sont intensifiées tôt ce 28 mars en mer du Nord, après la catastrophe survenue le 27 à la plate-forme semi-submersible « Alexander-Kielland ». Quarante-six bateaux norvégiens ou britanniques sont déjà sur place, six autres

(dont trois ont des équipements de plongée) sont en route vers Ekofisk. Plusieurs dizaines d'hélicoptères et de nombreux avions patrouillent sans relâche pour participer à la recherche des quatre-vingt-dix-sept disparus.

Les plates-formes semi-submersibles

Les plates-formes semi-submersibles ont été conçues pour forer des puits d'exploration par des profondeurs d'eau supérieures à 100 mètres. Bien que flottant sur la mer, leur principe et leurs dimensions leur confèrent une grande stabilité. Elles sont constituées, en effet, par un tablier de quelques deux milliers de mètres carrés supporté par plusieurs colonnes (5 dans le cas des Pentagone dont fait partie l'Alexander-Kielland) hautes de 35 à 40 mètres. A la base des colonnes sont fixés de très gros flotteurs.

Lorsqu'une plate-forme semi-submersible est en opération de forage, les flotteurs se trouvent à une bonne vingtaine de mètres sous la surface de l'eau. A cette profondeur, l'amplitude des mouvements des parties d'eau due à la houle est très inférieure à celle de la surface. En outre, chaque colonne se comporte comme un flotteur-perche dont la

période propre d'oscillation verticale est toujours très longue. De plus, à chaque vague, l'eau monte, certes, le long des colonnes, mais le volume immergé supplémentaire ou représenté au total du volume immergé (colonnes et flotteurs) : le poussée verticale est donc très faible. Enfin, les mouvements imprimés à la plate-forme par les vagues sont très réduits par les poids même de l'engin (plusieurs milliers de tonnes) et par le forme des flotteurs.

Les plates-formes semi-submersibles ont donc un « pilotement » (des mouvements verticaux) extrêmement réduit. Cette qualité est essentielle, car, même avec des tiges couleuses, il est impossible de forer des puits de la profondeur atteinte 5 ou 6 mètres. Les Pentagone, dont il existe onze exemplaires, ont été conçus par l'Institut français du pétrole et la société Neptune. Comme leur nom

l'indique, elles sont pentagonales et leurs cinq pieds et leurs cinq flotteurs sont inscrits dans un cercle de 42,50 mètres de rayon, une telle dimension étant un facteur de stabilité. La distance séparant deux sommets non consécutifs du pentagone est de 81 mètres (le nom du premier exemplaire était d'ailleurs Pentagone 87). Les colonnes sont hautes de 35,50 mètres et ont un diamètre de 5,50 mètres. Les flotteurs, ressemblant assez à de très grosses savonnettes rondes, ont un diamètre de 21,50 mètres et une hauteur de 7,50 mètres.

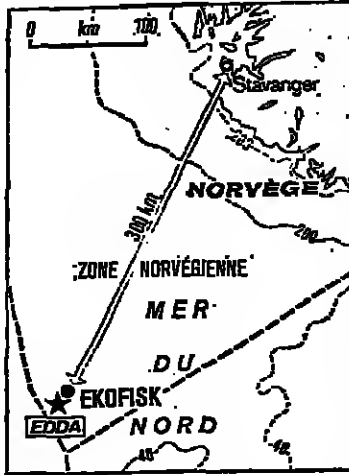
Les plates-formes semi-submersibles sont fixées au-dessus du fond par d'énormes ancrages tirant sur de gros câbles partant de la base des colonnes et disposés en fonction des vents dominants. A l'origine, il y avait deux ancres de 15 tonnes par colonne, mais il est possible que les utilisateurs de l'Alexander-Kielland

aient modifié le dispositif d'ancrage. De même, les dispositions intérieures ont été sensiblement modifiées.

En l'état actuel des informations, cet accident, unique à ce jour, est totalement inexplicable. Construite par la Compagnie française d'entreprises métalliques-C.F.E.M., l'Alexander-Kielland a été livrée en 1976. N'ayant pas de contrat de forage, elle a été transformée en hôtel flottant et a subi les transformations nécessaires. Comme toujours en pareil cas, elle a été ensuite soumise aux inspections du bureau Norske Veritas, qui a la réputation d'être particulièrement rigoureux.

Pentagone-88 (Henrik-Ibsen) et 89 (Alexander-Kielland) ont déjà passé sans incidents plusieurs hivers en mer du Nord. Il faut rappeler que, dans le zone d'Ekofisk, des vagues de 20 à 22 mètres se produisent plusieurs fois par hiver.

YVONNE REBEYROL.



UN DES PRINCIPAUX GISEMENTS DE LA MER DU NORD

Première découverte importante, en 1969, dans la zone norvégienne de la mer du Nord, le gisement d'Ekofisk, entouré de six champs de moindre taille (Ekofisk ouest, Cod, Tor, Edda, Albuskjell et Eldfisk), est situé à l'extrême sud-ouest des eaux norvégiennes, dans une profondeur d'eau de 70 mètres.

Entré en production en 1971, ce gisement, pour lequel Phillips Petroleum, une des plus importantes sociétés « indépendantes » américaines, est opérateur (avec 36,96 % des parts), produit à la fois du pétrole (18,5 millions de tonnes en 1979) et du gaz (l'équivalent de 12,5 millions de tonnes de pétrole). Les deux compagnies françaises Elf-Aquitaine et Total détiennent sur Ekofisk et quatre des gisements satellites des participations, respectivement de 8 et 4 %.

L'ensemble de la zone d'Ekofisk ne comporte pas moins de trente-sept plates-formes (forage, production, quai et forches). Le pétrole du gisement est acheminé par pipeline à Teesside, en Angleterre, tandis que le gaz est conduit à Emden, en République fédérale d'Allemagne, où il est réparti entre les divers consommateurs européens de gaz d'Ekofisk approvisionnant l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la France.

Déjà, dans la nuit du 22 au 23 avril 1977, un des puits de production de la plate-forme Bravo, avait explosé, entraînant une éruption de pétrole qui dura sept jours et demi. Plus de 12 000 tonnes de pétrole s'étaient ainsi répandues en mer du Nord.

● Une soixantaine de personnes auraient péri dans des inondations, ce vendredi 28 mars, dans les sous-préfectures de Devell et d'Eyavahil (province de Kayseri), à 320 kilomètres au sud-est d'Ankara. Un glissement de terrain, provoqué par les pluies diluviennes, a fait disparaître dix habitations dans le village d'Ayavahil, situé à 5 kilomètres de Devell.

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 30 mars

- Les mille fleurs de la loi de 1901.
- Les fans du magnétoscope.
- André Glucksmann, la philosophie et la guerre.

- « Policier, notre père », par Gérard Vincent.
- L'homme noir de la Grésigne.
- Les six de la Sabrina.
- La révolution des Beaux-Arts à Nîmes.
- Une mine « française » dans les Andes.
- Les O.S. du golfe Persique.
- Pierre Cazamian et la fin du taylorisme.
- La légende noire des caudillos.
- Histoire : Messieurs les ronds-de-cuir.
- Les mémoires d'un flipper.
- Dossier : la Grande-Bretagne avec ou contre l'Europe.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

Une nouvelle de Jean Rambaud.

LES PREMIERS TÉMOIGNAGES

Stavanger (A.F.P., A.P.). — Selon les premiers récits des rescapés de l'accident de la plate-forme Alexander-Kielland, « il ne s'est pas passé plus de cinq minutes entre la rupture d'un des pylônes de la plate-forme et le moment où l'ensemble a pris une gîte de 45 degrés ».

Un des témoins, qui se trouvait dans la salle de cinéma au moment de l'accident, raconte : « J'ai entendu un bruit sourd et la lumière s'est éteinte. Le pylône « D » de la plate-forme, qui ne contient que des pompes et des réservoirs à ballast, venait de se rompre. »

« Il y a eu immédiatement un mouvement de panique et tout le monde s'est précipité vers la sortie », a ajouté ce témoin qui estime que le plupart de ses collègues réunis dans la salle de cinéma ont réussi à fuir, mais que ceux qui n'ont pas pu pour ceux, plus nombreux, qui se trouvaient au réfectoire, situé à un niveau au-dessous. « Je ne crois pas qu'ils aient tous pu fuir, d'autant que les portes ont rapidement été bloquées », a-t-il déclaré.

« En ce qui me concerne, précisons-le, j'ai réussi à monter sur le pont ».

LES PRÉCÉDENTS ACCIDENTS EN MER DU NORD

Voici la liste de quelques-uns des principaux accidents qui se sont produits dans la zone de recherches pétrolières norvégiennes de la mer du Nord :

NOVEMBRE 1975. — Explosion sur la plate-forme Alpha d'Ekofisk, trois morts et trois blessés.

MARS 1976. — Une plate-forme de forage s'échoue au large de la côte norvégienne. Six Norvégiens, qui avaient pris place à bord d'une chaloupe, périssent noyés.

AVRIL 1977. — Une explosion sur la plate-forme Bravo d'Ekofisk provoque une pollution limitée en mer du Nord. Le pompiers volants Red Adair parvient à calmer la fuite après huit jours.

OCTOBRE 1977. — Incendie sur la plate-forme Maerk-Exploer. Mort d'un plongeur français.

FEVRIER 1978. — Incendie sur la plate-forme de Statfjord, deux morts parmi les ouvriers.

FEVRIER 1978. — Un plongeur américain meurt en travaillant sur le gisement d'Ekofisk.

supérieur, qui était déjà à moitié submergé. Je me suis emparé de vêtements chauds, d'une combinaison et d'un gilet de sauvetage, comprenant que ma chance était de sauter par-dessus bord et d'essayer de nager jusqu'à la plate-forme de secours Edda située à une quarantaine de mètres. Cela peut paraître simple de parcourir à la nage une telle distance, mais je puis vous assurer qu'il n'en a rien été, l'eau glacée, le vent violent et les vagues m'ont presque immédiatement épuisés et j'ai été à peine à mi-chemin lorsqu'un canot de sauvetage, descendu de l'Edda, m'a recueilli. »

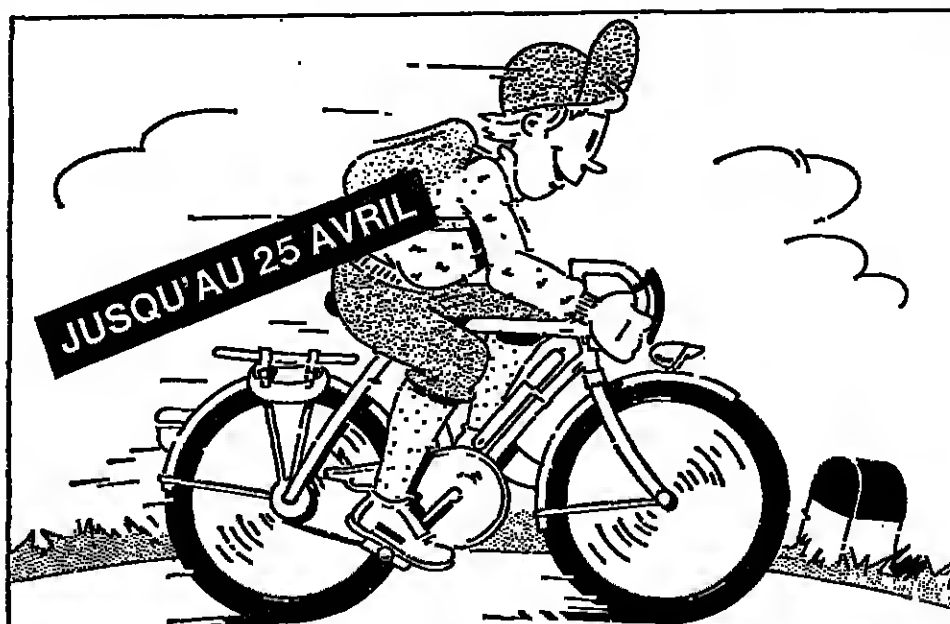
Le témoin a ajouté qu'il s'était retourné et avait vu la plate-forme renversée. « Au bout d'un quart d'heure environ, a-t-il dit, on ne voyait plus qu'une petite partie des pylônes. Comme nous craignons que la plate-forme ne vienne heurter l'Edda, nous avons été rapidement évacués. »

Pour les experts, les raisons de l'accident sont « incompréhensibles ». « Je ne trouve pas le moindre explication raisonnable », a déclaré le directeur de la plate-forme, M. Kjell Hauge, qui avait par hasard quitté l'Alexander-Kielland quelques heures avant l'accident. Il connaît la plate-forme « depuis qu'elle a été livrée par les ateliers de Dunkerque » (France) et estime que « c'est la plate-forme la plus stable qui soit ». Les précautions techniques de valeur, en principe, garantissant l'équilibre de la plate-forme même en l'un des cinq pylônes venant à céder, comme cela s'est produit.

Après cent vingt-trois ans d'inactivité

ENTRÉE EN ÉRUPTION DU VOLCAN AMÉRICAIN MONT-SAINT-HELENS

Le volcan Mont-Saint-Helens, situé aux États-Unis, dans l'État de Washington, à 150 kilomètres au sud de Seattle, est entré en éruption le jeudi 27 mars après cent vingt-trois ans d'inactivité. Sous la violence de l'éruption, une brèche large de 75 mètres s'est ouverte dans la partie nord-ouest du cône du volcan d'où s'échappent des nuages de cendres et de vapeur. Aucune émission de lave n'a encore été à ce jour observée. Un heure et vingt minutes après l'entrée en activité du volcan, la montagne a été ébranlée par une secousse de magnitude 4,6 sur l'échelle de Richter.



DES AFFAIRES QUI ROULENT

-25%

SUR LES BICYCLETTES

MARQUÉES D'UN POINT ROUGE.

EXEMPLES :

Cycle 1/2 course « Chaplaît »
10 vitesses, freins Mafac,
éclairage, porte-bagages
380 f. 660 f.

Cycle course « Jean Thomann »,
10 vitesses,
boyaux, pédalier Dural
1450 f. 860 f.

Cycle course luxe « Gitane »,
10 vitesses, pneus ou boyaux,
accessoires Doral
1650 f. 1220 f.

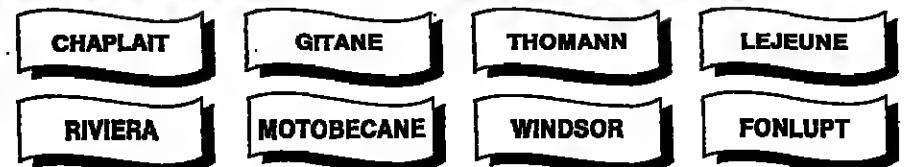
Cycle dame 3 vitesses « Chaplaît »,
éclairage, porte-bagages
370 f. 577 f.

Cycle pliant adulte « Riviera »,
roue 20 x 1,75, mono-vitesse,
éclairage, porte-bagages
352 f. 339 f.

Avec dérailleur 527 f. 395 f.

Cycle d'appartement « Olympique »,
roue, compteur vitesse kilométrique,
réglage hauteur selle et guidon
590 f. 442 f.

TOUTES LES GRANDES MARQUES



GARANTIE 5 ANS SUR TOUS LES CADRES.
2 ANS SUR TOUTES LES BICYCLETTES
(contre tous vices de matière et de fabrication)

ET TOUT L'ÉQUIPEMENT EN VÊTEMENTS ET CHAUSSURES.

MAGASIN 3

Samaritaine

مكتبة من الأرض

Questions...

Une couverture pour Ermont-Invalides

Alors que se termine, ce vendredi 28 mars, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de liaison ferroviaire Ermont-Invalides, M. Michel Elbel (centriste), adjoint au maire et conseiller régional, estime que, si l'on couvrait les voies du futur chemin de fer pour atténuer les nuisances occasionnées par le passage des trains, la ville pourrait récupérer 15 000 mètres carrés et y créer des équipements. Dans ces conditions, estime M. Elbel, les travaux « pourraient débiter en 1982 ».

« Le projet présenté par la S.N.C.F. à l'enquête publique vous satisfait-il ? »

— Si on considère le rôle de cette future ligne Ermont-Invalides dans l'ombrage des transports en commun de l'ouest de Paris et de la banlieue nord-ouest, la réponse d'un élu responsable ne peut être que très positive.

« Le principe de cette liaison du type R.E.R. a d'ailleurs été voté à l'unanimité du conseil régional d'Ile-de-France, et dans mes collègues, plus U.D.F. du sixième arrondissement, viennent de réaffirmer publiquement leur position favorable. »

« En revanche, le projet présenté à l'enquête publique est très incomplet : il tient trop peu compte de la protection des riverains contre le bruit et les répercussions. Les élus de Paris, en plein accord avec les associations de quartier et de riverains, doivent obtenir que les compléments indispensables soient décidés avant l'approbation définitive du projet. »

« La région s'apprête-t-elle à faire un effort financier pour améliorer l'environnement de la ligne ? »

— Les transports en commun sont de la compétence de la région ; des discussions sont en cours à l'initiative des responsables régionaux pour déterminer avec la ville

de Paris et l'Etat le coût supplémentaire pour une protection totale contre les nuisances dans les sixième et dix-septième arrondissements. « Le budget régional pourrait prendre en compte la décharge de l'environnement, particulièrement nécessaire dans le quartier des Epinettes, et la part représentant les protections phoniques indispensables à l'avenue du Président-Kennedy. Théoriquement, les couvertures mûsses, dites phoniques, peuvent être réalisées sur 31 000 mètres carrés. »

« La ville de Paris peut-elle utiliser les couvertures de la ligne ainsi réalisées ? »

« La ville de Paris doit décider maintenant des surfaces qu'elle entend utiliser à l'aménagement de jardins, de terrains de sports, de jeux d'enfants, de tennis ou de parcs à voitures. Car il s'agit d'un autre type de couverture plus coûteuse qui doit être réalisée à la place et non après la couverture phonique. »

« L'effort financier de la ville sera à la mesure des 15 000 mètres carrés ainsi récupérés, en particulier boulevard Flandrin et Fereyre. Ce sera une aménorrhée notable par rapport aux tranches actuelles, qui compensera les annués dus à des travaux qui pourraient débiter en 1982. »

...Réponses

ARCHITECTURE

Relations avec l'ordre, réglementation de la publicité

Un code des devoirs professionnels est publié au « Journal officiel »

Les architectes qui ne souhaitent pas construire ni s'inscrire à l'ordre peuvent désormais porter le titre de « titulaire du diplôme d'architecte ». Cette possibilité offerte par un décret du premier ministre du 20 mars, publié au « Journal officiel » du 25 mars, met fin à une situation ambiguë où les architectes diplômés

se voyaient privés de leur titre s'ils se tenaient à l'écart de l'ordre.

D'autre part, le code des devoirs professionnels est publié par décret le même jour. M. Alain Gillot, qui vient d'être réélu président du conseil national de l'ordre, a commenté devant la presse, le jeudi 27 mars, la nouvelle déontologie de la profession.

On trouve dans ce texte des prescriptions morales d'ordre général qui peuvent éventuellement apparaître comme des « vœux pieux » : « les architectes se doivent mutuellement assistance et conseil » ; « tout propos ou acte tendant à discréditer un confrère (...) sont interdits » ; « le plagiat est interdit », ainsi que les signatures de complaisance. Ces deux dernières « infractions » n'étant pas définies avec précision, il est difficile de dire comment les chambres de discipline (ou siégeant des architectes et des magistrats) jugeront de telles affaires. Les dispositions concernant la publicité, qui « ne peut être fondée que sur des réalisations ou des projets » et doit être financièrement à la charge de l'architecte, visent à empêcher, a précisé M. Gillot, la publication de plaquettes payées par les entreprises de construction et contenant des publicités sur les matériaux.

Les architectes sont tenus de déclarer au conseil régional les projets qu'on leur confie. S'ils le font, cela permettra de vérifier qu'un architecte n'a pas plus de travail qu'il peut en assumer et, indirectement, d'intervenir, selon M. Gillot, « contre les signatures de complaisance ou la capacité de faire tous ces projets qu'il signe ». Bien que le président de l'ordre affirme qu'elles n'ont « pas du

tout un caractère d'acquisition », toutes ces mesures de contrôle nécessiteront, pour être appliquées systématiquement, d'importants services qui n'existent pas — ou alors font-ils s'en tenir à la délation confraternelle... »

Pour l'instant, les chambres de discipline installées depuis la promulgation de la loi du 3 janvier 1977 n'ont jugé ni le plagiat ni la complaisance. Mais elles ont prononcé déjà trois radiations définitives : pour défaut d'assurance, non-paiement des salaires, activités libérales et commerciales cumulées. Les autres sanctions (suspension ou avertissement) concernent notamment le défaut d'assurance et le non-paiement de cotisations.

Les cotisations

Le paiement des cotisations à l'ordre, calculées sur le revenu imposable, c'est-à-dire soit sur le bénéfice d'une activité libérale, soit sur les salaires d'architecte ou même d'enseignant, est considéré comme une « obligation professionnelle » et les architectes peuvent être poursuivis devant les tribunaux civils et les chambres de discipline.

Toutefois, le conseil régional du Nord, qui avait supprimé les noms de plusieurs architectes n'ayant pas payé totalement leur

cotisation d'une liste qui ressemblait au tableau de l'ordre et qui avait été diffusée auprès d'éventuels clients, a été récemment condamné par le tribunal correctionnel de Lille. Les conseils de l'ordre pourront donc attaquer en justice les architectes récalcitrants, mais ne doivent pas les oublier sur leurs listes, sans sommation.

Le code définit, d'autre part, le « projet architectural » et les services dus aux clients. Il prévoit que la rémunération peut n'être pas proportionnelle au montant des travaux et définir forfaitairement. C'est le « premier pas officiel » vers le conventionnement des architectes pour les missions les plus simples. Ce projet annoncé par les responsables de la profession depuis bientôt quatre ans ne se concrétise pas vite mais il devrait permettre de populariser le recours à l'architecte en supprimant la crainte de mauvaises surprises financières.

Enfin le décret du 20 mars définit l'exercice libéral et salarial. Il donne à ces derniers, quand ils sont architectes salariés dans une agence, une certaine propriété artistique sur les projets auxquels ils participent. L'architecte salarié pourra faire état des références acquises au cours de sa carrière discrète. Là encore, la pratique dira si les textes sont applicables ou non. — M. Ch.

ENVIRONNEMENT

LA SOCIÉTÉ SYNTHELABO RENONCERAIT À INSTALLER SES LABORATOIRES DANS L'ESSONNE

La société pharmaceutique Synthelabo avait sur le point de renoncer à installer ses laboratoires de recherche à Saint-Anbin dans l'Essonne. Issue inattendue pour ce projet certes controversé, mais qui est officiellement à l'étude depuis plus d'un an.

Il prévoyait de bâtir sur 22 hectares de cette commune située à la lisière de la vallée de l'Orbreville un bâtiment de 30 000 mètres carrés pour un investissement de 240 millions de francs.

Toutefois, s'agissant d'un site classé et pas crainte des effets néfastes sur l'environnement — à commencer par les 24 000 mètres cubes de fumées lâchées toutes les heures, les associations et la plupart des élus locaux ont toujours désapprouvé vigoureusement cette opération. Ils ont reçu le renfort des adversaires de la vision, dans la mesure où celle-ci devait être pratiquée, en permanence, sur quelque trente mille animaux.

Ce dossier embarrassant est depuis plusieurs semaines sur le bureau de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie. Or on indique aujourd'hui dans son entourage, que Synthelabo, après avoir tenté de vaincre les oppositions rencontrées, va maintenant retirer sa demande de permis de construire.

Synthelabo refuse d'informer ou de confirmer cette information, mais annonce une déclaration publique pour le courant de la semaine prochaine. Il semble que la société ait renoncé à chercher dans l'immédiat un autre endroit susceptible d'accueillir ses laboratoires, rejetant en particulier les propositions qui lui ont été faites par les responsables de la zone d'activité industrielle voisine de Saint-Anbin.

Les associations de défense de l'environnement veulent profiter de ce « succès exemplaire » pour obtenir la concrétisation du projet de substitution qu'elles ont mis au point : la création sur le site controversé d'un « centre permanent d'initiation à l'environnement » destiné en particulier aux enfants de la région.

STÉPHANE BUGAT.

La marée noire en Bretagne

4 300 TONNES DE FUEL ONT DÉJÀ ÉTÉ RECUEILLIES

Sur le front antipollution à Trégastel et Ploemeur-Boudou, où deux mille cinq cents hommes nettoient au jet d'eau chaude les rochers de granit rose, la situation reste inchangée : 4 300 tonnes de fuel ont été recueillies et, selon la préfecture, il en reste 1 700 tonnes sur les rochers et dans des endroits inaccessibles. Au large de l'île de Batz, l'épave continue de perdre « quelques litres par minute », rappelle la préfecture maritime de Brest qui attend que l'assureur du pétrolier tire les conclusions de l'investigation de l'épave du Tonio, entreprise la semaine dernière par un sous-marin de poche.

D'autre part, une mesure de saisie conservatoire a été prise le jeudi 27 mars, par le tribunal de commerce du Havre à l'encontre de la partie arrière du Tonio actuellement dans le port du Havre. Cette décision est intervenue sur la demande des communes de Lannion, Trégastel, Ploemeur-Boudou et Trebeurden qui ont évalué leurs créances actuelles à 8 millions de francs à la suite de la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier malgache.

TRANSPORTS

LA C.G.T. CRÉE UNE UNION INTERFÉDÉRALE

Une union interfédérale des transports C.G.T., groupant la fédération des transports et celle des cheminots, vient d'être créée. Elle aura pour champ d'action les transports terrestres, aériens, fluviaux, urbains et les services de messagerie. Elle rassemblera près de huit cent mille salariés.

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., a souligné, au cours d'une conférence de presse que c'était là une « réponse à la politique de la condition gouvernementale et patronale », qui, dans le domaine des transports comme dans d'autres branches, se traduit par « la soumission de tout aux besoins des grandes puissances industrielles et financières nationales et transnationales, au mépris de l'intérêt national ».

La C.G.T. a préconisé, à cette occasion, le paiement de la carte orange par l'employeur en Ile-de-France et son extension à l'ensemble de la région, ainsi qu'une « indemnisation conséquente » des frais de transport pour tous les travailleurs. Elle s'est, en outre, préoccupée de l'avenir de la S.N.C.F. dont le statut de service public, selon elle, est menacé par l'expiration, le 31 décembre 1982, de la concession accordée par l'Etat.

L'avenir de la S.N.C.F.

A ce propos, M. Joël Le Theule, ministre des transports, a récemment évoqué, devant les directeurs régionaux de la S.N.C.F., l'avenir de cette société nationale. « Quel sera l'après-1982 ? Le gouvernement n'en a pas encore délibéré et il ne le fera pas dans l'immédiat. Ce que je peux dire, c'est que le chemin de fer constitue un élément fondamental de notre système de transport, a-t-il précisé. Pour qu'il rende tous les services que notre économie et notre société ont besoin, il faut que son exploitation soit optimisée sur le plan technique, économique et financier. »

« Aussi l'organisation qui succèdera à l'actuelle S.N.C.F. en 1983 lui ressemblera-t-elle comme une sœur ou, plus exactement, comme une fille à sa mère », a indiqué M. Le Theule. Il est absolument vain d'attendre, a-t-il, quel spectre de « démantèlement » voire de « privatisation ». Le chemin de fer est actuellement concédé à une entreprise publique dont le capital est détenu en majorité par l'Etat. Il ne peut être question de revenir sur le principe d'une gestion publique et de privatiser l'entreprise. »

Selon le ministre, « la modification du régime juridique de la S.N.C.F. constitue une question d'intérêt national, qui sera débattue au Parlement car elle relève du domaine de la loi. C'est le législateur qui ordonnera les principes du nouveau régime. Il le fera à partir d'un texte déposé en 1981. »

PÊCHE

LE PORT D'HENDAYE EST TOUJOURS BLOQUÉ PAR DES BATEAUX ESPAGNOLS

La France va entreprendre une démarche diplomatique auprès des autorités espagnoles pour faire cesser le blocus du port d'Hendaye dans les Pyrénées-Atlantiques. Le barrage établi le mardi 25 mars par une cinquantaine de bateaux de pêche espagnols pour protester contre la « confiscation » du rôle d'équipage d'un navire de la Pêche de l'Etat (Espel) par les autorités maritimes françaises était toujours en place le jeudi 27 mars au soir.

Les patrons-pêcheurs d'Hendaye ont, pour leur part, menacé de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des Espagnols si le blocus n'était pas levé avant la fin de la semaine.

● Pardon Alfeld. — Une « coquille » a déformé le nom du lac haut-rhinois sur les bords duquel la société Cogema se propose d'entreprendre des recherches d'uranium (le Monde du 28 mars page 13) : il s'agit du lac d'Alfeld et non d'Alfred.

LE MONDE

MET CHAQUE JOUR À LA DISPOSITION DES LECTEURS DU JOURNAL D'ANNONCES IMMÉDIATES

LA MAISON

VOUS Y TROUVEREZ PRATIQUES

RENAULT
Laos-automobiles
un nouveau voisin utile

SERVICE RAPIDE SANS DELAI 39 POSTES DE TRAVAIL

Votre concessionnaire Laos-automobiles commercial : 96, avenue de Suffren, 75015 Paris. service après-vente : 15, rue du Laos, 75015 Paris. Tél. : 783 59 70

Trois places de choix. Trois adresses pour les essayer.

Modèle "Petrus". Existe également en deux places, fût-il, élément d'angle et pouf. PLUME ET CURR : C'EST POLYDANA FRAIL.



Le Bihan. La Boutique Danoise. Jamica.

Le Bihan 25 fg Saint-Antoine Paris 11 tél. 343.06.75 / Boutique Danoise 42 av. de Friedland Paris 8 tél. 227.02.92 / Jamica 94 bd du Montparnasse Paris 14 tél. 327.00.30

Le patronat de la métallurgie met en place une banque de données sociales

Ses informations pourraient être communiquées aux syndicats

Instrument de travail centralisateur, rapide et fiable, renforcement spectaculaire du potentiel patronal face à ses interlocuteurs gouvernementaux, machine de guerre contre les syndicats et la classe ouvrière ? La pratique seule répondra à ces questions et à bien d'autres que pose la prochaine mise en service de la banque de données juridiques et sociales, réalisée par l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières) et le G.I.M.R.P. (Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne).

Devant la presse le 27 avril, M. Bourcier, délégué général de l'U.I.M.M., a déclaré qu'il n'excluait pas de communiquer aux syndicats les données de la nouvelle banque.

Le recours à l'informatique pour la gestion des données et la diffusion des informations a donné le jour à des centaines de banques de données scientifiques, techniques et médicales. La suprématie américaine dans un secteur devenu indispensable pour les chercheurs et les décideurs laisse l'Europe loin derrière elle. Cependant, la France a commencé à s'équiper : défense nationale, ministère de l'Intérieur, ou dans des secteurs plus limités d'études industrielles, de services, de banques, d'assurances, etc. Le ministère du travail a entamé la mise en données de vastes répertoires des conventions collectives. L'I.N.S.E.E. a élaboré un projet visant des données économiques, et les notaires en préparent un dans le domaine juridique. Sur le terrain social, où la rentabilité pouvait paraître plus mince, le retard va se transformer en une spectaculaire avancée, avec « SIGAD », système interactif de gestion automatique de documentation.

Le G.I.M.R.P., qui a été à l'origine de l'initiative, et l'U.I.M.M. ont fondé, en septembre 1978, l'ACOPADA, l'Association pour la constitution d'une documentation patronale (1).

Face au maquis des textes juridiques et contractuels qui ont engendré une matière folsonnante, l'objectif avancé par les deux organisations est de fournir au juriste une documentation précise et concise. Il peut s'agir aussi bien d'une consultation courante, exigeant une réponse rapide, que d'études approfondies, contentieuses ou autres.

Le temps de recherche doit être réduit au minimum, n'étant retenu, dans les documents sélectionnés, que les passages nécessaires à la

consultation juridique, avec mention des références d'origine.

Environ quatre-vingt-dix mille documents établis par une dizaine de juristes recrutés à cet effet sont présentés selon une conception entièrement nouvelle. Ils englobent les codes du travail et de sécurité sociale, les réponses et circulaires ministérielles et les informations sociales. Les consultants auront à leur disposition, d'une part, la jurisprudence, complète en ce qui concerne la chambre sociale de la Cour de cassation depuis la 1^{re} janvier 1976 et sélectionnée pour les décisions antérieures et les autres juridictions ; et, d'autre part, l'ensemble des conventions collectives et des accords nationaux applicables dans la métallurgie, permettant ainsi d'effectuer des études comparatives de clauses.

Entre le moment où une question aura été dactylographiée sur le clavier d'un terminal relié par le réseau téléphonique avec des mots normalement utilisés par les juristes en matière sociale et la réception de la réponse, le délai d'attente ne dépassera pas quelques secondes ; le système fonctionnera à partir du mois prochain.

Qui utilisera cet arsenal ?

Il est, en principe, réservé aux organisations professionnelles et aux entreprises adhérentes. Il en codrera une cotation, un prix d'accès annuel et celui de chaque heure de consultation — indépendamment des frais d'installation.

Réticences des militants

D'autres « clients » pourront-ils y avoir accès ? La question est à l'étude.

Le C.N.P.F., des chambres patronales et divers autres organismes, y compris hors de France, auront certainement intérêt à disposer d'un « terminal » ?

Et les syndicats ? M. Bourcier ne voit pas d'objection à leur communiquer les « données ». Mais, dit-il, dans les négociations, le débat est moins juridique qu'économique et politique.

Cependant, une claire connaissance juridique, partagée par les interlocuteurs, peut contribuer à débayer grandement les obstacles.

C'est un peu ce que pense M. Bergeron (F.O.) : « Je suppose que les données seront exactes, autant savoir la vérité quand on en dispose ». M. Mourgue, secrétaire de la fédération de la métallurgie F.O., est plus réservé. Les réticences sont encore plus grandes avec M. Granger, son homologue de la C.F.D.T. : « Nous ne savons pas comment est constitué le « fichier », indique-t-il, et sa gestion est entièrement entre les mains du patronat.

Nous ne pourrions cautionner son utilisation sans garantie.

« L'U.I.M.M., voit plusieurs années, a créé une « caisse de grève patronale ». Le soutien qu'elle a apporté aux entreprises en difficulté a souvent entraîné nos actions revendicatives. La nouvelle banque pourrait avoir le même but... »

Pour les métallurgistes C.G.T., il ne peut s'agir que d'une nouvelle « machine de guerre » au service de la politique antisociale de l'U.I.M.M. « L'information que donne la Banque sera « engagée ». Si les capitalistes ont formulé des exigences de connaissance, c'est vers le ministère du travail qu'ils se tourneront. Et M. Krasucki ajoute : « L'U.I.M.M. a toujours été le fer de lance de l'action patronale, dans une longue tradition de tentatives de répression, d'investissements, et d'action psychologique ».

JOANINE ROY.

(1) 24, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine. Président : M. Jean-Jacques Wilmot-Boussel, ancien président du C.N.P.F. ; vice-président : M. Emile Bourcier, président délégué général de l'U.I.M.M. ; trésorier : M. Roland Koch, président du G.I.M.R.P. ; secrétaire : M. Jean-Pierre Lefebvre, directeur de l'INFORMED, sous-traitante d'ACOPADA, en charge de la mise au point du système, de son entretien et de sa distribution.

LES MÉTALLURGISTES C.G.T. REJETTENT SUR LE PATRONAT LES ACCUSATIONS DE VIOLENCES

M. Emile Bourcier, délégué général de l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), avait de présenter à la presse la Banque de données sociales de son organisation (voir ci-contre), le traité de la situation générale dans la métallurgie.

L'année 1978, a-t-il dit, a été relativement bonne, mais « il faut que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour que nous ne tombions pas dans la récession au prochain trimestre ». Le délégué patronal s'est ensuite élevé contre « l'offensive systématique du P.C.F. et de la C.G.T. ». Elle prend, a-t-il dit, la forme de violences contre le personnel, les dirigeants d'entreprises, les représentants de la classe ouvrière, les travailleurs de sabotage et de violence, c'est l'agresseur qui se dit agresseur, la violence, c'est le chômage, les contraintes imposées par les rythmes de travail, les insupportables conditions de travail, les atteintes aux libertés, les provocations, brimades et sanctions, les pressions morales, juridiques et financières ».

La fédération de la métallurgie C.G.T., dans la soirée, a vivement réagi. Les pouvoirs publics, a-t-il dit, traitent les travailleurs de sabotage et de violence, c'est l'agresseur qui se dit agresseur, la violence, c'est le chômage, les contraintes imposées par les rythmes de travail, les insupportables conditions de travail, les atteintes aux libertés, les provocations, brimades et sanctions, les pressions morales, juridiques et financières ».

CONJONCTURE

LÉGÈRE REPRISE DES VENTES D'AUTOMOBILES EN FÉVRIER

Après le nettement des mois précédents, le niveau assez élevé du marché intérieur en février semble indiquer que la demande intérieure va se maintenir à un niveau satisfaisant. La Chambre syndicale des constructeurs automobiles dans sa note de conjoncture. En février, les immatriculations de voitures neuves ont atteint 143 000 unités, soit à peu près le même niveau qu'en janvier (142 000 unités) et à peu près le même niveau qu'en 1978 (142 000 unités). Le bon niveau des exportations (146 318 unités, soit 5 % de plus qu'en janvier) ainsi que celui des importations (146 318 unités, soit 5 % de plus qu'en janvier) ont permis au constructeur français de maintenir leur production à l'étranger (44 626 unités, soit 23,2 % de plus qu'en janvier 1979), ont permis au constructeur français de maintenir leur production à l'étranger (44 626 unités, soit 23,2 % de plus qu'en janvier 1979), ont permis au constructeur français de maintenir leur production à l'étranger (44 626 unités, soit 23,2 % de plus qu'en janvier 1979).

En 1979 LA HAUSSE DE L'INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION A ÉTÉ DE 9,82 %

L'indice trimestriel du coût de la construction pour le quatrième trimestre 1979 s'est établi à 548, contre 525 au troisième trimestre, soit une progression de 4,38 %. En un an, par rapport à l'indice du quatrième trimestre de 1978, qui était de 493, la hausse est de 9,82 %. Cet indice a été publié au Journal officiel du 27 mars 1980.

L'indice du coût de la construction, qui sert au calcul des bonifications d'épargne-construction, est souvent utilisé comme base de référence dans les baux locatifs des appartements à loyer libre, où le dernier indice connu au moment de la signature doit être cité. Lorsque le bail le prévoit, la progression de cet indice permet de déterminer le pourcentage de hausse applicable lors de la révision des loyers.

(1) A noter qu'en termes nominaux le déficit du commerce extérieur a atteint 12,5 milliards de francs, soit 2,5 milliards de plus que l'excédent de 10 milliards de francs enregistré en 1978. Ce déficit est dû à l'excédent des opérations dites « invisibles » (services tels que tourisme, assurances, grands travaux, coopération technique) qui s'élève à 14,2 milliards de francs.

Les mouvements de capitaux à long terme font apparaître un déficit de 16,5 milliards de francs contre 8,5 milliards en 1978. Cette évolution s'explique par un ralentissement des emprunts extérieurs (11 milliards contre 13,5 milliards en 1978) et par une forte augmentation des investissements de portefeuille (9 milliards contre 5,1 milliards de francs).

Les mouvements de capitaux à court terme (crédits commerciaux en particulier) sont excédentaires de 7,9 milliards de francs contre 3,7 milliards de francs en 1978.

Retraites complémentaires : L'harmonisation reste un objectif, déclare M. Barrot, au cours d'un colloque sur « les ressources des retraités », le ministre de la santé et de la sécurité sociale a affirmé que « l'harmonisation des retraites reste un objectif, en dépit des obstacles juridiques et politiques ». Il a ajouté que cette harmonisation « ne pourra toujours se faire par l'extension des mesures les plus avantageuses ».

SOCIAL

LES FONCTIONNAIRES C.G.T. ET C.F.D.T. REJETTENT LE PROJET D'ACCORD SALARIAL

Le gouvernement a mis fin, le 27 mars, aux négociations salariales dans la fonction publique, sans améliorer sensiblement ses propositions. En voici l'essentiel : maintien du pouvoir d'achat par rapport à l'indice des prix selon une formule trimestrielle (le Monde du 15 mars 1980), application de la prime mensuelle spéciale versée aux petites catégories (selon les indices, elle passe de 150 à 180 F et de 30 à 40 F), versement, au 1^{er} septembre d'une prime uniforme de vie chère de 50 à 300 F selon les indices, 25 % au début de la catégorie, 25 % majoration des retraites d'environ 1 % et relèvement de 6 points (environ 60 F) du plancher de ces retraites. Le relèvement des traitements, au 1^{er} avril, sera de 1,75 %.

Les fédérations réunissent leurs instances pour se prononcer. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà rejeté les propositions. Les délégués font observer qu'elles repoussent les discussions de 1981 au second semestre de cette année-là, après l'élection présidentielle.

« Journée d'action C.G.T. », C.F.D.T. FEN contre le flicet, modérateur d'ordre public le vendredi 28 mars. Débrayages, manifestations et pétitions doivent marquer cette journée de protestation organisée par les syndicats. La C.G.T. ayant émis sa campagne d'action, du 26 au 28 mars, pour dénoncer toutes les mesures qui, selon elle, portent atteinte à la Sécurité sociale.

Grèves dans les douanes. — Des agents de travail de vingt-quatre heures par service pendant une semaine ont débuté, le jeudi 27 mars, chez les douaniers de Marseille contre la suppression de quatre-vingts postes.

Selon un sondage, 61 % des généralistes dépassent les tarifs conventionnels. — D'après un sondage du Quotidien des médecins et du cabinet Antoine Minkowski, réalisés les 21, 24 et 25 mars auprès de deux cents médecins, 61 % de ces généralistes britanniques les consignes de dépassement des tarifs données par les syndicats de praticiens (42 F par la consultation selon le F.M.F., 45 F selon le C.S.M.F. au lieu de 40 F).

Le Koweït aurait obtenu de British Petroleum le versement d'une prime de 550 dollars sur la moitié des ventes contractuelles. Quant au fuel lourd, il y a surabondance actuellement et ses prix — y compris en France — baissent régulièrement. Enfin, le brut saoudien ne trouve pas preneur à 34 dollars.

Les décisions prises par les pays producteurs risquent cependant, malgré l'importance des stocks dans les pays industrialisés, de rendre plus difficile un retour à la cohésion des prix de l'O.P.E.P. Or, dans cet état d'anarchie, les hausses, même les plus absurdes, sont possibles.

L'autre part, l'Iran a annoncé le 27 mars une nouvelle augmentation de 2 à 1,5 million de barils par jour à compter du 1^{er} avril — à égalité demandée une belle prime à ses deux autres clients principaux, Gulf et Shell.

Il est vrai que le Koweït, le Venezuela, la Libye, ont déjà, ou vont en second trimestre, réduire sensiblement leurs exportations. Selon la revue spécialisée Petroleum Intelligence Weekly, l'Algérie réduirait, elle aussi ses livraisons de 15 % afin de maintenir les prix face à l'abondance de l'approvisionnement mondial en pétrole.

Les pays qui relèvent leurs prix pourraient cependant avoir quelques difficultés à signer de nouveaux contrats. La demande sur les marchés au comptant, en outre d'imprévisibles, des dernières semaines après la hausse, paraît mesurer de l'attente contre l'inflation présentée par le président Carter et de la taxation du pétrole importé et de l'essence, aux États-Unis.

AGRICULTURE

CONSEQUENCE DE LA DÉVALUATION DU « FRANC VERT » Les prix français du lait et de la viande bovine augmenteront de 3,5 % au début d'avril

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). Les prix garantis par la C.E.E. aux producteurs français de lait et de viande bovine augmenteront de 3,5 % début avril. Le ministre britannique de l'Agriculture a finalement accepté, le 27 mars, après plusieurs heures de discussions entre les Neuf, la dévaluation de 3,7 % du « franc vert », qui revient à supprimer définitivement les montants compensatoires français. En échange de ce réajustement, M. Walker demandait à ses collègues — mais il n'a pas obtenu satisfaction — une modification de la réglementation communautaire sur les montants compensatoires monétaires (M.C.M.).

Les Neuf reprendront leurs travaux sur la fixation des prix agricoles communs pour la prochaine campagne le 21 avril, à Bruxelles. Entre-temps, la présidence italienne et la Commission européenne poursuivront leurs contacts bilatéraux afin d'élaborer un projet de compromis. Selon M. Ménégaire, un accord est possible dès la prochaine session du conseil agricole. Reste à savoir si l'Allemagne-Uni acceptera de se prononcer sur ce dossier, alors que quelques jours plus tard le conseil européen qui se tiendra les 27 et 28 avril à Luxembourg, se saisira de celui de la contribution britannique au budget communautaire.

« On ne comprend pas cette affaire », le ministre français de l'Agriculture a commenté en ces termes la demande de Londres de modifier la réglementation sur les M.C.M. Il y a trois ans, les montants compensatoires anglais atteignaient près de 40 %, pourcentage qui mesurait la différence entre la valeur du livre sur les marchés des changes et le taux de conversion fixé arbitrairement pour transférer en monnaie britannique les prix agricoles fixés en unités de compte. Comme dans le cas de la France, la dépréciation du

sterling avait pour effet l'applicabilité de la « livre verte » comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation.

Par le jeu des dévaluations successives de la « livre verte », le dernier est intervenu en décembre 1979 — et de la forte remontée de la monnaie anglaise au cours de ces derniers mois, l'écart entre les deux monnaies s'est réduit à un point tel qu'il n'y a plus de M.C.M. britanniques. Pour sa part, M. Walker estime que la réglementation de la C.E.E. empêche son pays de bénéficier de M.C.M. jouant dans le sens contraire, c'est-à-dire tassant les importations et subventionnant les exportations.

Selon les experts de la Communauté la valeur du sterling est supérieure actuellement de 2,4 % au taux de conversion de la monnaie verte anglaise. Le règlement sur les M.C.M. permet à la Commission de décaler une franchise de 1,5 %, de sorte que le nouveau montant compensatoire que devrait appliquer la Grande-Bretagne atteindrait 0,9 %, alors que la règle veut qu'il ne soit pas attribué à un Etat membre des M.C.M. inférieurs à 1 %. C'est pour cette raison que Londres souhaite que la franchise de 1,5 % soit éliminée.

D'une manière générale, les Anglais souhaitent, explique-t-on à Bruxelles, des M.C.M. dit « positifs » — qui de toute façon ne manqueraient pas d'apparaître si la livre continuait de s'apprécier — les plus élevés possible afin de protéger leur marché et en conséquence de faire monter les prix des produits importés. Cela devrait avoir pour effet, poursuivent les experts de la C.E.E., une hausse des prix des produits agricoles. Ainsi le ministre britannique pourrait se contenter d'un faible relèvement, voire d'un « gel » des prix communs pour certaines productions, tout en assurant le maintien du pouvoir d'achat de ses agriculteurs. Ce sont en tout cas les explications avancées jeudi 27 mars à Bruxelles pour justifier la demande britannique qui ont surpris tout le monde.

MARCEL SCOTTO.

ÉNERGIE

Le Koweït et l'Iran relèveraient le prix de leur pétrole

Le Koweït aurait obtenu de British Petroleum le versement d'une prime de 550 dollars sur la moitié des ventes contractuelles. Quant au fuel lourd, il y a surabondance actuellement et ses prix — y compris en France — baissent régulièrement. Enfin, le brut saoudien ne trouve pas preneur à 34 dollars.

Les décisions prises par les pays producteurs risquent cependant, malgré l'importance des stocks dans les pays industrialisés, de rendre plus difficile un retour à la cohésion des prix de l'O.P.E.P. Or, dans cet état d'anarchie, les hausses, même les plus absurdes, sont possibles.

L'autre part, l'Iran a annoncé le 27 mars une nouvelle augmentation de 2 à 1,5 million de barils par jour à compter du 1^{er} avril — à égalité demandée une belle prime à ses deux autres clients principaux, Gulf et Shell.

Il est vrai que le Koweït, le Venezuela, la Libye, ont déjà, ou vont en second trimestre, réduire sensiblement leurs exportations. Selon la revue spécialisée Petroleum Intelligence Weekly, l'Algérie réduirait, elle aussi ses livraisons de 15 % afin de maintenir les prix face à l'abondance de l'approvisionnement mondial en pétrole.

Les pays qui relèvent leurs prix pourraient cependant avoir quelques difficultés à signer de nouveaux contrats. La demande sur les marchés au comptant, en outre d'imprévisibles, des dernières semaines après la hausse, paraît mesurer de l'attente contre l'inflation présentée par le président Carter et de la taxation du pétrole importé et de l'essence, aux États-Unis.

LES SUPER-PROFITS PÉTROLIERS AUX ÉTATS-UNIS

(Suite de la première page.)

Ce pourcentage sera de 30 % sur le pétrole découvert à l'avent et vendu au-dessus de 16,55 dollars le baril. Pour les sociétés « indépendantes » qui exploitent de petits gisements l'imposition sera moindre.

Le président Carter — dont la note comme candidat aux élections présidentielles de novembre prochain est en baisse — se réjouit donc de ce vote. D'autres présidents avant lui ne s'étaient pas cassés les dents sur le puissant lobby des pétroliers. Le Wall Street Journal et avec lui les pétroliers portent « le deuil ». Dans un éditorial sorti d'une bande noire, le quotidien du monde des affaires, commentant la décision attendue du Congrès, affirme qu'une fois de plus « on sacrifie l'avent de la sécurité du pays » et celui de l'industrie pétrolière, pour satisfaire une soif insatiable de recettes.

Cependant, la satisfaction affichée par le président comme le deuil des compagnies pétrolières, sont excessifs. Le secteur pétrolier ne verra nullement sa rentabilité affectée par le nouvel impôt et il gardera même une part non négligeable (près de 50 %) des superprofits tirés de la suppression du contrôle des prix.

Quant au président, il doit reconnaître que le texte adopté définitivement par les deux Chambres est bien loin de son projet initial. Non seulement le produit total de la taxe sur la décennie 80 ne sera que de 27,2 milliards de dollars au lieu des 285,3 milliards espérés par la Maison Blanche, mais surtout l'affectation de cette somme sera bien différente de ce que réclamait le président Carter.

Les membres du Congrès ont en effet refusé de verser le profit de cette taxe à un fonds destiné à financer, notamment, la production de combustibles synthétiques. Ils en ont affecté une faible part à l'aide aux familles qui seront touchées par le renchérissement du produit pétrolier et ont décidé d'en laisser la majeure partie au Trésor, gardant ainsi la haute main sur l'affectation de cet argent : pour 60 % de cette somme sera consacrée à des abattements fiscaux pour les personnes et les sociétés.

BRUNO DETHOMAS.

AFFAIRES

M. DURAND-RIVAL QUITTE LE GROUPE SIDÉRURGIQUE SACLOR - SOLLAC

M. Pierre Durand-Rival, administrateur-directeur général de la société sidérurgique Saclor et président-directeur général de la SOLLAC, a démissionné de ses fonctions le vendredi 28 mars 1980. Il est remplacé à Saclor par un administrateur vice-président, Robert Firon, et deux directeurs généraux, l'un pour les produits plats, M. Claude Ink, l'autre pour les produits longs et les aciers spéciaux, M. Jean Castelnau, président des Acieries de Pompey. Quant à la SOLLAC, c'est M. Jacques Mayeux, déjà président de Saclor, qui en prend la tête, remplaçant les deux sociétés sous une même présidence.

En 1^{er} juillet 1930 à Chambéry (Savoie), ingénieur du corps des ponts et chaussées, M. Pierre Durand-Rival était entré en 1965 dans le groupe Saclor. Bourreau de travail et homme à poigne, il avait dirigé la construction de l'usine de Gandrange, en Lorraine, en 1967-68 pour se voir confier ensuite celle du chantier géant de l'usine de Fecamp, dont le fonctionnement a été très vite satisfaisant sur le plan technique, phénomène très rare. Son départ, dont la rumeur courait depuis plusieurs mois, ne semble pas être provoqué par des divergences d'opinion notées avec M. Jacques Mayeux, mais plutôt d'un « état d'âme ».

F. R.



Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRES LA CINQUIEME ET LA TROISIEME

Deux étapes-clés à ne pas manquer. Comment se déterminer ? La grande trépanation technique « court ». A quinze ans, comment choisir son avenir ?

Les options, les procédures, les voies de recours, les erreurs à ne pas faire.

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

VOTRE ASSURANCE SOMMEIL AU MEILLEUR PRIX

QUALITE : La meilleure sélection chez Espé - Dunlopillo - Capital - Pirelli - Pirelli - Tréca

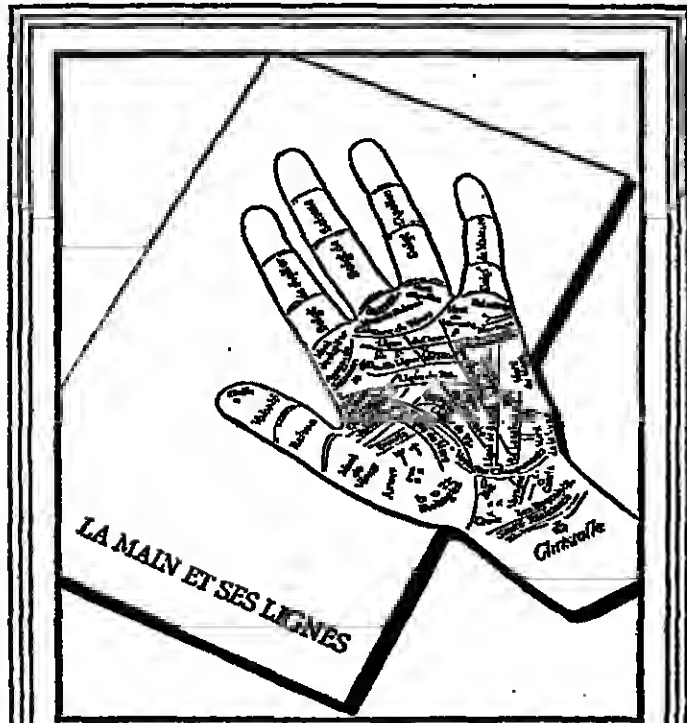
CHOIX : Des matelas et des sommiers molles, souples, extra-fortes, en toutes dimensions.

SERVICES : Débaras de l'ancienne literie, facilités de paiement, livraison rapide.



logibel
LITERIE

Paris 379.71.99 / Paris 200.00.76 / JUVISY gare 921.88.34 / VINCENNES RER 117, bd Voltaire 234 rue Crimée 2, rue Danton 91260 365.40.14 / Métro Voltaire 75019 MCrimée (Sortie côté Dravel) 189, rue de Fontenay



La main et ses lignes. Un bel objet gravé en métal argenté et un traité sur l'art de lire dans les lignes de la main.

Pavillon Christoffe

12, rue Royale Paris
31, boulevard des Italiens - 95, rue de Passy
Centre Commercial de Paris II
... et maintenant Rive gauche, 93, rue de Seine

ETRANGER

Aux États-Unis

Le difficile combat de M. Carter contre le « plastic money »

De notre correspondant

Washington. — Le programme annoncé le 14 mars par la Maison Blanche ne réussira sans doute pas à arrêter l'inflation. Bien peu y croient en tout cas. Toutefois, il devrait au moins donner un coup d'arrêt à la nouvelle forme de vie à tempérament dans laquelle s'est installée l'Amérique : celle qui s'appuie sur le « plastic money », l'argent en plastique ou les cartes de crédit, puisqu'il comporte un certain nombre de mesures visant à limiter cette source d'inflation.

Le portefeuille de l'Américain moyen a toujours été de dimension réduite (de seul papier d'identité couramment utilisé est le permis de conduire, en plastique et de même format qu'une carte de crédit), mais il est devenu depuis quelques années une sorte d'accroche, grossi chaque année des cartes libéralement distribuées par les banques et autres organisations, deux ou trois au minimum, une bonne dizaine pour le citoyen plus aisé, qui n'a souvent qu'à répondre à une sollicitation reçue à domicile pour recevoir une nouvelle carte.

L'Américain paie en effet ses achats par une simple signature dans un premier magasin (soit vingt-six millions de cartes ont été distribuées par cette chaîne dans tous les États-Unis) ou dans un autre (dix-huit millions). Il fera la moindre emplette, sans bourse délier, dans un nombre incalculable de points de vente grâce à la carte Visa ou MasterCard qui lui aura été délivrée par sa banque locale. Il pourra même payer son essence à crédit avec une autre carte d'Exxon ou de Texaco, sans parler des frais de voyage ou de loisirs généralement fournis, toujours sur simple signature, par American Express (huit millions de détenteurs américains), Diners Club, Carte blanche, etc.

Les distributeurs de ces dernières cartes, les premières répandues à l'étranger, prétendent ne pas se voir appliquer les mêmes restrictions que les autres, dans la mesure où leur possession se paie (American Express perçoit de ses clients un abonnement de 25 dollars par an) et où les dépenses faites par la porteur doivent en principe être réglées en une fois à la fin du mois suivant. En fait, les cartes délivrées par les grands magasins et les banques, qui offrent d'autres avantages, contiennent encore plus de comportements générateurs d'inflation.

Le détenteur d'une nouvelle carte Sears par exemple, reçoit pratiquement sans formalité, lors du premier mois de son achat, pour plusieurs centaines de dollars ; mais il aura la surprise de recevoir une facture d'une quinzaine de dollars s'ajoutant à celle de son paiement mensuel minimal. Le reste fera partie de la « balance en suspens », entraînant le paiement de « charges financières » d'un montant, certes, mais qui paraissent dérisoires au regard de la « générosité » de la compagnie. Mastercard et Visa, par exemple, elles aussi, de procéder à ces dépenses indolores, voire de réserver des avances en espèces, dont le remboursement sera étalé sur de longs mois. Un plafond est toutefois imposé aux détenteurs : généralement 500 ou 1000 dollars de dépenses au maximum, selon le niveau des revenus.

Que ces facilités aient pu élargir le pouvoir d'achat moyen et vivre au-dessus de ses moyens n'est pas douteux. Une bonne moitié de sa consommation courante paraît être couverte par ces cartes, et les Américains ont dépensé des milliards de dollars, avant d'être gagnés. C'est aussi une manière de résister à l'érosion du niveau de vie due à l'inflation : les Américains ont d'abord réduit leur épargne — aujourd'hui l'une des plus faibles du monde industrialisé, représentant moins de 3 % du P.N.B. — puis, au lieu de résister, ils ont tenté de résister en utilisant cette forme de crédit. L'endettement afférent aux cartes délivrées par les banques a atteint 29 milliards de dollars en 1979, dix fois plus qu'en 1968.

Pour limiter cette source d'inflation, M. Carter a choisi de

frapper les distributeurs de cartes plus que les détenteurs, à charge pour les premiers de répartir à leur guise sur les seconds l'effet du tour de vis. La principale mesure consiste à obliger les banques à déposer auprès de la banque fédérale, dans un compte sans intérêt, un montant égal à 15 % des fonds avancés à leurs clients sous forme de « plastic money ». La mesure est sévère à l'heure de l'argent rare et des taux d'intérêt même à une impasse là où des lois locales « anti-usure » limitent ce qu'un particulier peut avoir à payer comme charges financières. Dans l'État de New-York, par exemple, une banque ne peut faire payer plus de 15 % d'intérêt à ses débiteurs. Si les fonds qui doivent être déposés à la banque fédérale sont empruntés auprès d'une autre banque à 15 % et plus, comme c'est le cas aujourd'hui, la gestion d'un réseau de cartes de crédit n'est plus rentable. Citicorp, la compagnie mère de Citibank, qui a distribué près de six millions de cartes Visa et Mastercard, en a tiré les conclusions : elle envisage de démanteler son siège de New-York vers le Dakota-du-Sud, où les lois permettent d'exiger jusqu'à 24 % d'intérêt. La même compagnie avait suspendu la délivrance de nouvelles cartes dès l'annonce du plan contre l'inflation de M. Carter.

Les distributeurs de cartes ont annoncé d'autres restrictions. Sears a décidé de relever son paiement mensuel de 5 à 10 dollars — une augmentation bien modeste pour une entreprise dont la cote totale se monte à 9 milliards. Pour leur part, les banques de la région de Washington envisagent d'annuler les comptes de leurs clients « débauchés » — ceux qui ont eu un retard de paiement de plus de deux fois — de limiter les délivrances de nouvelles cartes et d'abaisser les plafonds d'endettement et de relever le montant des remboursements. Toutefois, prises entre les deux croisés des règlements gouvernementaux et des doléances d'une clientèle gâtée par l'expérience, elles doivent procéder prudemment : personne n'est prêt à renoncer rapidement au délicieux poison du plastic money.

MICHEL TATU.

En République fédérale d'Allemagne

Les syndicats mènent campagne pour l'interdiction du lock-out

De notre correspondant

Bonn. — Depuis plusieurs mois, les syndicats ouest-allemands mènent une campagne très vigoureuse pour obtenir qu'il soit interdit au patronat de recourir à la procédure du lock-out dans les conflits industriels. Le président du D.G.B., M. Vetter, proclame que cette arme des employeurs devrait être jetée « dans les poubelles de l'histoire ».

Les manifestants défilent dans les centres ouverts avec des pancartes proposant le slogan : « Wes ausserst, der geht in's Gessperst », ce qui signifie en traduction libre qu'il faut mettre en prison ceux qui ferment les portes de leur usine aux travailleurs. Il n'est plus guère de réunion syndicale où l'on ne dénonce avec véhémence les « barons de l'industrie » qui ont fait de la classe ouvrière « des affaires de la classe ouvrière ».

Ce combat vient d'entrer dans une phase nouvelle, laissant place à l'argumentation juridique plutôt qu'à ceux de la révolte populaire. Le problème du lock-out et de sa légalité doit être tranché par le tribunal fédéral du

travail siégeant à Kassel, qui a entendu, lundi 24 et mardi 25 mars, les arguments présentés aussi bien par les syndicats que par les organisations patronales. Sur le plan juridique, le conflit trouve son origine dans les grèves déclinées, il y a deux ans, par les métallurgistes du Bade-Wurtemberg et par les travailleurs de l'imprimerie à Munich. Dans l'un et l'autre cas, il s'agissait de grèves ponctuelles ne visant qu'un nombre limité d'entreprises, mais auxquelles les employeurs ont répondu par des lock-out mettant au chômage forcé un grand nombre de travailleurs non grévistes.

Pour les syndicats intéressés, cette réplique des employeurs fut très coûteuse. Les organisations ouvrières versent en effet des indemnités à ceux de leurs adhérents qu'elles invitent de façon officielle à cesser le travail. En cas de lock-out, elles sont contraintes aussi de soutenir ceux de leurs membres qu'elles n'avaient pas l'intention de faire

participer à la grève. Aussi les syndicats, soucieux de limiter leurs dépenses, ont-ils entamé un combat juridique en vue d'obtenir que les employeurs soient contraints de payer les salaires des travailleurs de leurs entreprises pendant le conflit.

Un patronat résolu

A la campagne menée contre elles, les organisations patronales industrielles répondent de façon non moins résolu. Elles font observer que tous les conflits ont commencé par des grèves et que le « lock-out défensif » a seulement été utilisé pour répondre à la grève des grèves ponctuelles. Il suffit d'arrêter par exemple la marche des hauts fourneaux pour paralyser l'ensemble de l'industrie métallurgique et de ses sous-traitants et entreprises annexes. Des grèves ponctuelles de ce genre auraient donc le même effet qu'une grève étendue à l'ensemble de l'industrie. Autrement dit, les syndicats voudraient s'offrir des grèves « à bon marché » qu'ils pourraient poursuivre pendant de nombreuses semaines sans que les employeurs disposent d'aucun moyen de défense.

Les employeurs font aussi observer que, si on les laisse

LE BRÉSIL ET LA CEE VONT CONCLURE UN ACCORD QUINQUENNAL DE COOPÉRATION

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Le Brésil et la C.E.E. doivent conclure dans les prochaines semaines un accord de coopération d'une durée de cinq ans. La première session de négociations s'est tenue les 17 et 18 mars à Bruxelles. Au cours d'une deuxième séance de pourparlers prévue pour le 15 avril, les deux parties devraient adopter le texte de l'arrangement envisagé.

Il s'agit de conclure un accord-cadre de coopération commerciale et économique ayant un caractère essentiellement évolutif. Le Brésil et la C.E.E. s'engagent, notamment, à développer et diversifier leurs échanges. Concrètement, les deux parties obtiendront des facilités d'accès aux matières premières du Brésil, tandis que celui-ci s'efforcera d'accroître ses exportations de produits manufacturés. L'accord portera aussi sur l'intensification des relations entre les industries européennes et brésiliennes, et sur le développement scientifique et technique. La C.E.E. veut obtenir notamment un engagement des autorités brésiliennes sur la garantie et la protection des investissements européens au Brésil.

Le nouvel accord doit remplacer l'arrangement de 1973 au titre duquel les deux parties s'accordaient le traitement de la nation la plus favorisée dans le domaine tarifaire, et la non-discrimination en matière de libération des échanges. Depuis 1978, le Brésil accepte d'autoriser ses exportations de produits textiles vers la C.E.E. Il a fait de même depuis 1979 pour ses ventes de foin. Au titre du système communautaire des préférences généralisées, le Brésil bénéficie de contingents à droits de douane réduits pour ses exportations de bœufs de ceceo et de café soluble.

Les neuf sont les principaux clients du Brésil, qui dirige plus de 30 % de ses ventes vers la Communauté. Contre 10 % seulement vers les États-Unis. C'est-à-dire que le Brésil est le premier fournisseur du marché brésilien. Au total, le balance commerciale de la C.E.E. avec le Brésil est déficitaire : près de 1 milliard de dollars pour les huit premiers mois de 1979.

M. S.

La guerre de l'acier entre la C.E.E. et le président Carter rassure les

Bruxelles. — Le président Carter rassure les Européens en déclarant que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier. Le président américain a déclaré à la presse que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier. Le président américain a déclaré à la presse que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier.

Le président Carter a déclaré à la presse que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier. Le président américain a déclaré à la presse que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier. Le président américain a déclaré à la presse que les États-Unis ne cherchent pas à imposer une guerre de l'acier.

Pétrole creuse la dans le m

La terre cache encore d'a et de gaz naturel. Pourtant, le pri menter. Pour améliorer la sécu toutes les compagnies pétrolières Il faut désormais redoubli des zones traditionnelles de proc souvent difficiles. Par exemple, d fond des océans. La recherche e gissements réclament une grande sements considérables. Voilà pourquoi, cette an pétrolières va investir plus de 2 entier pour l'exploration et la pi française participe activement : pays.

Les compagnies p pour que la Fr

Centre Français d'Informations P

Scotch 820

Lettre ouverte à tous ceux qui écrivent confidentiellement.

Le contenu de vos lettres et documents doit parfois rester confidentiel. Alors, vous voulez être certain que seul le destinataire en prendra connaissance.

3M France, spécialiste des rubans adhésifs, a mis au point un matériau moderne qui offre les qualités de la cire à cacheter à la simplicité d'emploi des rubans adhésifs Scotch. Il s'agit du ruban à cacheter Scotch 820.

Constitué d'un support extrêmement mince et d'un adhésif très agressif, il est impossible

de l'enlever sans laisser de traces. Atteint chimiquement, le pigment bleu contenu dans l'adhésif diffuse dans le papier, laissant des traces évidentes.

Afin d'accroître l'inviolabilité de vos envois, le ruban à cacheter Scotch 820 peut être personnalisé à l'aide d'un cachet à chaud, le Ferrade CF-49, renouant ainsi avec la tradition.

Transparent, le ruban à cacheter Scotch 820 peut être utilisé pour rendre infalsifiables

les éléments importants d'un texte. Pratique et performant, le ruban à cacheter Scotch 820 est indispensable à tous ceux qui travaillent au caractère confidentiel de leurs envois.

Afin que le ruban à cacheter Scotch 820 n'ait plus de secret pour vous, écrivez à :

Département produits pour les bureaux et la papeterie
3M FRANCE Monsieur Denis Castels
Bd de l'Osse 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

innovez

économisez

En travaillant directement avec deux indépendants créatifs concepteurs, graphistes illustrateurs, conseils en fabrication.

- structure souple très concurrentielle
- diversité de création
- rapidité
- suivi en fabrication au meilleur prix

sigles, annonces, affiches, brochures, catalogues, mailings, etc.

Boulanger. Garcia
41 Bd Lannes 75016 Paris
504.03.56

vous venez de lire cette annonce comme vous aimeriez

فكذ ان الأصل

ÉTRANGER

MONNAIES

La guerre de l'acier entre la C.E.E. et les États-Unis

Le président Carter rassure les Européens

Dans une lettre adressée il y a quelques jours à M. Roy Jenkins, président de la Commission de la C.E.E., le président Carter déclare vouloir s'opposer aux démarches de la sidérurgie américaine pour se protéger contre les importations d'acier en provenance du continent européen. S'efforçant de « dédramatiser » le conflit qui a éclaté entre les États-Unis et la C.E.E. à propos de ces importations, au risque d'entraîner des mesures de rétorsion (le Monde des 22 et 23 mars 1980), le président a voulu se montrer rassurant, et précise que la plainte en dumping du plus gros producteur d'acier américain, U.S. Steel, « ne doit pas être considérée comme un acte hostile du gouvernement des États-Unis ». Il existe une « différence entre les orientations de l'administration et l'action des patrons de l'acier ». À ce sujet, le président de Bethlehem Steel, entre géant de la sidérurgie américaine, et

président du Syndicat professionnel, s'est montré plus conciliant que le président de U.S. Steel, et s'est déclaré « confiant » dans la protection fournie par le système du Trigger-Price (prix-gâchette), qui a été suspendu, on le sait, par le président Carter dès le dépôt de la plainte de U.S. Steel. À Bruxelles, les milieux communautaires ont pris acte « avec satisfaction » de la déclaration de principe de la Maison Blanche. En outre, ils ont été « heureusement surpris » par la réaction des autres producteurs d'acier américains jusqu'à ces derniers jours, la Commission était convaincue que la plainte de U.S. Steel serait suivie d'autres plaintes, ce qui aurait rendu encore plus difficile une négociation d'ensemble. A Bruxelles, on continue à réclamer le rétablissement du système du prix-gâchette, considéré comme la meilleure garantie pour le maintien de relations commerciales normales.

ÉTATS-UNIS

● La balance commerciale américaine a enregistré au mois de février un déficit record de 5,6 milliards de dollars contre 4,8 milliards en janvier. Cette aggravation du déficit a été due surtout à une augmentation du volume et du prix des importations pétrolières, souligné au département du commerce. Le précédent déficit « record » avait été enregistré en février 1978 (5,2 milliards de dollars). — (A.F.P.)

GRÈCE

● Prêt de 400 millions de dollars pour la Grèce. — Un consortium composé de banques britannique, néerlandaise, française et allemande octroiera un prêt — sur dix ans — de 400 millions de dollars à la Grèce, au plus tard en juillet à la suite de négociations qui, commencées fin 1979, ont été menées du côté d'Athènes par M. Zolotas, gouverneur de la Banque de Grèce. Le taux d'intérêt est jugé « satisfaisant » dans les milieux gouvernementaux.

qui estiment que le montant de l'emprunt suffira à couvrir le déficit de la balance des paiements. Le dernier prêt consenti à la Grèce, en 1979, était de 500 millions de dollars. — (A.F.P.)

R.F.A.

● La balance commerciale de la R.F.A. s'est soldée au mois de février par un excédent de 500 millions de marks, contre 300 millions en janvier. Les exportations ont atteint 29,8 milliards de marks, et les importations 29,1 milliards. Au cours des deux premiers mois de 1980, l'excédent commercial avait été de 4,3 milliards de marks. — (A.F.P.)

TURQUIE

● La Banque mondiale a accordé à la Turquie, le 27 mars, un prêt de 200 millions de dollars afin de financer les importations prioritaires pour l'utilisation des capacités de production de l'agriculture et de l'industrie. — (A.F.P.)

L'effondrement des cours de l'argent métal inquiète les milieux financiers

Les cours de l'argent métal, qui avaient déjà très fortement baissé après une flambée qui les avait portés en un an de 5 dollars l'once de 31,1 g à plus de 80 dollars, se sont totalement effondrés jeudi 27 mars sur les marchés américains de matières premières. Au comptant, le cours est revenu de 20 à 10 dollars, pour remonter légèrement (11 dollars) en fin de séance. Cette chute brutale a été provoquée par les rumeurs suivant lesquelles un groupe de spéculateurs, et parmi eux le milliardaire Nelson Bunker Hunt, magnat du pétrole au Texas, et des personnalités du Proche-Orient éprouvaient de graves difficultés pour financer leurs énormes engagements sur les marchés à terme. Dès 1974, M. Hunt avait acheté 1 400 tonnes d'or et, depuis un an, dit-on, lui et ses partenaires auraient constitué un stock de plus de 6 000 tonnes d'argent métal (la production minière mondiale ne dépasse par 8 000 tonnes pour consommation de 12 000 à 13 000 tonnes).

Manifestement, ils avaient voulu réaliser ce que les spécialistes appellent un « corner », c'est-à-dire un « étranglement » du marché qui se trouve « assésé », les prix étant fixés au bon vouloir du détenteur de stock, qui fonce désormais la loi. L'opération

a bien failli réussir en février dernier, lorsque le cours de l'once dépassa 80 dollars.

L'ampleur des achats spéculatifs, qui s'étaient démesurément gonflés depuis plusieurs mois, fut telle que les autorités de tutelle des marchés à terme durent suspendre la conclusion des contrats sur des échéances dépassant le mois. Cette mesure, conjuguée avec le vif repli des cours de l'or, provoqua une première chute, et entraîna de lourdes pertes pour les spéculateurs. En outre, la flambée des taux d'intérêt a rendu extrêmement onéreux le financement des achats à terme sur les marchés, et contraignit les opérateurs à rechercher des ressources supplémentaires.

C'est ce qui s'est passé pour M. Hunt et ses partenaires, qui cherchaient actuellement à placer dans le public pour 4 milliards de dollars de bons convertibles en argent métal. M. Hunt se serait rendu en Arabie Saoudite pour trouver des concours. On dit également qu'il aurait procédé à des ventes massives sur le marché de New-York, ainsi que sur le marché des valeurs à Wall Street. Par ailleurs, la cotation de titres de la maison de courtage Beche & Co. a été suspendue à New-York, certains de ses clients acheteurs d'argent métal ne pouvant répondre aux appels de couverture récemment effectués.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à base + report	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.	Rep. + en Dép.
\$ E.-U. ...	4,4365 4,4325	- 248 - 200	- 410 - 360	- 1170 - 1040
\$ can. ...	4,2110 4,2100	- 120 - 100	- 240 - 200	- 620 - 520
Yen (100) ...	1,7760 1,7730	- 70 - 45	- 85 - 50	- 160 - 95
DM 2,3090 2,3050	+ 75 + 105	+ 150 + 125	+ 430 + 390	+ 1200 + 1050
Florin 2,1480 2,1410	+ 10 + 30	+ 90 + 120	+ 250 + 225	+ 650 + 575
F.R. (100) ... 14,3620 14,3775	- 510 - 315	- 960 - 570	- 2650 - 2020	- 7800 - 6200
L. (1 000) ... 2,4140 2,4110	+ 225 + 155	+ 270 + 210	+ 660 + 570	+ 1770 + 1470
L. (1 000) ... 4,9510 4,9475	+ 215 + 150	+ 435 + 350	+ 1255 + 1075	+ 3100 + 2550
S. 8,8550 8,8525	- 490 - 395	- 750 - 620	- 2100 - 1810	- 5400 - 4550

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.
\$ E.-U. ...	18 1/4	18 1/4	18 1/2	18 1/2	18 1/4	18 1/4	18 1/2	18 1/2
Florin ...	10 1/2	10 1/2	10 5/8	10 5/8	10 1/2	10 1/2	10 5/8	10 5/8
F.R. (100) ...	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
L. (1 000) ...	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L. (1 000) ...	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
S.	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F.R. franc ...	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4

Marché noir et petits frissons

« Z'avez combien de pièces à vendre ?
— Une centaine, de 5 francs. Pourquoi ?
— L'offre 17 francs. Cash. A l'instinct, ils payent 15 francs, moins 6 % de taxes... intéressé ? »

Dieb ! Outre l'appât du gain, la perspective de trader un petit peu le flac est plaisante à l'âme gauchiste. La proposition du gros monsieur en complet gris m'étonne d'ailleurs. Conclure une affaire sur un trottoir, devant la vitrine d'un changeur professionnel, à dix pas de la Bourse et de quelques politiciens débouffés, procure aussi un petit frisson bien savoureux. Le bourgeois coiffeur, sous nos yeux, vient d'empocher, avec des airs de conspirateur, quelques billets de 500 francs sans une bien croustillante histoire à raconter ce soir au dîner familial...

« Ils sont des dizaines à faire ça », tous les jours, devant la boutique, nous confirme, mi-rieuse, mi-furibarde, Mme Raison, patronne du Crédit de la Bourse, rue Vivienne à Paris. « J'ai alerté la mèchecheussée et les inspecteurs du fisc. J'ai même écrit au procureur de la République. Pas de réponse. A croire que le Trésor français aime se faire escroquer. » Il est évidemment impossible de chiffrer son manque à gagner. Mais une chose est sûre : depuis la démonétisation officielle, début février, des 4 000 tonnes de pièces

de 5, 10 et 50 F en argent, treppées entre 1960 et 1965, plusieurs dizaines de milliers de pièces sont ainsi « passées à l'as ». Où vont-elles ? Mystère. Pour une partie, elles sont probablement transformées en lingots par les fondeurs lorsque les cours remontent. Pour les autres, elles passent les frontières à destination des cotillions de collectionneurs ou de spéculateurs d'envie. Celles qui restent servent de « fonds de roulement » aux petits marseillais qui les achètent, et les revendent au gré des fluctuations internationales des prix de l'argent métal. « Ce qui est plus grave, poursuit la directrice de la boutique, c'est qu'un trafic identique portant sur des sommes beaucoup plus importantes s'amorce sur les places d'or. » Si les négociations quittent les lambris du palais Brongniart pour les trottoirs mouillés des faubourgs, où va-t-on, en effet ?

Cela dit, une nouvelle profession — certes tout à fait condamnable — ne vient-elle pas de naître à point nommé dans une France dévorée par la chômage ? Pas de patente, pas de frais de comptabilité, pas de bureau, et — peu de risques, puisque c'est le vendeur, et non l'acheteur, qui, tenu de payer les taxes, fraude l'Etat. De quoi donner des idées aux chômeurs qui, pour se conformer aux vœux du premier ministre, sont appelés à créer leur entreprise. — P. C.

L'ASCENSION DU DOLLAR SE POURSUIT : 4,44 F A PARIS

L'ascension du dollar s'est poursuivie vendredi 28 mars sur les marchés des changes à la faveur de la hausse persistante du taux d'intérêt aux États-Unis, où le taux de base des banques pourrait incessamment être porté de 10 % à 12 %. La monnaie américaine est passée, à Paris, de 4,4250 F à 4,44 F. A Zurich, en revanche, elle a légèrement fléchi, revenant de 1,83 F.S. à 1,8250 F.S., les autorités monétaires helvétiques ayant annoncé qu'elles allaient freiner la baisse du deutschemark vis-à-vis du franc suisse.

La faiblesse du deutschemark, très réelle depuis plusieurs semaines, a été d'autant plus prononcée que la Bundesbank n'a pas relevé son taux d'escompte, jeudi 27 mars. Cette faiblesse a contraint la Banque de France à soutenir massivement le deutschemark et le franc suisse pour éviter, notamment, que la monnaie ouest-allemande à Paris ne tombe au-dessous de son cours plancher (2,2030 F).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes, qui avait fléchi de 34 dollars jeudi à 486 dollars contre 525, s'est légèrement redressé à 490 dollars.

Pétrole: le monde entier se creuse la tête. Nous creusons dans le monde entier.

La terre cache encore d'abondantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Pourtant, le prix du pétrole ne cesse d'augmenter. Pour améliorer la sécurité des approvisionnements, toutes les compagnies pétrolières se retroussent les manches.

Il faut désormais redoubler d'efforts pour chercher hors des zones traditionnelles de production, dans des conditions souvent difficiles. Par exemple, dans les régions polaires et au fond des océans. La recherche et la mise en valeur de ces nouveaux gisements réclament une grande maîtrise technologique et des investissements considérables.

Voilà pourquoi, cette année, l'ensemble des compagnies pétrolières va investir plus de 200 milliards de francs dans le monde entier pour l'exploration et la production. L'industrie pétrolière française participe activement à cet effort dans une cinquantaine de pays.

Les compagnies pétrolières investissent pour que la France ait du pétrole.

Centre Français d'Informations Pétrolières. 16, avenue Kléber. 75116 Paris.



économisez

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UCIP-BAIL

Le conseil d'administration d'UCIP-Bail, réuni le 21 mars 1980, a procédé à l'arrêté des comptes, conformément aux grandes lignes qui avaient été définies lors de la précédente réunion du 11 octobre 1979.

Le résultat net de l'exercice 1979 s'élève à 10 397 000 après constitution, tant chez la société elle-même que chez ses filiales constituées sous forme de S.C.I. de 6 949 000 de provision pour créances douteuses et dépréciation d'actif.

Le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 6 mai 1980, la mise en distribution d'un dividende unitaire de 8,66, égal à 85% du bénéfice net imposable. Le conseil a constaté que depuis la reprise de la gestion par le groupe du Crédit commercial de France, intervenu le 28 mars 1979, huit opérations nouvelles avaient été conclues, représentant un volume d'engagement de 33 530 000 H.T. de telle sorte que les engagements globaux, au 31 décembre 1979, atteignent 3 455 000 H.T.

La progression de l'investissement reste soutenue depuis le 1^{er} janvier 1980, puisque sept opérations représentant 43 000 000 H.T. d'investissements ont été conclues. Les nouveaux engagements concernent pour l'essentiel des participations en crédit-bail immobilier dans les opérations avec des groupes (Philips, Novotel, British American Tobacco).

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée selon les conditions de quorum exigées pour les assemblées extraordinaires, de changer la dénomination sociale afin d'adopter celle de :

ACTIBAIL
« SOCIÉTÉ PAR ACTIONS
POUR LE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER »

SLIVAM

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Mobilières

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société s'est réunie le Mardi 26 mars 1980 sous la présidence de Monsieur David Dauterme.

Les produits distribuables de l'exercice 1979 s'élèvent à 30 180 017,09. L'Assemblée a décidé d'attribuer, à partir du 26 mars 1980, à chaque action en circulation un revenu global de 5,72 composé d'un dividende net de 5,57 et d'un impôt déjà payé au Trésor (impôt de 0,15).

Ce dividende sera matérialisé par le paiement de deux coupons :

- coupon n° 33 de 5,27 net représentant le produit des obligations françaises non indexées dont 0,19 correspondant aux revenus de l'emprunt d'Etat 820 157 771 ;

- coupon n° 34 de 0,25 net correspondant au produit des autres catégories de valeurs mobilières et des sommes placées en dépôt dont 1,41 représentant le produit des actions françaises.

Pour les personnes ayant leur domicile fiscal en France, ces coupons ouvriront droit à des crédits d'impôt de 0,18 (coupon n° 33) et 0,07 (coupon n° 34) correspondant à l'impôt fiscal afférent aux revenus d'actions françaises (coupon n° 34).

Comme les années précédentes, le montant de ces coupons pourra être réversé en actions de la Société, pendant une durée de trois mois, à partir de la date de la mise en distribution, en franchise de droit d'entrée.

L'Assemblée Générale a renouvelé les mandats d'administrateurs Messieurs David Dauterme, Georges Peberne, et de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une durée de six années, et a nommé Monsieur Alain Bizot administrateur de la Société pour une durée de six années.

(Publié)

PLACEMENT DIAMANT
OU S'INFORMER ?

Le Centre d'Information
Union de Diamantaires, 17, rue
Saint-Florentin, 75008 Paris -
Tél. : (1) 260-36-32, est ouvert
au public du lundi au vendredi
inclus de 10 h. à 19 h. et le
samedi de 10 h. à 17 h.

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières.
Venez y trouver les meilleures
LES BUREAUX
qui vous recommandent.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE

Le collège des actionnaires, réuni le 25 mars 1980 sous la présidence de M. de Bresson, a décidé d'augmenter le capital de la Société Générale de 1 007 760 000 F à 1 058 538 000 F par l'émission de 503 884 actions nouvelles de 100 F nominal à souscrire en numéraire.

Dans sa séance du 26 mars 1980 le conseil d'administration a fixé les modalités détaillées de l'opération. La souscription sera ouverte du 6 avril au 8 mai 1980 et les actions nouvelles seront émises au prix de 200 F chacune.

Le notice légale relative à cette augmentation de capital sera publiée au B.O. du 31 mars 1980.

En vue d'élargir la diffusion dans le public des actions Société Générale, il sera procédé, par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts, à une offre publique de vente des droits de souscription appartenant à l'Etat dans des conditions qui seront ultérieurement l'objet d'un avis à la cotte officielle.

Après réalisation de ces opérations, les actions détenues par les actionnaires autres que l'Etat représenteront environ 12 1/2 % du capital de la Société Générale.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

RESULTATS 1979 ET AUGMENTATION DE CAPITAL
PAR INCORPORATION DE RÉSERVES

Réuni le 26 mars sous la présidence de M. Maurice Lauré, le conseil d'administration de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Le total du bilan est de 307 481 millions au 31 décembre 1979 contre 282 millions au 31 décembre 1978, soit une augmentation de 25 %.

L'activité de la banque a été caractérisée en 1979 par les chiffres suivants :

- Un produit global d'exploitation de 23 338 millions, en augmentation de 23 % ;

- Des dépenses d'exploitation de 5 768 millions, en augmentation de 12 % ;

- Après provisions, amortissements et impôts, le bénéfice net est de 111 millions de francs, contre 663 millions de francs en 1978.

Dans ce bénéfice, les plus-values à long terme, ainsi que les ventes de produits antérieurement taxés ou exonérés de l'impôt intervenient pour 174 millions, contre 294 millions en 1978.

Le total des versements et provisions au titre de l'intéressement du personnel a atteint 124 millions, contre 78 millions en 1978.

L'excédent net des provisions pour risques bancaires, constituées par rapport à celles réintégré, a été de 772 millions, contre 388 millions en 1978.

L'impôt sur les sociétés est de 182 millions de francs, contre 176 millions au titre de l'exercice 1978.

Le conseil d'administration a décidé de proposer un collage, en considération des résultats de l'exercice 1979, la répartition aux actionnaires, grâce à une augmentation de capital de 503 884 actions nouvelles, de deux actions gratuites pour vingt-cinq possédées. Cette répartition, d'une valeur de 185 millions de francs environ, en se basant sur le cours actuel de l'action, bénéficiera ainsi aux actions nouvelles qui résulteront de la prochaine augmentation de capital en numéraire de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

O.F.P. - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 mars 1980, de distribuer un dividende net de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980, et d'augmenter le capital de 23,50 F par action, à partir du 26 mars 1980.

Le conseil d'administration de l'O.F.P. (Omnium Financier de Paris), dans sa séance du 23 mars 1980, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1979. Le bénéfice après impôts et provisions s'élève à 45,6 millions de francs, contre 28 millions de francs en 1978.

28 millions de francs seront affectés à la réserve spéciale de plus-values à long terme, contre 38,8 millions pour l'exercice précédent.

SOLEIL INVESTISSEMENT

L'Assemblée Générale Ordinaire de Soleil Investissement, réunie le 13 mars 1980 sous la présidence de M. Claude Gluzard, a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 1979 ainsi que les autres résolutions qui lui ont été proposées.

Le montant des sommes distribuables s'élève à 4 506 185,94 F à 5% d'impôt.

- D'allouer un dividende net de 8,09 F par action, soit au total 4 506 185,94 F.

De voter au compte « Report à nouveau de l'exercice » la somme de 3 174,47 F.

Le dividende global, mis en paiement à partir du 19 mars 1980, s'élèvera à 10,28 F par action, compte tenu d'un impôt déjà payé au Trésor de 2,19 F. Il sera matérialisé par les coupons n° 32 et 33 ainsi qu'il suit :

Net Impôt déjà payé Total
au Trésor

Coupon n° 32 : 2,70 0,10 2,80

Produits des obligations non indexées. 2,70 0,10 2,80

Coupon n° 33 : 6,39 1,06 7,45

Autres revenus : 9,09 1,16 10,25

Le paiement des coupons effectués sans frais aux guichets de l'établissement émetteur de la Banque pour l'Industrie Française, 25, rue La Fayette, 75009 Paris.

Les souscriptions effectuées en comptant de dividendes se feront en franchise de droit d'entrée pendant les trois mois qui suivent la date de mise en paiement.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée.

L'Assemblée Générale Ordinaire, d'autre part, au cours de cette même réunion, a approuvé à l'unanimité la nomination de trois nouveaux administrateurs :

- Le GAN Via, compagnie française d'assurances sur la vie ;

- Le GAN Incendie-Accidents, compagnie française d'assurances et de réassurances incendie, accidents et risques divers ;

- Le GAN Capitalisation, société française de capitalisation.

Le mandat d'administrateur de M. Charles Chaillet qui arrivait à expiration a été renouvelé.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, a approuvé à l'unanimité le statut de Soleil Investissement avec la nouvelle législation des SICAV.

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 sous la présidence de M. Ségure. Il a examiné les comptes de l'exercice 1979, conformément aux grandes orientations décidées lors du conseil du 11 octobre 1979.

Il a tout d'abord constaté l'importance des engagements, qui sont passés de 274 722 000 H.T. à 330 233 000 H.T. ; soit plus de 55 511 000 H.T. ; cet accroissement étant intervenu pour son intégralité depuis la reprise de gestion par le groupe du Crédit Commercial de France.

D'ailleurs, au cours des premiers mois de 1980, de nouvelles opérations ont été conclues, représentant elles-mêmes 63 000 000 H.T. d'investissements supplémentaires. Les nouveaux engagements concernent pour l'essentiel des participations en crédit-bail immobilier dans des opérations avec des groupes de qualité (Philips, Novotel, British American Tobacco).

Le résultat de l'exercice 1979 tient compte de provisions faites sur éléments douteux et sur dépréciation d'actif pour un montant global de 8 158 000 F.

Il a été décidé donc qu'à 8 158 000 F, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée pour le 8 mai 1980, la distribution d'un dividende de 5,30 par action correspondant à un impôt de 0,15 F. Il sera, en outre, proposé à l'assemblée de modifier la dénomination sociale de la société et d'adopter celle de :

SICOMUR
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR L'INVESTISSEMENT EN MURS
INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 sous la présidence de M. Ségure. Il a examiné les comptes de l'exercice 1979, conformément aux grandes orientations décidées lors du conseil du 11 octobre 1979.

Il a tout d'abord constaté l'importance des engagements, qui sont passés de 274 722 000 H.T. à 330 233 000 H.T. ; soit plus de 55 511 000 H.T. ; cet accroissement étant intervenu pour son intégralité depuis la reprise de gestion par le groupe du Crédit Commercial de France.

D'ailleurs, au cours des premiers mois de 1980, de nouvelles opérations ont été conclues, représentant elles-mêmes 63 000 000 H.T. d'investissements supplémentaires. Les nouveaux engagements concernent pour l'essentiel des participations en crédit-bail immobilier dans des opérations avec des groupes de qualité (Philips, Novotel, British American Tobacco).

Le résultat de l'exercice 1979 tient compte de provisions faites sur éléments douteux et sur dépréciation d'actif pour un montant global de 8 158 000 F.

Il a été décidé donc qu'à 8 158 000 F, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée pour le 8 mai 1980, la distribution d'un dividende de 5,30 par action correspondant à un impôt de 0,15 F. Il sera, en outre, proposé à l'assemblée de modifier la dénomination sociale de la société et d'adopter celle de :

SICOMUR
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR L'INVESTISSEMENT EN MURS
INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 sous la présidence de M. Ségure. Il a examiné les comptes de l'exercice 1979, conformément aux grandes orientations décidées lors du conseil du 11 octobre 1979.

Il a tout d'abord constaté l'importance des engagements, qui sont passés de 274 722 000 H.T. à 330 233 000 H.T. ; soit plus de 55 511 000 H.T. ; cet accroissement étant intervenu pour son intégralité depuis la reprise de gestion par le groupe du Crédit Commercial de France.

D'ailleurs, au cours des premiers mois de 1980, de nouvelles opérations ont été conclues, représentant elles-mêmes 63 000 000 H.T. d'investissements supplémentaires. Les nouveaux engagements concernent pour l'essentiel des participations en crédit-bail immobilier dans des opérations avec des groupes de qualité (Philips, Novotel, British American Tobacco).

Le résultat de l'exercice 1979 tient compte de provisions faites sur éléments douteux et sur dépréciation d'actif pour un montant global de 8 158 000 F.

Il a été décidé donc qu'à 8 158 000 F, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée pour le 8 mai 1980, la distribution d'un dividende de 5,30 par action correspondant à un impôt de 0,15 F. Il sera, en outre, proposé à l'assemblée de modifier la dénomination sociale de la société et d'adopter celle de :

SICOMUR
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR L'INVESTISSEMENT EN MURS
INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 sous la présidence de M. Ségure. Il a examiné les comptes de l'exercice 1979, conformément aux grandes orientations décidées lors du conseil du 11 octobre 1979.

Il a tout d'abord constaté l'importance des engagements, qui sont passés de 274 722 000 H.T. à 330 233 000 H.T. ; soit plus de 55 511 000 H.T. ; cet accroissement étant intervenu pour son intégralité depuis la reprise de gestion par le groupe du Crédit Commercial de France.

D'ailleurs, au cours des premiers mois de 1980, de nouvelles opérations ont été conclues, représentant elles-mêmes 63 000 000 H.T. d'investissements supplémentaires. Les nouveaux engagements concernent pour l'essentiel des participations en crédit-bail immobilier dans des opérations avec des groupes de qualité (Philips, Novotel, British American Tobacco).

Le résultat de l'exercice 1979 tient compte de provisions faites sur éléments douteux et sur dépréciation d'actif pour un montant global de 8 158 000 F.

Il a été décidé donc qu'à 8 158 000 F, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée pour le 8 mai 1980, la distribution d'un dividende de 5,30 par action correspondant à un impôt de 0,15 F. Il sera, en outre, proposé à l'assemblée de modifier la dénomination sociale de la société et d'adopter celle de :

SICOMUR
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR L'INVESTISSEMENT EN MURS
INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 mars 1980 sous la présidence de M. Ségure. Il a examiné les comptes de l'exercice 1979, conformément aux grandes orientations décidées lors du conseil du 11 octobre 1979.

Il a tout d'abord constaté l'importance des engagements, qui sont passés de 274 722 000 H.T. à 330 233 000 H.T. ; soit plus de 55 511 000 H.T. ; cet accroissement étant intervenu pour son intégralité depuis la reprise de gestion par le groupe du Crédit Commercial de France.

LES MARCHÉS

PARIS
25 MARS

Nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

Le nouveau rep.

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GÉOGRAPHIE : « Ombres et lumières sur le monde », par Maurice Le Lannou ; « Une école de l'homme », par Paul Clavel ; « Le globe du monde », par Gabriel Matzeff.

ÉTRANGER

2. DIPLOMATIE
4. AFRIQUE
4. PROCHE-ORIENT
5. AMÉRIQUES
— BOLIVIE : rumeur de coup d'État militaire.
6-7. ASIE
— JAPON : Tokyo reste porteur d'un message de paix avec Washington et son désir de ne pas s'aliéner Moscou.
8. EUROPE

POLITIQUE

9. Les journaux parlementaires du R.P.R.
10. Au cours d'un meeting à Paris, M. Marchais critique vivement les « partisans de la soi-disant euro-gauche ».

SOCIÉTÉ

13. Le chef de l'État veut « dialoguer » avec les jeunes.
14. JUSTICE
15-16. ÉDUCATION

— « La compétition pour les postes de cadre (II) ». — Plus ou moins de contradictions. M. Abdallah, a-t-il indiqué, maintient sévère son attitude, « pour sa famille et pour lui-même », et contracte de participer à la conférence de presse, organisée, le 26 février, par la C.G.T. au cours de laquelle il devait révéler qu'il avait été chargé avec d'autres vigiles « de protéger le cadavre ».

LOISIRS ET TOURISME

17. Des bénévoles dument le pion aux marchands de voyages.
— La plaisance à l'économie.
18. Bretons et Irlandais avec saint Patrick.
19. RWANDA : l'Afrique en habits verts.
20. La Norma (Marine), un grand promoteur dans une petite station.

CULTURE

25. LE JOUR DU CINÉMA : Danielle Delorme et l'Argentine.
— MUSIQUE : Schönberg pour le plaisir.

ÉQUIPEMENT

33. ARCHITECTURE : un code des devoirs professionnels est publié au Journal officiel.
33-34. ENVIRONNEMENT.

ÉCONOMIE

35. CONJONCTURE
— SOCIAL : le patronat de la métallurgie met en place une banque de données sociales.
36-37. ÉTRANGER : aux États-Unis, le difficile combat de M. Carter contre la « plastic money » ; en Allemagne fédérale, les syndicats menacent campagne pour l'industrialisation du lock-out.

RADIO-TELEVISION (28)

Annouces classées (28 et 30) ; Bulletin d'enseignement (31) ; Bourse (38) ; Carnet (30) ; Journal officiel (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (24) ; Loto (31) ; Programmes spectacles (28-27).

NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à déjeuner, vendredi 28 mars, les principaux dirigeants de l'Union pour la démocratie française, en particulier MM. Jean Lecanuet, Michel Plonk, Jean-Pierre Fourcade, Michel Durand, Bernard Stasi et Michel Polakowski. Les hôtes du chef de l'État étaient notamment M. Jean Lecanuet, président du Front national et de ses amis.

● Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1981 diffuse chaque jour, sur une ligne téléphonique spéciale, qu'il a baptisé Radio Le Pen (n° 532-40-38 à Paris), une série de messages, interviews ou éditoriaux exposant les options politiques du président du Front national et de ses amis.

● M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, interrogé au cours du Journal de 13 heures de TF1, vendredi 28 mars, a répondu que M. Michel Debré, en quittant les journaux parlementaires R.P.R., ait manqué de « sang-froid » et de « dignité ».

● Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1981 diffuse chaque jour, sur une ligne téléphonique spéciale, qu'il a baptisé Radio Le Pen (n° 532-40-38 à Paris), une série de messages, interviews ou éditoriaux exposant les options politiques du président du Front national et de ses amis.

● M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, interrogé au cours du Journal de 13 heures de TF1, vendredi 28 mars, a répondu que M. Michel Debré, en quittant les journaux parlementaires R.P.R., ait manqué de « sang-froid » et de « dignité ».

● Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1981 diffuse chaque jour, sur une ligne téléphonique spéciale, qu'il a baptisé Radio Le Pen (n° 532-40-38 à Paris), une série de messages, interviews ou éditoriaux exposant les options politiques du président du Front national et de ses amis.

● M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, interrogé au cours du Journal de 13 heures de TF1, vendredi 28 mars, a répondu que M. Michel Debré, en quittant les journaux parlementaires R.P.R., ait manqué de « sang-froid » et de « dignité ».

● Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1981 diffuse chaque jour, sur une ligne téléphonique spéciale, qu'il a baptisé Radio Le Pen (n° 532-40-38 à Paris), une série de messages, interviews ou éditoriaux exposant les options politiques du président du Front national et de ses amis.

● M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, interrogé au cours du Journal de 13 heures de TF1, vendredi 28 mars, a répondu que M. Michel Debré, en quittant les journaux parlementaires R.P.R., ait manqué de « sang-froid » et de « dignité ».

● Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle de 1981 diffuse chaque jour, sur une ligne téléphonique spéciale, qu'il a baptisé Radio Le Pen (n° 532-40-38 à Paris), une série de messages, interviews ou éditoriaux exposant les options politiques du président du Front national et de ses amis.

● M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, interrogé au cours du Journal de 13 heures de TF1, vendredi 28 mars, a répondu que M. Michel Debré, en quittant les journaux parlementaires R.P.R., ait manqué de « sang-froid » et de « dignité ».

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

M. de Lipkowski : une appréciation erronée de la notion de détente

De notre envoyé spécial

Saint-Raphaël. — Les parlementaires R.P.R. réunis à Saint-Raphaël à l'occasion de leurs journées parlementaires ont consacré leurs travaux de vendredi matin à la politique étrangère et agricole.

M. de Lipkowski, député de la Charente-Maritime, abordant le thème de la détente, indique : « Si la détente doit vraiment être indissociable, il faut en conclure que des lors qu'elle est violée, à l'extérieur, elle n'a plus lieu d'être en Europe entre l'Est et l'Ouest ». Évoquant les « contradictions » de la politique française, il souligne que celles-ci sont le signe

d'une « appréciation erronée » sur la notion de détente. Il ajoute : « Ne demandons pas à la détente ce qu'elle ne peut pas nous donner. Ne mettons pas dans la détente ce qu'elle n'a jamais comporté : ni désarmement idéologique ni renoncement à toute compétition entre les deux systèmes dans la majeure partie du monde ». À propos de l'invasion soviétique en Afghanistan, M. de Lipkowski indique : « Ni la goulagisme ni le refus d'alignement sur les Américains ne permettent de justifier la lenteur que nous avons mise à condamner un droit que nous considérons comme essentiel : celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

UNE CONFRONTATION A EU LIEU ENTRE

M. ABDALLAH ET M. LOURDES

M. Emile Cablé, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a procédé, jeudi 27 mars, à la confrontation entre M. Abdallah, l'un des principaux responsables des services d'ordre de la C.G.T., et M. Salah Gherard Abdallah, un ancien vigile, dont les accusations relatives au meurtre de la jeune fille ont entraîné l'incrimination du militant syndical pour « menaces de mort ou d'atteintes sous condition, violences et voies de faits avec préméditation » (le Monde du 26 mars).

En quittant le cabinet de M. Cablé, M. Maurice Lourdes a déclaré que son accusateur s'était montré « fuyant et plein de contradictions ». M. Abdallah, a-t-il indiqué, maintient sévère son attitude, « pour sa famille et pour lui-même », et contracte de participer à la conférence de presse, organisée, le 26 février, par la C.G.T. au cours de laquelle il devait révéler qu'il avait été chargé avec d'autres vigiles « de protéger le cadavre ».

Selon le responsable de la C.G.T., M. Abdallah se serait écrié, durant la confrontation, en se lançant dans une diatribe anticomuniste et en se vantant d'être militant du R.P.R. dont il arborait l'insigne à la boutonnière. « Il m'a donné l'impression d'être manipulé », conclut M. Lourdes. D'ailleurs, à l'issue de sa garde à vue, il m'a donné un coup de téléphone : un policier écoutait notre conversation... »

En conclusion, M. de Lipkowski estime que « la France doit porter au nom de la justice et de la démocratie le poids de la responsabilité ». Il ajoute : « La France doit faire scandale en disant partout et toujours la vérité ». « La France doit être l'autorité morale qui arrête la course à la détente ».

M. Jean-Claude Pasty, député de la Creuse, résume ainsi les propositions du R.P.R. en matière agricole : « 1) Faire à fond la carte de l'expansion agricole pour faire de l'agriculture française l'élément dynamique de notre puissance économique nationale et le moteur d'une nouvelle croissance ; 2) mettre en œuvre une volonté politique suffisamment ferme pour que cet objectif d'expansion se traduise effectivement dans les faits. — L.Z.

Le gouvernement suédois bloque les prix

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement de centre-droit suédois a annoncé, jeudi 27 mars, un blocage général des prix jusqu'au 9 mai. Cette mesure inattendue pourrait être prolongée jusqu'à la fin de 1980 et complétée notamment par un allègement de l'impôt sur le revenu « si les syndicats et le patronat concluent rapidement des accords salariaux qui n'entraînent pas de relèvements majeurs des rémunérations en 1980 ».

Selon le patronat (SAF), la situation économique ne permet pas de relever les salaires : toute augmentation entraînerait une hausse de la compétitivité, déjà fragile, des entreprises suédoises sur les marchés étrangers.

et une poussée inflationniste. De leur côté, la Confédération du travail L.O. et le cartel des employés du secteur privé (P.T.K.), ont déclaré qu'ils s'opposent à ce blocage de prix, qui a été supérieur à 7 % depuis l'explosion des prix des matières premières collectives en novembre 1978.

Autre point : les Suédois dont le salaire annuel est compris entre 40 000 et 80 000 couronnes (environ 10 à 20 millions de francs) recevront d'un allègement fiscal total de 500 couronnes. Par ailleurs, les pouvoirs publics envisagent d'obliger les entreprises à verser des contributions relatives en 1980 à un fonds spécial destiné à relancer les investissements industriels. En donnant suite à ce projet présenté pour la première fois par les syndicats, le gouvernement a certainement voulu leur montrer sa bonne volonté.

L'initiative — unique — de la coalition bourgeoise, qualifiée par le premier ministre de « programme contre l'inflation et pour l'emploi », a été mal accueillie dans les milieux syndicaux. « Certaines de ces propositions sont intéressantes », a déclaré le président de L.O., M. Gunnar Nilsson. « Nous ne les rejetons pas directement mais elles arrivent trop tard et sont insuffisantes ».

C'est également l'avis de M. Palm, directeur de l'opposition social-démocrate : « Les salaires des travailleurs et des employés ne doivent pas, à-t-il dit, être fixés par l'État, mais dans le cadre de négociations libres entre les partenaires sociaux ». Pour le patronat enfin, le blocage des prix, des salaires et des loyers ne résout pas du tout les problèmes économiques de la Suède, qui « réapparaîtront automatiquement le 1^{er} janvier 1981, lorsque ces mesures seront levées », a déclaré M. Nicolin, président de la SAF.

ALAIN DERVOE.

LE GOUVERNEMENT MAROCAIN CONFIE À LA SOFIRAD LA RÉALISATION D'UNE STATION A GRANDE PORTEE

Une convention a été signée, mercredi 28 mars, à l'ambassade du Maroc à Paris, entre le ministre de l'Information du Maroc, M. Benkesiz, et le président de la SOFIRAD (Société financière Gouyon-Benechamps), pour la réalisation d'une radio de grande puissance (ondes longues 173 KHz et ondes courtes). Les émetteurs qui seront installés à Nador, dans le nord du pays, diffuseront largement dans les pays arabes et africains. La station, qui se définit comme une station commerciale, sera exploitée par une société marocaine qui réunira des Marocains (en majorité) et un groupe français associant la SOFIRAD et des intérêts français privés.

Environ quatre-vingt mille téléphones ont été privés de télévision dans l'agglomération dijonnaise après le sabotage commis dans la nuit du 28 au 29 mars à la station de rémission de Dijon-Montmarnard, revendiqué par un commando intitulé « Nuit d'encre ».

LA COUR EUROPÉENNE DE JUSTICE REJETTE LA PROCÉDURE D'URGENCE DANS LE CONFLIT FRANCO-BRITANNIQUE SUR LE MOUTON.

Bruxelles (Communautés européennes) (A.F.P.). — La Cour européenne de Justice de Luxembourg a rejeté, vendredi 28 mars, la procédure d'urgence réclamée par la Commission de la C.E.E. dans la « guerre du mouton », qui oppose depuis de nombreux mois la France à la Grande-Bretagne, apprenant de bonne source à Bruxelles. Ainsi, la Cour a refusé d'édicter des mesures provisoires contre la France pour forcer Paris à ouvrir immédiatement ses frontières à la viande ovine britannique.

La Cour a suivi la recommandation de l'avocat général, M. Francisco Capriles (Galice), estimant qu'une décision en référé préjugerait le jugement définitif qui doit être rendu dans quelques mois. Dans une lettre adressée au conseil des ministres de l'Assemblée de la C.E.E., la France avait indiqué que le système français, qui limite et taxe les importations de viande ovine britannique, ne causait pas de « dommages irréparables » aux éleveurs d'outre-Manche. Paris avait également fait remarquer que la durée moyenne d'application par les États membres des arrêtés de la Cour de Luxembourg variait entre quelques mois et plusieurs années.

Un nouvel incident a eu lieu à la frontière entre les deux Corées, a annoncé, vendredi 28 mars, un porte-parole des forces des Nations unies. L'incident a eu lieu à la fin d'une visite de chaque côté. Il s'agit du troisième accrochage armé entre les deux pays en moins d'une semaine. — (Reuters).

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1980 a été tiré à 572 980 exemplaires.

A PARIS

La grève des éboueurs et des services de nettoyage du métro s'étend

La saleté s'installe à nouveau dans la capitale. Les sacs de plastique s'accumulent sur les trottoirs, et les couloirs du métro ne sont plus balayés. La grève des services de nettoyage de la Ville de Paris, déclenchée sans préavis depuis le 28 mars par la C.G.T., se généralise. Sur deux mille six cent seize agents, qui auraient dû être présents, seuls mille deux cent quarante-deux se sont présentés, le jeudi 27 mars, à leur travail. Une assemblée générale était prévue, ce vendredi, pour décider des suites à donner à cette action.

Le personnel des compagnies concessionnaires assurant le nettoyage des quais et des couloirs a, lui aussi, cessé le travail depuis le début de la semaine.

Parmi les revendications des éboueurs figure notamment l'avancement de l'âge de la retraite à soixante ans, et pour les titulaires, cinquante ans comme les éboueurs. Ils réclament aussi la création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans chaque atelier et une prime de fin d'année de 2 000 francs.

Le service des éboueurs est à Paris un service municipal ordinaire alors que, dans la plupart des communes de banlieue, il est confié à des entreprises privées. Il comprend au total 4 716 personnes, en majorité des travailleurs étrangers. A l'automne 1978, les éboueurs avaient cessé le travail durant près d'un mois et demi et l'armée s'était substituée à eux.

Les responsables de la mairie déclarent que les revendications des éboueurs sont très difficiles à satisfaire. Certains, disent-ils, leur « échappent » même complètement, comme la demande d'abaissement de l'âge de la retraite. Le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville vient, dans un communiqué, de dénoncer

« l'attitude intransigeante du maire de Paris qui, par son refus de négocier, oblige les travailleurs à prolonger leur grève ».

Quant au service du nettoyage des stations et des couloirs du métro, il est assuré par neuf cents personnes employées par douze sociétés privées avec lesquelles le R.A.T.P. a signé des contrats. Le mouvement, commencé lundi 24 mars, s'est étendu depuis et est suivi ce vendredi par 90 % du personnel. Les grévistes soutenus par la C.F.D.T. réclament notamment une augmentation de leur salaire « pour atteindre 2 800 francs net par mois ».

A la R.A.T.P., on refuse, pour l'instant, de participer aux discussions entre les représentants des syndicats et les responsables des entreprises privées. Mais si ce mouvement continuait au-delà des premiers jours de la semaine prochaine et « mettait en cause la sécurité et la salubrité », la R.A.T.P. serait obligée d'intervenir, sans que les modalités de cette intervention soient encore déterminées, déclare-t-on à la R.A.T.P.

Breguet

Séquoia, 278 m², 8 pièces, 3 s.d.b., garage 2 voitures. Un de nos 25 modèles.

L'ELEGANCE.

Une belle maison n'est pas seulement une maison. Elle est aussi l'élément de la personnalité de ceux qui l'habitent. Elle est le reflet de leur goût, de leur sensibilité, de leur culture. Elle est le cadre de leur vie, de leur bonheur. Elle est l'élément de leur réussite.

On dit d'une démonstration qu'elle est élégante. Aussi, l'élégance est-elle la réussite, la plus difficile et la plus rare du métier de constructeur.

Pour un constructeur elle est l'objectif le plus ambitieux. Celui-là même qui, pour suivre chez Breguet, année après année, architectes et techniciens.

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M² TOUT PRES DE PARIS.

Domaine de Montmarn, à Saint-Witz (95470). A 25 km de Paris. En bord de bois à 5 km de la forêt d'Emmentouville. Lancement d'une nouvelle tranche de maisons 5, 6 et 7 pièces, 121,138 et 187 m². Terrains de 700 à 1800 m². Tél. 471.96.55.

Domaine des Longs Prés, à Bouffémont (95670). A 21 km de Paris. En bord de bois à 5 km de la forêt de Montmarn. Maisons 107 à 176 m². Terrains 250 à 400 m². Tél. 591.35.50.

Domaine de Montmarn, à Gometz-la-Ville (91400). A 26 km de Paris. En bord de bois à 5 km de la forêt de Montmarn. Maisons 107 à 176 m². Terrains 250 à 400 m². Tél. 591.35.50.

Domaine de Grassy, à Grassy (77410). A 25 km de Paris. Prés d'un superbe parc. Maisons 134 à 243 m². Terrains 500 à 1000 m². Tél. 026.30.09.

Domaine des Couvriers, à Courcy (77490). A 18 km de Paris. Prés d'un parc forestier. Maisons 110 à 175 m². Terrains 300 à 500 m². Tél. 020.75.72.

Domaine du Mont Chélat, à Chelles (77500). A 20 km de Paris. Maisons de 122 à 205 m², certaines à sous-sol. Terrains 600 à 900 m². Tél. 020.14.00.

Domaine d'Annemasse, à Annemasse (74000). A 26 km de Paris. En bord de bois à 5 km de la forêt de Montmarn. Maisons 107 à 176 m². Terrains 250 à 400 m². Tél. 591.35.50.

Domaine de l'Étoile, à Epargne-sur-Orge (91360). A 20 km de Paris. A 20 minutes de la gare d'Austerlitz par le train. Maisons de 120 à 238 m². Certaines à caves ou sous-sol. Terrains 350 à 550 m². Tél. 448.18.28.

DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES OU BUREAUX DE VENTE TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉRIÉS.

ÉCRIREZ OU TÉLÉPHONEZ AUX DOMAINES POUR RECEVOIR NOTRE LUXUEUSE DOCUMENTATION GRATUITE.

MONDE LANCHE

La guerre c

Les militaires français

Une tragédie sans issue

parcours de paix sans coupes, en l'absence de négociations et de gouvernements responsables. Le Tchad, l'un des pays les plus pauvres de la planète, est devenu un champ de bataille pour les ambitions militaires de plusieurs pays. La capitale, N'Djaména, est devenue une ville fantôme, et les habitants ont dû fuir. Les militaires français ont été impliqués dans cette tragédie, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.

La situation au Tchad est devenue de plus en plus dangereuse. Les militaires français ont été impliqués dans une série d'opérations militaires, et leur rôle a été controversé. La situation est sans issue, et la paix semble lointaine. Les habitants du Tchad ont souffert de la guerre, et les militaires français ont été accusés de violations des droits de l'homme.